



Programme
de mesure
de la **performance**
des services municipaux



Programme
de mesure
de la performance
des services municipaux

Publié par le
ministère des Affaires municipales et du Logement



Le présent document décrit les résultats du Programme de mesure de la performance des services municipaux (PMPSM) tirés des rapports d'information financière pour 2005 et comprend également les résultats pour la période de 2001 à 2004. Si la formule à utiliser pour prendre une mesure a été redéfinie, les résultats sont indiqués pour les années utilisant la même définition.

Les résultats aberrants, y compris les résultats qui semblaient renfermer une erreur de calcul, ont été exclus afin de fournir des statistiques plus représentatives. On ne peut substituer le présent document à une opinion juridique ou professionnelle, et le lecteur est responsable de l'utilisation ou de l'application qu'il fait des données qu'il contient.

Les mesures de la performance des services municipaux sont autorisées aux termes de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les ans, le ministre des Affaires municipales et du Logement écrit aux municipalités pour leur communiquer les exigences officielles du Programme, y compris une liste des mesures de la performance. La lettre du ministre et la liste des mesures de la performance sont affichées sur le site Web du ministère www.mah.gov.on.ca sous le titre « Programme de mesure de la performance des services municipaux ».

Table des matières

Partie I : Programme de mesure de la performance des services municipaux (PMPSM)

Préface	PMPSM 1
Le programme	PMPSM 3
Programme	PMPSM 3
Comité consultatif.....	PMPSM 4
Publication des résultats par les municipalités	PMPSM 4
Avantages	PMPSM 4
Tableau 1 : Avantages du PMPSM	PMPSM 5
Meilleures pratiques	PMPSM 6
Mesurer l'efficience et l'efficacité.....	PMPSM 6
Tableau 2 : Comment différencier les mesures de l'efficience et de l'efficacité.....	PMPSM 7
À qui revient-il de déclarer une mesure?.....	PMPSM 8
Présentation des résultats.....	PMPSM 8
Comment trouver le groupe auquel appartient une municipalité.....	PMPSM 9
Tableau 3 : Groupes utilisés dans le sommaire de 2005	PMPSM 9
Les mesures de la performance couvrent une période d'un an.....	PMPSM 10
Tableau 4 : Liste de vérification aux fins de comparaison	PMPSM 11
Faire des comparaisons	PMPSM 12
Statistiques	PMPSM 13
Fourchette	PMPSM 13
Médiane	PMPSM 13
Évaluation des résultats	PMPSM 13
Nombre de municipalités déclarantes	PMPSM 14
Distribution des fréquences.....	PMPSM 14
Figure 1 : Exemple de la distribution des fréquences.....	PMPSM 15
Graphiques, tableaux et explications	PMPSM 15

Dépouillement des données brutes	PMPSM 17
Suivi des mesures de la performance	PMPSM 17
Examen des tendances année après année	PMPSM 17
Différence dans les statistiques d'ensemble de 2005 et des années précédentes.....	PMPSM 17
Facteurs influant sur les résultats d'une année à l'autre	PMPSM 18
Comparaison de la performance d'une municipalité aux statistiques sommaires.....	PMPSM 19
Les mesures de l'efficacité sont des mesures « globales ».....	PMPSM 19
Signification des résultats.....	PMPSM 19
Compromis entre l'efficacité et l'efficacités	PMPSM 19
Établissement d'objectifs en matière de performance	PMPSM 20
En profondeur – Transmission des données à la province	PMPSM 21
Règles de contrôle	PMPSM 21
Contrôle de la qualité	PMPSM 22
En profondeur – Mesures de l'efficacité : Coûts de fonctionnement.....	PMPSM 23
Les coûts sont déclarés en chiffres bruts	PMPSM 24
Exception : Soustraction des recettes reçues d'autres municipalités	PMPSM 24
Exception : Soustraction des recettes reçues pour les services d'incendie fournis hors du territoire de la municipalité.....	PMPSM 24
Exception : Soustraction des recettes tirées de la vente de ressources relatives à l'élimination et au recyclage des déchets	PMPSM 25
En profondeur – Coûts indirects	PMPSM 26
Standardisation de la méthode d'affectation des coûts indirects.....	PMPSM 26
Tableau 5 : Adoption d'une méthode standardisée d'affectation des coûts indirects	PMPSM 27

En profondeur – Structure de fonctionnement des municipalités

.....	PMPSM 28
Comtés	PMPSM 28
Municipalités régionales	PMPSM 28
Municipalités à palier unique dans le Sud de l'Ontario	PMPSM 29
Nord de l'Ontario	PMPSM 29
Gestion des services municipaux regroupés	PMPSM 29
Rôles et responsabilités des municipalités	PMPSM 30
Régies locales	PMPSM 32
Regroupement des activités financières d'une régie locale	PMPSM 33

Partie II : Sommaire des résultats pour 2005

Explication des tableaux des résultats et des graphiques

Comment interpréter un tableau des résultats	DONNÉES 2
Comment interpréter un diagramme à barres	DONNÉES 3
Comment interpréter un graphique de distribution des fréquences	DONNÉES 4

Administration générale

Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité	DONNÉES 5-9
--	-------------

Protection

Services d'incendie	DONNÉES 10-13
Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière totale	DONNÉES 10
Services policiers	DONNÉES 14-24
Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant	DONNÉES 14
Taux de criminalité violente par millier d'habitants	DONNÉES 18
Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants	DONNÉES 19
Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du <i>Code criminel</i> , à l'exclusion des délits de la route)	DONNÉES 20
Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes	DONNÉES 23

Transports

Routes	DONNÉES 25-32
Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation	DONNÉES 25
Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation	DONNÉES 27
Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré satisfaisant ou très satisfaisant	DONNÉES 31
Routes – opérations hivernales	DONNÉES 33-36
Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation	DONNÉES 31
Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent	DONNÉES 37
Transport en commun traditionnel	DONNÉES 40-45
Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier	DONNÉES 40
Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie	DONNÉES 42

Environnement

Eaux usées	DONNÉES 46-61
Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout	DONNÉES 46
Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée	DONNÉES 49
Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre (système intégré) ...	DONNÉES 52
Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an	DONNÉES 56
Estimation du pourcentage d'eaux usées qui n'ont pas été traitées	DONNÉES 59
Eaux pluviales	DONNÉES 62-67
Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation	DONNÉES 62

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation	DONNÉES 64
Eau potable	DONNÉES 68-82
Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée	DONNÉES 68
Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation	DONNÉES 71
Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée (système intégré)	DONNÉES 74
Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité	DONNÉES 77
Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an	DONNÉES 80
Déchets solides	DONNÉES 83-122
Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne	DONNÉES 83
Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par ménage	DONNÉES 85
Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne	DONNÉES 89
Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par ménage	DONNÉES 91
Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne	DONNÉES 95
Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par ménage	DONNÉES 97
Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne	DONNÉES 102
Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par ménage	DONNÉES 104
Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an	DONNÉES 109
Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement	DONNÉES 112

Nombre de jours par an pendant lesquels une ordonnance de se conformer et de prendre des mesures correctives rendue par le ministère de l'Environnement à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines était en vigueur dans une installation de gestion des déchets appartenant à la municipalité, par installation	DONNÉES 114
Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés	DONNÉES 116
Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)	DONNÉES 118

Parcs et loisirs DONNÉES 123-151

Coûts de fonctionnement des parcs par habitant	DONNÉES 123
Coûts de fonctionnement des programmes de loisir par habitant	DONNÉES 126
Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant	DONNÉES 129
Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total)	DONNÉES 132
Nombre d'hectares d'espaces ouverts	DONNÉES 135
Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants ...	DONNÉES 137
Nombre total de kilomètres de sentiers	DONNÉES 140
Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants ..	DONNÉES 142
Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants	DONNÉES 144
Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir	DONNÉES 147
Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants	DONNÉES 149

Services de bibliothèque DONNÉES 152-167

Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant	DONNÉES 152
Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation	DONNÉES 156
Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant	DONNÉES 160
Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques	DONNÉES 163

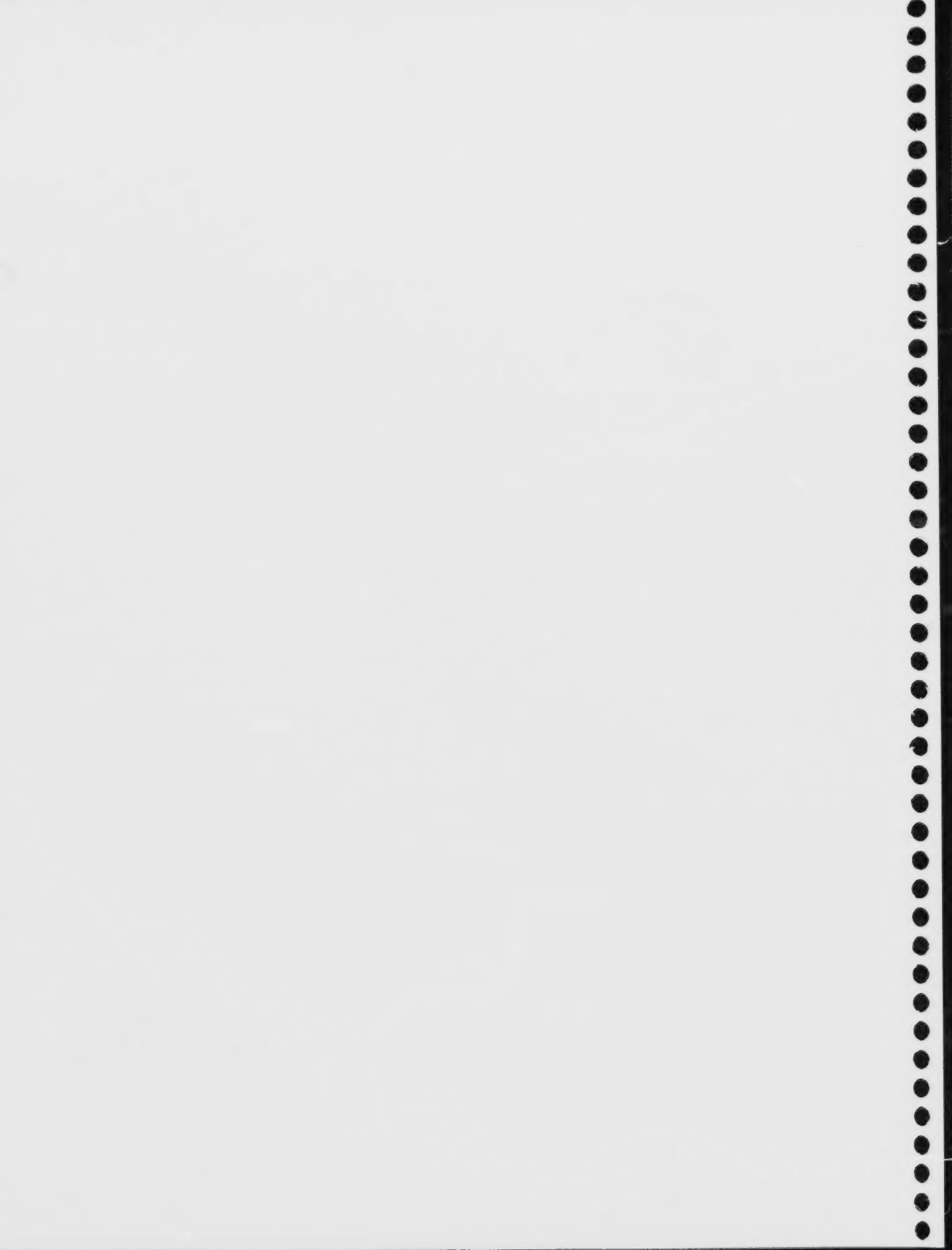
Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques	DONNÉES 166
--	-------------

Aménagement du territoire..... DONNÉES 168-180

Pourcentage de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées.....	DONNÉES 168
Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration.....	DONNÉES 171
Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)	DONNÉES 172
Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration	DONNÉES 175
Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1 ^{er} janvier 2000	DONNÉES 178

Partie III : Annexes

Mesures de la performance des services municipaux de l'Ontario pour 2005.....	ANNEXE 1
Municipalités par groupe	ANNEXE 4
Liste des sites Web	ANNEXE 16



Partie I :

Programme de mesure de la performance des services municipaux (PMPSM)

Préface

Je suis très heureux de vous présenter le sommaire des résultats du Programme de mesure de la performance des services municipaux pour 2005, la sixième année du Programme.

Le présent document fournit aux municipalités une analyse détaillée des résultats du PMPSM pour permettre à l'utilisateur de comparer les résultats des municipalités locales à ceux des groupes de municipalités semblables. Les municipalités sont groupées par lieu géographique, type de municipalité et leur population, et des statistiques sommaires sont préparées pour chaque groupe.

Le présent document s'adresse aux administrateurs municipaux, aux représentants élus et aux membres du public, parce qu'il fournit un contexte permettant d'évaluer les résultats du PMPSM. De nombreuses municipalités utilisent les données du PMPSM pour discuter du budget puisque les données sur les tendances révèlent les progrès vers les objectifs en matière de service et donnent des renseignements sur le lien entre les coûts de fonctionnement et les décisions en matière de niveau de service.

Le PMPSM vise à alimenter les discussions sur la prestation des services municipaux et à inciter les municipalités à prendre en considération les meilleures pratiques, comme celles compilées et affichées sur le Web par le Centre des meilleures pratiques municipales de l'Ontario.

Bien que le présent rapport n'indique pas les municipalités individuellement, les intéressés peuvent obtenir de l'information sur une municipalité en particulier en s'adressant à cette municipalité. L'information est souvent affichée sur son site Web.

Le Ministère et l'Association of Municipalities of Ontario ont conjointement élaboré et lancé un outil logiciel à l'intention des municipalités, appelé SAIDM (Système d'analyse de l'information et des données municipales). Le SAIDM permettra aux municipalités d'accéder gratuitement aux données sur la mesure de la performance de leur choix. Les municipalités pourront également accéder aux données d'autres tableaux du Rapport d'information

financière (RIF). Veuillez communiquer avec l'AMO pour recevoir le mot de passe de votre municipalité au 416 971-9856 ou au numéro sans frais 1 877 426-6527 (Ontario).

Nous vous encourageons à consulter le présent rapport et à transmettre vos commentaires et vos suggestions à :

Andrew Posluns, directeur
Direction des relations intergouvernementales et des partenariats
Ministère des Affaires municipales et du Logement
andrew.posluns@ontario.ca
416 585-4260

Le programme

Les administrations municipales fournissent nombre des services qu'utilisent quotidiennement les Ontariennes et Ontariens, dont les services de police, d'eau potable, d'égouts, de collecte et d'élimination des déchets, d'entretien des routes, de transport en commun, ainsi que les parcs et installations de loisirs. Il incombe aux conseils municipaux d'établir des priorités quant à l'utilisation des impôts municipaux, et notamment de déterminer combien d'argent sera affecté à chaque service et quels niveaux de service seront possibles, compte tenu des sommes affectées. Les décisions prises doivent également tenir compte de la réglementation en vigueur et de la nécessité de limiter les risques.

Toutes les municipalités de l'Ontario sont déterminées à fournir d'excellents services à leurs contribuables et à utiliser au mieux les deniers publics. Mais comment les contribuables, les conseillers municipaux et les administrateurs municipaux peuvent-ils évaluer les services municipaux?

Une solution est de surveiller la performance d'une municipalité année après année. On peut aussi comparer les résultats d'une municipalité avec ceux d'autres municipalités semblables.

Les municipalités fournissent depuis longtemps des données statistiques et financières à la province une fois l'année civile terminée. Ces renseignements permettent de déterminer combien d'argent une municipalité a affecté à certains services, comme les services de protection contre les incendies et la collecte des déchets. Toutefois, ces données ne permettent pas d'établir l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle une municipalité offre des services, ou de déterminer les circonstances avec lesquelles elle doit composer.

Pour permettre aux administrateurs et aux conseillers municipaux, ainsi qu'aux résidents d'évaluer la prestation des services, le gouvernement de l'Ontario a créé en 2000 un nouveau programme novateur pour mesurer la performance des municipalités. Toutes les municipalités de l'Ontario fournissent de l'information sur l'efficacité et l'efficacité de leurs services dans douze domaines clés :

- Administration municipale
- Protection contre les incendies
- Services policiers
- Routes
- Transport en commun
- Eau potable
- Eaux usées (égouts)
- Gestion des eaux pluviales

- Gestion des déchets solides
- Parcs et installations de loisirs
- Services de bibliothèque
- Aménagement du territoire

On a sélectionné ces services parce qu'ils relèvent en grande partie des municipalités et représentent un fort pourcentage de leur budget. De plus, les municipalités recueillaient déjà la plupart des données requises pour déterminer la performance de ces services.

Comité consultatif

À la fin de la première année du Programme, le ministère des Affaires municipales a créé un comité consultatif pour orienter l'élaboration du PMPSM. Ce comité consultatif compte des représentants d'associations municipales, comme l'Association of Municipalities of Ontario, l'Ontario Municipal CAO's Benchmarking Initiative, le Centre des meilleures pratiques municipales de l'Ontario et des membres du personnel d'un groupe de municipalités représentatives. Des groupes de travail spécialisés examinent chaque année toutes les mesures de la performance et formulent des recommandations détaillées afin de redéfinir et d'améliorer celles-ci et les instructions.

Publication des résultats par les municipalités

Tous les ans, chaque municipalité fournit de l'information sur sa performance à la province et à ses résidents. De nombreuses municipalités affichent sur leur site Web de l'information sur leur performance. D'autres publient cette information dans les journaux, l'envoient par la poste ou l'ajoutent au relevé d'imposition foncière. On veut que les municipalités communiquent cette information à leurs contribuables afin d'alimenter les discussions entre les contribuables et leurs représentants élus à propos des priorités et des résultats locaux.

Avantages

Il est grandement avantageux de fournir au public de l'information sur la performance des municipalités. Cela permet non seulement d'accroître la reddition de comptes, mais aussi d'améliorer la prestation des services. En effet, ces renseignements devraient inciter les membres du public à s'informer des décisions que prend le conseil de leur municipalité et alimenter les discussions. En outre, les municipalités veulent savoir ce que font les autres municipalités et ainsi comparer officiellement leurs résultats avec les leurs et discuter des mécanismes qu'elles utilisent pour assurer la prestation de leurs services.

Tableau 1 : Avantages du Programme de mesure de la performance des services municipaux (PMPSM)

Programme de mesure de la performance des services municipaux

Le PMPSM :

- **Est un outil de gestion.**
Les municipalités peuvent suivre leur performance d'une année à l'autre.
- **Favorise les comparaisons.**
L'emploi de définitions et de formules standardisées favorise les comparaisons entre les municipalités.
- **Présente des renseignements équilibrés.**
Le PMPSM présente des renseignements à la fois sur la qualité et les coûts de la plupart des services.
- **Est universel.**
Toutes les municipalités de l'Ontario à qui il incombe d'offrir un service rendent compte de leur performance à l'égard de ce service.

Les mesures de la performance favorisent :

- **La reddition de comptes.**
En fournissant aux contribuables de l'information sur sa performance, une municipalité améliore sa reddition de comptes.
- **La communication.**
Les mesures de la performance encouragent la tenue de discussions entre les contribuables et le conseil municipal, et entre les municipalités.
- **L'établissement de priorités.**
Les mesures de la performance peuvent aider le conseil à établir des priorités et à affecter l'argent des contribuables aux services.
- **La surveillance du budget de la municipalité.**
Grâce aux mesures de la performance, une municipalité peut déterminer si elle a respecté les coûts budgétés et atteint les niveaux de service attendus.
- **La concentration des efforts.**
En portant attention aux résultats, on en vient à examiner de plus près la prestation des services, l'efficacité avec laquelle les services sont offerts, ce qu'il en coûte pour les offrir et leur incidence sur la collectivité.
- **L'établissement d'objectifs.**
On peut améliorer la performance simplement en fixant des objectifs clairs et mesurables.
- **L'adoption de meilleures pratiques.**
Grâce aux mesures de la performance, il est possible de cerner de meilleures pratiques, comme celles qu'a examinées et désignées le Centre des meilleures pratiques municipales de l'Ontario.
- **La prestation de services améliorés.**
L'amélioration des communications, l'établissement d'objectifs, les comparaisons, la concentration des efforts sur les services et l'accès à un répertoire des meilleures pratiques peuvent contribuer à une meilleure prestation de services.

Les mesures de la performance sont axées sur les résultats et peuvent aider un conseil municipal à déterminer dans quelle mesure ses décisions budgétaires ont contribué à la réalisation des buts de la municipalité. Le personnel de cette municipalité peut alors convertir ces buts en objectifs de performance. En examinant la performance d'une municipalité par rapport à ses buts, le conseil municipal peut déterminer s'il doit réaffecter les sommes consacrées à des services concurrents.

En mesurant régulièrement la performance d'un service de manière uniforme, on y porte une attention particulière, et c'est ce qui contribue initialement à son amélioration. Par amélioration, on entend la réduction des coûts de prestation d'un service, la modification des niveaux de service et la prestation améliorée d'un service.

Meilleures pratiques

Grâce aux mesures de la performance, il est aussi possible de cerner de meilleures pratiques municipales. Le Centre des meilleures pratiques municipales de l'Ontario a créé une bibliothèque électronique virtuelle des meilleures pratiques municipales. Le Centre utilise les résultats du Programme de mesure de la performance des services municipaux afin de déterminer les municipalités dont il effectuera un suivi détaillé. Le Centre fait des recherches et désigne les meilleures pratiques, et les affiche sur son site Web : www.municipalbestpractices.ca. On encourage les municipalités à examiner les pratiques qui y sont affichées et à déterminer lesquelles s'appliquent à leur situation. Cela permet ainsi aux municipalités d'échanger leurs expériences sur le plan opérationnel.

Mesurer l'efficacité et l'efficacé

Les mesures de la performance examinent deux aspects de la prestation d'un service – l'efficacité et l'efficacé.

Les mesures de l'efficacité d'un service présentent de l'information sur le coût de sa prestation. Par exemple, il est possible de mesurer les coûts quotidiens du traitement de l'eau potable et donc de disposer d'un barème standard qui s'applique à toutes les municipalités, peu importe leur population.

Cependant, les mesures de l'efficacité ne disent pas tout. Les résidents d'une municipalité veulent aussi savoir quelle est la qualité d'un service. Les mesures de l'efficacé décrivent la performance d'un service par rapport à un objectif. Par exemple, pour l'eau potable, les municipalités déclarent la mesure « Nombre pondéré de jours pendant lesquels un avis de faire bouillir l'eau d'un réseau

municipal d'approvisionnement en eau émis par le médecin hygiéniste était en vigueur ». Ensemble, les mesures de l'efficience et de l'efficacité brossent un tableau plus complet des coûts de fonctionnement d'un service et des objectifs atteints, et ce, compte tenu des circonstances locales. De nombreuses municipalités donnent une brève description de ces circonstances dans le rapport qu'elles fournissent aux contribuables. Ces circonstances ont une incidence sur les résultats, et on devrait en tenir compte lorsque l'on compare les résultats des municipalités. Par exemple, la géographie et le microclimat ont une incidence sur l'efficience et l'efficacité de l'entretien des routes en hiver.

Tableau 2 : Comment différencier les mesures de l'efficience et de l'efficacité

Comment différencier les mesures de l'efficience et de l'efficacité

Mesures de l'efficience

- Ces mesures sont souvent décrites sous forme d'intrants/d'extrants.
- Les intrants sont en général exprimés en dollars.
- Ces mesures sont souvent exprimées sous forme de coût unitaire.
Coûts de fonctionnement pour les routes revêtues par kilomètre de voies.
Coûts de fonctionnement pour le réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne ou par ménage.

Mesures de l'efficacité

- Ces mesures portent sur la qualité d'un service.
- Elles indiquent à quel point un but a été atteint.
- Elles sont souvent exprimées en pourcentage.
Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est satisfaisant ou très satisfaisant.
Pourcentage de déchets solides résidentiels réacheminés.
- Elles sont aussi exprimées sous forme de taux à l'aide de 2 unités.
Nombre de crimes contre les biens par millier d'habitants.
Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie.

À qui revient-il de déclarer une mesure?

Selon le Programme de mesure de la performance des services municipaux, une municipalité déclare une mesure de la performance seulement si elle est responsable de ce service. Par exemple, si une municipalité régionale du Sud de l'Ontario est responsable de l'épuration des eaux usées, celle-ci est la seule à déclarer une mesure à cet égard. Les municipalités locales au sein de cette municipalité régionale ne la déclarent pas. Si une municipalité régionale et les municipalités locales qui la composent sont conjointement responsables de la prestation d'un service, comme l'entretien des routes en hiver, la municipalité régionale ainsi que les municipalités locales déclarent une mesure à cet égard.

Dans le Nord et le Sud de l'Ontario, les municipalités à palier unique sont responsables de tous les services municipaux offerts aux résidents, à l'exception des services sociaux et de santé offerts par les gestionnaires des services municipaux regroupés ou par les conseils d'administration de district des services sociaux. Qu'une municipalité à palier unique offre un service en sous-traitance, l'offre conjointement avec d'autres municipalités ou le fournisse elle-même, elle doit déclarer les mesures de la performance qui correspondent aux services qu'elle offre.

Présentation des résultats

Les municipalités sont tenues de communiquer annuellement leurs résultats à leurs contribuables. Cependant, certaines municipalités veulent disposer d'une analyse détaillée des résultats ne mettant pas en relief une municipalité en particulier. De nombreux facteurs locaux ont une incidence sur les résultats d'une municipalité, dont les caractéristiques démographiques, la géographie, la répartition urbaine/rurale et l'assiette de l'évaluation foncière. En regroupant les municipalités selon leur géographie, leur catégorie et leur population, il est possible de cerner des tendances. De plus, la fourchette et la médiane permettent aux municipalités de comparer leurs propres résultats avec ceux d'autres municipalités semblables.

Comment trouver le groupe auquel appartient une municipalité

Tableau 3 : Groupes utilisés dans le sommaire de 2005

Groupes de municipalités	Nombre de municipalités
Nord	
< 5 000	125
5 000 - 19 999	15
20 000 +	4
Sud	
Régions et anciennes régions	12
Comtés	22
Palier unique :	
< 10 000	5
10 000 - 99 999	17
100 000 +	4
Palier inférieur :	
< 5 000	69
5 000 - 9 999	71
10 000 - 19 999	64
20 000 - 39 999	15
40 000 - 99 999	11
100 000 +	11
Toutes les municipalités	445

Pour évaluer les résultats, on a créé deux groupes principaux : le Nord de l'Ontario et le Sud de l'Ontario. Le Nord de l'Ontario se distingue du Sud de l'Ontario à de nombreux égards. Il s'agit d'une région en grande partie rurale, où les peuplements sont plus dispersés et où les coûts de prestation des services municipaux sont plus élevés que dans le Sud de l'Ontario. Les municipalités du Nord de l'Ontario sont à palier unique, à l'exception du

district de Muskoka.

Dans le *Sommaire des résultats pour 2005*, les municipalités du Nord de l'Ontario sont réparties en trois groupes de population. Dans le Sud de l'Ontario, il existe plusieurs formes d'administrations municipales : les municipalités à palier unique, de palier supérieur (régions et comtés) et de palier inférieur (ou municipalités locales). Pour en savoir davantage, consulter la section « En profondeur – Structure de fonctionnement des municipalités ».

Comme les municipalités de palier supérieur et à palier unique assument des responsabilités différentes de celles des municipalités locales, on a créé pour elles des groupes distincts. Le groupe « Régions et anciennes régions » comprend les municipalités à palier unique suivantes qui constituaient auparavant des administrations régionales : Toronto, Ottawa, Hamilton et Grand Sudbury.

Le district de Muskoka et la ville du Grand Sudbury sont situés dans le Nord de l'Ontario, mais le ministère les a traditionnellement considérés comme étant dans le Sud de l'Ontario aux fins d'analyse financière. Il est à noter que le district de Muskoka est une

administration régionale à deux paliers, bien qu'il porte le nom de district.

En outre, le comté d'Oxford fonctionne comme une municipalité régionale et a traditionnellement été analysé avec les municipalités régionales. Il fait donc partie du groupe « Régions et anciennes régions ».

Avec les résultats organisés selon la géographie, la catégorie de municipalité et la population, on peut immédiatement déterminer à quel groupe appartient une municipalité et comparer ses résultats à ceux d'un groupe.

Les mesures de la performance couvrent une période d'un an

Les mesures de la performance sont basées sur des données couvrant une période d'un an – l'année civile. On se sert de l'année civile parce qu'elle correspond à l'exercice financier des municipalités. Ainsi, le nombre de crimes contre les biens par millier d'habitants est calculé à partir du nombre réel de crimes contre les biens signalés durant la période visée. Quelques mesures de la performance font état de cette période d'un an (comme la mesure « Nombre de reflux par 100 km de canalisation principale d'égouts par année »), mais la plupart n'en font pas mention. On précise dans ce cas-ci le nombre de reflux par année afin que l'on sache qu'il s'agit d'une mesure annuelle et non mensuelle.

Il y a deux exceptions qui concernent les mesures d'aménagement visant la préservation des terres agricoles. Ces mesures portent sur les changements, en hectares, entre l'année visée et l'année de base (2000). Cette période plus longue permet de voir l'impact des changements dans l'utilisation des terres.

Tableau 4 : Liste de vérification aux fins de comparaison

Liste de vérification aux fins de comparaison	
Circonstances locales	<p>Caractéristiques démographiques et physiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Population et croissance démographique. ✓ Caractéristiques démographiques. ✓ Géographie : Nord/Sud. ✓ Répartition urbaine/rurale. ✓ Climat. <p>Coûts de prestation des services sur le plan local.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Salaires, coût du matériel, coût du transport, existence d'un marché concurrentiel de prestation des services. ✓ Dispositions des contrats. <p>Autres circonstances.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Voir les notes afférentes aux résultats du Programme de mesure de la performance des services municipaux qu'une municipalité communique à ses contribuables.
Décisions du conseil et budget	<p>Décisions du conseil en matière de niveaux de service.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Niveaux de service. ✓ Prestation d'un service dans l'ensemble ou une partie de la municipalité. Exemple : service d'égouts sanitaires fourni seulement dans les secteurs urbains. <p>Décisions du conseil en matière de prestation des services.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Services offerts à l'interne ou en sous-traitance, entente de services communs conclue avec d'autres municipalités, etc. <p>Budget de la municipalité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Importance du budget. ✓ Assiette d'évaluation : résidentielle, agricole et commerciale/industrielle. Croissance de l'assiette.
Structure municipale	<p>Les responsabilités des municipalités varient selon leur structure</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les municipalités ont des responsabilités différentes selon leur structure administrative. De la même façon, les régions qui sont devenues des municipalités à palier unique assument davantage de responsabilités, même si elles sont dans le même groupe que les anciennes régions. <p>Administration à deux paliers dans le Sud de l'Ontario et responsabilités partagées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Si deux paliers municipaux au sein d'un système à deux paliers dans le sud de la province sont conjointement responsables d'un service, celui-ci aura une incidence sur les coûts de fonctionnement et l'efficacité.

Liste de vérification aux fins de comparaison	
Zone desservie mesurée	<p>Facteurs afférents à chaque service.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Consulter la liste des facteurs pour chaque mesure. <p>Âge de l'infrastructure.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une infrastructure vieillissante peut contribuer à une hausse des coûts de réparation et de réfection, et avoir une incidence sur les mesures de l'efficacité. Exemple : routes revêtues.
Questions afférentes à la déclaration de données	<p>Rapport d'information financière.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthode d'affectation à d'autres services des coûts indirects liés à l'administration générale ou au soutien des programmes. ✓ Inclusion des coûts administratifs d'un service. Exemple : Les coûts administratifs du service des transports sont-ils inclus dans les coûts pour les routes revêtues? ✓ Le fait qu'une municipalité fait ou non des paiements de transfert entre ses services et les enregistre en tant que rajustements interfonctionnels dans le Rapport d'information financière. ✓ Erreurs dans l'information fournie, y compris les erreurs de calcul. Exemple : mégalitres d'eau. ✓ Données estimatives ou données mesurées avec précision.
Statistiques sommaires	<p>Nombre de municipalités déclarantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ S'il n'y a qu'un petit nombre de municipalités déclarantes, on ne peut guère utiliser les résultats aux fins de comparaison

Faire des comparaisons

Les municipalités ont été placées dans des groupes créés en fonction de la géographie, du type de municipalité et de la population, ce qui facilite les comparaisons entre des municipalités semblables. Le tableau 4, Liste de vérification aux fins de comparaison, donne une liste plus détaillée des facteurs à considérer pour déterminer avec quelles municipalités il convient de comparer les résultats d'une autre municipalité. La liste de vérification aux fins de comparaison compte six sections : circonstances locales, décisions du conseil et budget, structure municipale, zone desservie mesurée, questions afférentes à la déclaration de données et statistiques sommaires.

Les décisions en matière de niveaux de service sont cruciales; elles sont liées à la taille du budget d'une municipalité. En outre, le budget est tributaire de l'assiette d'évaluation dont on se sert pour percevoir les impôts fonciers. Il y a d'importantes différences entre les municipalités, selon la répartition de leurs biens-fonds résidentiels, agricoles, commerciaux et industriels.

Les pratiques de déclaration financière, dont le traitement des coûts indirects, ont aussi une grande incidence sur les résultats. Pour en savoir davantage, consulter la section « En profondeur – Coûts indirects. »

Statistiques

Pour toute la province et pour chaque groupe de municipalités, on a indiqué la médiane, la fourchette et le nombre de municipalités déclarantes. Ces statistiques permettent à une municipalité d'évaluer ses propres résultats par rapport à ceux des autres municipalités. La médiane pour l'année visée est présentée sous forme de graphique à barres. En outre, le présent document comprend des graphiques de distribution des fréquences, qui donnent une vue d'ensemble des résultats de toutes les municipalités. Pour que les résultats soient significatifs, les données fournies par les municipalités dont les résultats sont aberrants ou qui semblent avoir fait une erreur de calcul sont exclues lorsqu'on établit ces statistiques.

Fourchette

La fourchette représente la gamme des données à partir de la valeur la plus faible ou minimale jusqu'à la valeur la plus élevée ou maximale.

Médiane

Tous savent ce qu'est une moyenne. La médiane est différente d'une moyenne en ce sens qu'elle représente la valeur intermédiaire d'un groupe et n'est pas influencée par les valeurs extrêmes de celui-ci.

Dans un ensemble de données allant de la valeur la plus faible à la valeur la plus élevée, la médiane est la valeur du milieu. La moitié des résultats se situent en dessous de la médiane et l'autre moitié, au-dessus de celle-ci.

Évaluation des résultats

L'excellence des résultats varie d'une mesure de la performance à l'autre. Dans le cas des mesures de l'efficacité, les meilleurs résultats peuvent se situer au-dessus ou au-dessous de la médiane. Par exemple, dans le cas de la mesure « Nombre de crimes violents par millier d'habitants », un résultat inférieur à la médiane représente un meilleur résultat, tandis que dans le cas de la mesure « Pourcentage de déchets solides résidentiels réacheminés », un

résultat supérieur à la médiane représente un pourcentage plus élevé de déchets solides recyclés.

Nombre de municipalités déclarantes

Le nombre de municipalités déclarantes varie d'une mesure de la performance à l'autre. Ce nombre exclut les municipalités qui semblent avoir fait des erreurs de calcul et celles dont les résultats sont aberrants. Les conditions utilisées pour évaluer les données sont décrites dans le tableau des résultats de chaque mesure.

Avant de comparer la médiane avec les résultats d'une municipalité, il importe de connaître le nombre de municipalités déclarantes. Lorsqu'il n'y a qu'un petit nombre de municipalités déclarantes, les statistiques sommaires sont moins fiables aux fins de comparaison.

Ainsi, lorsque le nombre de municipalités dans un groupe est faible, la médiane peut changer sensiblement si le nombre de municipalités déclarantes change d'une année à l'autre.

Distribution des fréquences

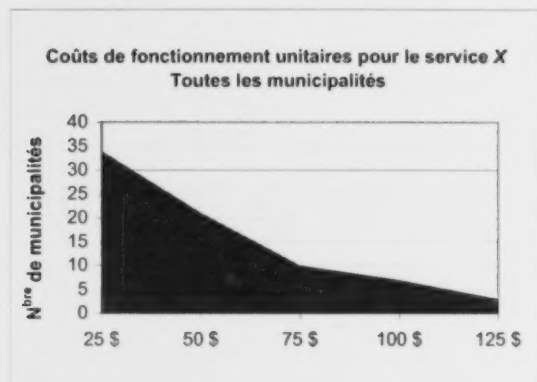
On indique chaque mesure de la performance dans un graphique de distribution des fréquences, et ce, afin de décrire la façon dont les résultats sont concentrés. Ainsi, les résultats sont classés par groupes et le nombre de résultats au sein de chaque groupe (fréquence) est compté.

Exemple : 75 municipalités ont déclaré une mesure d'efficacité pour un service avec des coûts unitaires allant de 2,04 \$ à 121,50 \$. On crée alors des intervalles égaux où sont regroupées toutes les données. Ensuite, on compte le nombre de résultats correspondant à chaque intervalle – voilà ce qu'est la distribution des fréquences.

Intervalles	Fréquences	Marques de graduation sur l'axe des X
0,00 \$ à 25,00 \$	34	25 \$
25,01 \$ à 50,00 \$	21	50 \$
50,01 \$ à 75,00 \$	10	75 \$
75,01 \$ à 100,00 \$	7	100 \$
100,01 \$ à 125,00 \$	3	125 \$

Le graphique de distribution des fréquences du tableau ci-dessus apparaît à la Figure 1.

Figure 1 : Exemple de la distribution des fréquences



Les marques de graduation représentant le nombre de municipalités déclarantes figurent sur l'axe des Y, tandis que les coûts unitaires figurent sur l'axe des X. Chaque marque de graduation représente la valeur la plus élevée de l'intervalle.

Si on consulte le graphique ci-dessus, on peut voir qu'environ 34 municipalités ont déclaré des coûts unitaires de 0,01 \$ à 25,00 \$ et qu'environ 20 municipalités ont déclaré des coûts unitaires de 25,01 \$ à 50,00 \$.

Il est à noter que la distribution des fréquences varie d'une mesure à l'autre, ces mesures étant fondées sur les données fournies par les municipalités. À titre de référence, une « distribution normale » a une forme symétrique ressemblant à une cloche.

Lorsqu'une municipalité déclare un résultat de zéro, comme c'est le cas pour quelques mesures de l'efficacité, la première marque de graduation sur l'axe des X est zéro. La mesure du nombre pondéré de jours pendant lesquels un avis de faire bouillir l'eau était en vigueur en est un exemple. Pour toutes les autres mesures, la première marque de graduation sur l'axe des X constitue la valeur la plus élevée du premier intervalle. Par exemple, si un intervalle s'étend de 0,00 \$ à 25,00 \$, c'est ce dernier chiffre qui représente l'intervalle sur l'axe des X. La deuxième valeur indiquée est 50,00 \$ et représente toutes les valeurs de l'intervalle, soit de 25,01 \$ à 50,00 \$.

Graphiques, tableaux et explications

Les résultats pour chaque mesure de la performance sont affichés sous forme de tableaux, de graphiques à barres et de graphiques de distribution des fréquences. Au début de la section où sont présentées les données, on explique comment interpréter les tableaux et graphiques. Dans la *partie II, Sommaire des résultats*

pour 2005, on explique, pour chaque mesure de la performance, l'objectif de cette dernière et on décrit les facteurs ayant une incidence sur les résultats. Les municipalités elles-mêmes décrivent ces facteurs dans les notes accompagnant les tableaux de mesure de la performance du Rapport d'information financière.

**ASTUCE :**

Les mesures de la performance sont des fractions. Examiner la formule pour chaque mesure.

Dépouillement des données brutes

Avant de préparer le présent document, on a dépouillé les données brutes afin d'en dégager les erreurs. Le personnel a examiné autant le numérateur que le dénominateur. Si l'un ou l'autre est erroné, cela peut entraîner des résultats artificiellement bas ou élevés.

Si un résultat semblait inhabituel, le personnel vérifiait le tableau des notes pour y trouver une explication. Si rien n'expliquait l'« aberration », le résultat était exclu.

Suivi des mesures de la performance

Examen des tendances année après année

La plupart des mesures d'efficacité pour 2005 sont fondées sur les mêmes formules et définitions que pour 2001. Les municipalités peuvent donc suivre leur propre performance année après année. La définition des coûts de fonctionnement au numérateur de toutes les mesures d'efficacité a été modifiée en 2005 afin d'inclure les transferts externes. Cela signifie que les mesures de l'efficacité de 2005 ne sont pas comparables aux résultats des années antérieures.

L'examen des tendances année après année est un outil d'analyse des plus utiles. En général, la performance d'une municipalité ne varie pas sensiblement d'une année à l'autre. Elle tend plutôt à changer graduellement, de manière positive ou négative. L'effet cumulatif d'une série de petits changements peut indiquer une tendance qu'il faudrait suivre de près.

Différence dans les statistiques d'ensemble de 2005 et des années précédentes

Pour chaque année incluse dans le présent rapport, les statistiques sommaires ont été tirées de la base de données du ministère, le Système d'analyse et de recherche sur les municipalités (MARS). Cette base de données étant en ligne, des municipalités additionnelles pourraient avoir signalé leurs résultats ou des municipalités pourraient avoir révisé leur Rapport d'information financière soumis précédemment. Ces changements peuvent influencer sur les données extraites.

Par ailleurs, les conditions appliquées pour éliminer les valeurs aberrantes sont les mêmes pour chaque année présentée dans le sommaire. Si les conditions ont été modifiées dans le *Sommaire des résultats pour 2005*, les résultats des années précédentes peuvent varier par rapport aux sommaires des années antérieures.

Facteurs influant sur les résultats d'une année à l'autre

- Changements dans la méthode d'attribution du soutien aux programmes. La catégorie « administration générale » du soutien aux programmes correspond aux dépenses liées aux fonctions qui sont utilisées par tous les services de la municipalité et considérées comme des coûts indirects.
- Un examen plus attentif de la façon dont les dépenses sont déclarées dans le tableau 40 du RIF conduit à des changements dans la déclaration. Par exemple, si une municipalité a traditionnellement inclus les opérations hivernales dans la ligne relative aux routes du tableau 40, le fait de déclarer ces opérations séparément peut conduire à une déclaration plus précise et entraîner un changement dans les résultats de la mesure de l'efficacité.
- Un changement du nombre de municipalités déclarantes par rapport à l'année précédente modifiera la médiane du groupe de municipalités.
- Correction des erreurs dans les unités, p. ex. les kilomètres, au cours de l'année de déclaration, sans rajuster les résultats des années précédentes en conséquence.
- Changements des priorités municipales résultant d'un changement du montant inscrit au budget pour un secteur de services.
- Changement du niveau de service.
- Changement de prestataire de service
- Changement des coûts de main-d'œuvre.
- Les conditions climatiques hivernales ont des répercussions sur les opérations hivernales et sur l'entretien des routes revêtues et non revêtues.
- La pluviosité peut avoir des répercussions sur les mesures de gestion des eaux usées et des eaux pluviales.
- La définition des activités incluses dans « routes revêtues et routes non revêtues » que donne le PMPSM se fonde sur les définitions fournies par l'Ontario Good Roads Association. Si une municipalité adopte ces définitions au cours de l'année visée, les résultats seront sensiblement différents de ceux des années antérieures.

Comparaison de la performance d'une municipalité aux statistiques sommaires

La médiane et la fourchette permettent à une municipalité de comparer ses résultats à ceux d'une municipalité du Nord ou du Sud de l'Ontario de taille semblable et du même type. La distribution des fréquences peut aider une municipalité à comparer ses résultats à ceux de toutes les municipalités déclarantes.

Les mesures de l'efficience sont des mesures « globales »

Selon le Programme de mesure de la performance des services municipaux, les mesures de l'efficience se basent sur les coûts globaux des principaux services d'une municipalité : services d'incendie, transport en commun traditionnel, collecte des déchets, etc. Ces mesures permettent de déterminer le coût global d'un service par unité. Au fil des ans, il se peut que l'on cerne une tendance. Il faut faire d'autres recherches pour déterminer pourquoi les coûts par unité ont changé. En bref, grâce aux mesures de la performance, on peut cerner les domaines nécessitant une attention particulière.

Signification des résultats

Il ne suffit pas pour une municipalité de conclure sommairement qu'elle a obtenu un bon ou un mauvais résultat. Une municipalité doit déterminer pourquoi sa performance est supérieure ou inférieure à ses attentes. Elle doit faire les recherches nécessaires, peu importe si elle a obtenu un résultat positif ou négatif.

Bien entendu, une municipalité veut savoir si sa performance est inférieure à ses attentes pour pouvoir trouver les moyens d'améliorer ses résultats. Mais elle devrait aussi vouloir savoir si sa performance est supérieure à ses attentes pour pouvoir répéter cette bonne performance et cerner les pratiques qu'elle pourrait mettre en oeuvre ailleurs.

Compromis entre l'efficience et l'efficacité

Les tendances en matière de dépenses doivent être examinées en parallèle avec les résultats en matière d'efficacité. S'il y a eu diminution progressive des coûts par unité, quelle en a été l'incidence sur l'efficacité?

En évaluant autant l'efficience que l'efficacité d'un service, on peut mettre en relief les compromis entre les coûts d'un service et sa qualité. Il y a plusieurs façons d'équilibrer coût et qualité :

- Accroître l'efficacité en dépensant plus - coût unitaire plus élevé.

- Accroître l'efficacité tout en maintenant le coût unitaire au même niveau ou en le réduisant.
- Maintenir l'efficacité au même niveau tout en réduisant le coût unitaire.
- Accroître l'efficience en abaissant les normes d'efficacité ou les niveaux de service afin de réduire le coût unitaire.

Il est probable que la plupart des municipalités accordent leur préférence à la deuxième option et considèrent la dernière option comme la moins souhaitable, mais toutes ces options représentent pour une municipalité un moyen d'équilibrer coût et qualité.

Établissement d'objectifs en matière de performance

Les municipalités peuvent se fixer des objectifs en matière d'efficience et d'efficacité. Ce n'est toutefois pas parce qu'une municipalité se donne de tels objectifs qu'elle va toujours les atteindre. Cela veut simplement dire qu'elle met en place un processus d'établissement d'objectifs et de surveillance. En mesurant la performance d'un service, on y porte une attention particulière, ce qui peut mener à des améliorations. Autrement dit, lorsqu'on mesure la performance d'un service, on en assure la gestion.

Puisque les circonstances locales ont une incidence sur les objectifs, ces derniers devraient être réalistes. Pour établir des objectifs pour le prochain exercice, les municipalités devraient tenir compte de leurs plans stratégiques à long terme, des fonds dont elles disposent, des priorités du conseil en matière de politiques, de la demande et des circonstances locales.

EN PROFONDEUR**Transmission des données à la province**

Les données utilisées dans le cadre du Programme de mesure de la performance des services municipaux sont recueillies par le biais du Rapport d'information financière (RIF) que les municipalités soumettent à la province chaque année. Le Rapport d'information financière comporte des tableaux distincts pour l'efficience (tableau 92) et l'efficacité (tableau 91). Un tableau spécial pour les notes (tableau 93) permet aux municipalités de qualifier leurs données et de décrire les circonstances locales pouvant avoir une incidence sur l'efficience et l'efficacité. Le RIF comporte aussi une section sur la prestation de services intersectoriels (tableau 95), qui précise le palier de gouvernement responsable d'un service et décrit les ententes contractuelles ou de services communs conclues entre les municipalités. On recueille également pour le RIF d'autres renseignements, comme la longueur du réseau routier municipal en kilomètres, grâce auxquels il est possible de vérifier les données du numérateur et du dénominateur (tableau 94). On fournit aux municipalités des instructions détaillées sur la façon de remplir ces tableaux.

Règles de contrôle

Les règles de contrôle sont des formules de vérification des données saisies, qui sont intégrées au Rapport d'information financière. Ces règles ont été créées précisément pour les mesures de l'efficience et de l'efficacité. Un message d'erreur apparaît s'il y a saisie d'une donnée aberrante ou omission d'une information importante. Les règles de contrôle permettent à une municipalité de corriger elle-même une entrée avant que le RIF soit soumis à la province et de contribuer à la précision du Rapport d'information financière.

Bien que les règles de contrôle fassent ressortir de nombreuses erreurs, elles ne peuvent pas toutes les signaler. Il se peut également qu'il y ait une raison légitime pour laquelle un résultat est plus grand ou plus faible que les résultats d'autres municipalités au sein d'un même groupe. Les notes que les municipalités peuvent fournir dans la section sur les mesures de la performance du Rapport d'information financière peuvent aider le personnel du ministère à déterminer si une donnée aberrante est légitime ou attribuable à une erreur de calcul.

Dans la *partie II, Sommaire des résultats pour 2005*, chaque mesure fait l'objet de tableaux et de graphiques. Chaque tableau comprend

la liste des conditions qui ont été appliquées pour exclure les erreurs et les résultats aberrants. Les mêmes conditions sont appliquées aux données pour chaque année incluse dans le sommaire.

Contrôle de la qualité

Avant de soumettre des données sur sa performance dans le Rapport d'information financière, une municipalité exécute diverses opérations de contrôle de leur qualité. Tout en tenant compte des facteurs figurant au tableau 4 du présent document, chaque municipalité compile ses données au moyen d'un certain nombre de mécanismes et de procédures qui permettent au personnel d'évaluer la qualité et la rigueur des données et de voir si toute l'information est fournie. Au fur et à mesure du déroulement de ces mécanismes et de l'évolution des normes et outils connexes de déclaration de la performance, il sera possible, grâce à la publication de rapports sommaires similaires au présent document, de tirer de nouvelles conclusions à propos de la performance des municipalités.

EN PROFONDEUR**Mesures de l'efficience : Coûts de fonctionnement**

Dans le cadre du Programme de mesure de la performance des services municipaux, les mesures de l'efficience sont en général indiquées sous forme de coût unitaire et ne sont fondées que sur les coûts de fonctionnement.

On ne tient pas compte des coûts d'immobilisations parce que les municipalités sont tenues de passer en résultat toutes les dépenses en immobilisations engagées pour acquérir un élément d'actif (biens-fonds, matériel, immeuble) au cours de l'exercice où l'acquisition a eu lieu. Les immobilisations s'entendent également des grands projets de construction, comme ceux ayant trait aux routes ou aux réseaux d'égouts. D'une année à l'autre, les dépenses en immobilisations peuvent sembler inégales. Elles sont gonflées certaines années, et faibles ou inexistantes d'autres années. À l'avenir, les municipalités devront inscrire leurs immobilisations au bilan et en faire la dépréciation chaque année. On pourrait alors intégrer la dépréciation liée aux immobilisations aux mesures de l'efficience.

Pour chaque service, des données sont recueillies dans le Rapport sur l'information financière selon les catégories de coûts de fonctionnement suivantes :

- ✓ Salaires, traitements et avantages sociaux.
- ✓ Matériel.
- ✓ Services offerts en sous-traitance.
- ✓ Loyers et dépenses financières.
- ✓ Transferts externes (à des particuliers et à des organismes).
Transferts aux fonds propres (réserves, fonds de réserve, fonds de capital).
- ✓ Rajustements interfonctionnels (transferts entre différents services)
- ✓ Affectation des coûts de soutien aux programmes
Principal et intérêts sur le passif à long terme.

Les coûts marqués d'un ✓ servent à calculer le numérateur pour mesurer l'efficience d'un service que l'on décrit simplement par l'expression « coûts de fonctionnement ». On notera que le principal et les intérêts sur le passif à long terme et les transferts aux fonds propres n'entrent pas dans la définition des coûts de fonctionnement. Ainsi, la façon dont une municipalité finance ses

projets d'immobilisations ne peut avoir d'incidence sur les mesures de la performance.

Les transferts externes sont des paiements qui comprennent les transferts aux organismes et aux particuliers comme les prestations d'aide sociale générale. À compter de 2005, les transferts externes sont inclus dans le Rapport d'information financière au chapitre du calcul des coûts de fonctionnement.

Les coûts sont déclarés en chiffres bruts

Les coûts de fonctionnement déclarés au titre des mesures de l'efficience sont des chiffres bruts. Ils comprennent les recettes tirées des droits d'utilisation et les subventions octroyées par les gouvernements provincial et fédéral. Les politiques sur les droits d'utilisation varient d'une municipalité à l'autre. Si une municipalité percevait de nombreux droits d'utilisation et que l'on soustrayait ces droits des données brutes, cette municipalité semblerait avoir des coûts unitaires moindres.

Les subventions provinciales comprennent les subventions octroyées pour des services particuliers et les subventions inconditionnelles qu'une municipalité peut utiliser comme elle l'entend pour respecter ses priorités. Les subventions varient d'une municipalité à l'autre, et les politiques relatives aux subventions changent à la longue. Par ailleurs, il est impossible de jumeler les subventions inconditionnelles à un service particulier. Les subventions ne sont donc pas soustraites des dépenses.

Exception : Soustraction des recettes reçues d'autres municipalités

Aux termes du Programme de mesure de la performance des services municipaux, si une municipalité est responsable de la prestation d'un service, elle doit déclarer sa performance à cet égard. Certaines municipalités sont responsables de la prestation d'un service, mais préfèrent acheter ce service auprès d'une autre municipalité et conclure une entente contractuelle appropriée. La municipalité qui fournit ce service reçoit un paiement (recettes) pour cette prestation. Cette municipalité a le droit de soustraire de ses coûts de fonctionnement les recettes qu'elle reçoit d'autres municipalités.

Exception : Soustraction des recettes reçues pour les services d'incendie fournis hors du territoire de la municipalité

Lorsqu'une municipalité fournit des services d'incendie hors de son territoire, à des conseils de bande, sur des territoires non érigés en

municipalité ou des terres de la Couronne, les recettes reçues sont soustraites des coûts de fonctionnement.

Soustraction des recettes tirées de la vente de ressources relatives à l'élimination et au recyclage des déchets

Le groupe de travail municipal spécialisé, qui a examiné les mesures de la gestion des déchets solides, a noté l'importance, au sein du secteur municipal, des dispositions des contrats d'élimination et de réacheminement des déchets solides ayant trait à la vente de ressources. Parmi les possibilités de vente de ressources liées à l'élimination et au réacheminement des déchets, on trouve la production d'électricité, la collecte de gaz d'enfouissement ainsi que les crédits et redevances liés aux gaz d'enfouissement. En général, aux termes d'un contrat, les entrepreneurs conservent les recettes tirées de la vente de ressources liées à l'élimination et au réacheminement des déchets. Par conséquent, les recettes tirées de la vente de ressources sont soustraites des coûts de fonctionnement engagés pour l'élimination, le réacheminement et la gestion des déchets solides. Il est à noter que les redevances de déversement et les droits d'utilisation relatifs à la collecte des déchets ne sont pas soustraits des coûts bruts de fonctionnement puisque les droits d'utilisation ne sont pas soustraits des coûts de fonctionnement pour les autres services.

Les recettes provenant d'autres municipalités ne sont pas soustraites relativement aux mesures de gestion des déchets solides.

EN PROFONDEUR

Coûts indirects

Les coûts indirects sont des coûts engagés par de nombreux services municipaux, en général, au titre des ressources humaines, de la paie, de la salle du courrier, etc. La façon dont les coûts indirects sont affectés aux différents services qu'offre une municipalité peut avoir une incidence sur les résultats en matière d'efficacité. Les coûts indirects peuvent être affectés à l'administration générale ou ils peuvent être intégrés aux coûts de chaque service.

Avant que les tableaux de mesure de la performance soient intégrés au Rapport d'information financière, aucune politique ne traitait des coûts indirects. Il revenait à chaque municipalité de décider si elle voulait les affecter à l'administration générale ou les intégrer aux coûts de chaque service. Si une municipalité décidait d'intégrer les coûts indirects aux coûts de chaque service, elle pouvait utiliser la méthode qu'elle choisissait.

Lorsque le PMPSM est entré en vigueur, il a fallu standardiser la méthode de traitement des coûts indirects. Autrement, une municipalité qui affecterait tous ses coûts indirects à l'administration générale déclarerait des coûts de fonctionnement élevés à ce titre. Cette façon de procéder a une incidence sur les résultats en matière d'efficacité – elle augmente les coûts de fonctionnement au titre du soutien de l'administration et de la gestion générale en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité. En outre, les coûts de fonctionnement de la municipalité pour les autres services et ses coûts unitaires sont moindres.

Standardisation de la méthode d'affectation des coûts indirects

Le ministère a reconnu la nécessité de standardiser la méthode d'affectation des coûts indirects pour qu'il soit possible de faire de véritables comparaisons sur le plan de l'efficacité. Le ministère a examiné les méthodes d'affectation des coûts indirects ainsi que la manière de déclarer les coûts pour l'administration générale. Le ministère était particulièrement intéressé par les travaux de l'Ontario Municipal CAO's Benchmarking Initiative (OMBI). L'OMBI proposait de répartir les coûts pour l'administration générale en trois catégories :

- Gouvernance.
- Gestion centrale.
- Soutien des programmes.

Les coûts au titre du soutien des programmes étaient les coûts indirects qu'on devrait affecter à d'autres services, comme les coûts

relatifs à la gestion de l'information, à la paie et à l'impression. Les coûts au titre de la gestion centrale étaient les coûts administratifs qu'il est moins facile d'affecter ailleurs, comme les coûts relatifs au soutien juridique, aux investissements et aux communications. L'OMBI recommandait que les coûts engagés au titre de la gestion centrale ne soient pas affectés à d'autres services.

L'OMBI a aussi proposé que les grandes municipalités ayant une population d'au moins 100 000 habitants affectent les coûts indirects par une méthode fondée sur l'utilisation des différents services de soutien des programmes par les services municipaux. Par exemple, chaque service municipal devait se voir affecter un pourcentage des coûts d'impression en fonction du nombre d'impressions qu'il avait commandées. Ces concepts ont été acceptés et sont utilisés dans le Rapport d'information financière.

Les municipalités ayant une population inférieure à 100 000 habitants utilisent une méthode plus simple. Les coûts indirects sont attribués à chaque secteur de service en fonction du pourcentage des coûts municipaux globaux de ce dernier.

Tableau 5 : Méthode standardisée d'affectation des coûts indirects

Adoption d'une méthode standardisée d'affectation des coûts indirects

2001

- Année de transition.
- Les municipalités devaient affecter les coûts de l'administration générale à d'autres services. Elles étaient libres de choisir la méthode d'affectation des coûts pour l'administration générale.

2002

- Le terme « administration générale » comprend les trois catégories suivantes : gouvernance, gestion centrale et soutien des programmes.
- Toutes les municipalités devaient affecter les coûts de soutien des programmes à d'autres services.
- Les municipalités de 100 000 habitants ou plus doivent utiliser la méthode d'affectation de l'OMBI.
- Les municipalités de moins de 100 000 habitants utilisent comme méthode d'affectation le pourcentage des coûts de fonctionnement pour un service par rapport aux coûts de fonctionnement totaux de la municipalité.

Depuis 2004

- En plus de devoir affecter les coûts de soutien des programmes à d'autres fonctions, les municipalités devaient affecter ces coûts à la gouvernance et à la gestion générale.

EN PROFONDEUR**Structure de fonctionnement des municipalités**

La *Loi de 2001 sur les municipalités* reconnaît trois types de municipalités : les municipalités de palier inférieur et les municipalités de palier supérieur au sein d'une structure municipale à deux paliers, et les municipalités à palier unique qui ne font pas partie d'une structure municipale à deux paliers.

Dans une structure à deux paliers, la municipalité de palier supérieur, soit un comté ou une municipalité régionale, offre certains services aux municipalités locales de son territoire. L'objectif de cette structure est d'assurer la prestation des services utilisés par la totalité ou la plupart des municipalités locales de façon plus efficiente et efficace.

Les administrations municipales à deux paliers n'existent que dans le Sud de l'Ontario. Toutes les municipalités du Nord de l'Ontario sont à palier unique.

Aux fins d'analyse, on intègre traditionnellement les résultats du district de Muskoka et de la ville du Grand Sudbury à ceux des régions et des anciennes régions du Sud de l'Ontario. Le district de Muskoka a une structure municipale similaire à celle d'une municipalité régionale, alors que la ville du Grand Sudbury a été formée à partir de l'ancienne région de Sudbury et de la ville de Sudbury. Dans le sommaire, le Grand Sudbury et Muskoka font tous deux partie du groupe « Régions et anciennes régions ».

Comtés

Les comtés sont traditionnellement une fédération de municipalités de palier inférieur d'un même secteur géographique. Les cités ne faisaient pas partie de la structure des comtés à l'origine, mais certaines en font partie depuis les dernières années. Bien qu'il fasse partie des comtés, Oxford possède une structure municipale similaire à celle d'une municipalité régionale. Dans le sommaire, le comté d'Oxford fait partie du groupe « Régions et anciennes régions ».

Municipalités régionales

Les municipalités régionales sont une autre forme de municipalité de palier supérieur, dont les responsabilités sont beaucoup plus grandes que celles des comtés. Actuellement, il existe douze municipalités régionales, qui ont été créées dans les années 1960 et 1970.

Municipalités à palier unique dans le Sud de l'Ontario

En 2005, il y avait 26 municipalités à palier unique dans le Sud de l'Ontario. Ces municipalités ne sont pas représentées au conseil d'un comté. Cependant, dans le passé, elles ont collaboré pour fournir certains services communs, comme les foyers pour personnes âgées, par l'intermédiaire de régies locales communes. Les pouvoirs des municipalités à palier unique varient pour des raisons historiques, selon l'année où elles ont été créées et la façon dont elles l'ont été.

En 2001, un certain nombre de municipalités à palier unique ont été établies à partir d'anciennes municipalités régionales : Toronto, Ottawa, Grand Sudbury, Hamilton, Haldimand et Norfolk. Dans le sommaire, Haldimand et Norfolk sont groupées avec les municipalités à palier unique parce que leur population est inférieure à 100 000 habitants. Les autres se trouvent dans le groupe appelé « Régions et anciennes régions ».

Nord de l'Ontario

Le Nord de l'Ontario compte onze districts territoriaux qui constituent des secteurs administratifs, et non pas des municipalités. Une grande partie du Nord de l'Ontario est composée de territoires non érigés en municipalités. Le ministère du Développement du Nord et des Mines aide les habitants de ces territoires à établir des régies locales des services publics qui ont pour fonction d'assurer la prestation des services de base.

Gestionnaires des services municipaux regroupés (GSMR) et conseil d'administration de district des services sociaux (CADSS)

La gestion des services municipaux regroupés a été instaurée en 1997 pour assurer la planification et l'administration régionales de certains services sociaux et de santé, peu importe s'il existe une structure municipale à deux paliers. La gestion des services municipaux regroupés est assurée par les gestionnaires des services municipaux regroupés (GSMR) dans le Sud de l'Ontario et dans la ville du Grand Sudbury dans le Nord. Dans toutes les autres régions du Nord, la gestion des services municipaux regroupés est assurée par les conseils d'administration de district des services sociaux (CADSS).

Les GSMR dans le Sud de l'Ontario sont responsables de la prestation des services d'aide sociale, de garde d'enfants, de logement social, d'ambulance terrestre et de santé publique.

Dans le Sud de l'Ontario, on a établi 36 zones de service en 1997. Dans chacune de ces zones, une municipalité a été désignée comme GSMR. Toutes les administrations régionales (dont certaines sont devenues depuis des municipalités à palier unique) et de nombreux comtés ont été désignés à ce titre. Les municipalités à palier unique s'entendent avec la municipalité de palier supérieur de leur région quant à la désignation des GSMR. Dans certains cas, une municipalité autre que le GSMR a été désignée à titre d'agent de prestation des services d'ambulance terrestre.

Dans le Nord de l'Ontario, la ville du Grand Sudbury a été désignée comme GSMR, et dix conseils d'administration de district des services sociaux (CADSS) ont été créés pour servir le reste du Nord de l'Ontario. Les CADSS ont pour tâche de servir autant les municipalités que les territoires non constitués en municipalités. Les CADSS doivent, au minimum, gérer la prestation des services d'aide sociale, de garde d'enfants et de logement social. Ils peuvent aussi assurer la prestation des services d'ambulance terrestre et de santé publique.

Depuis 1998, les municipalités du Nord de l'Ontario et les territoires non constitués en municipalités peuvent former une régie régionale des services publics (RRSP), en vertu de la *Loi sur les régies locales des services publics du Nord*, afin de réduire le nombre d'organismes à but unique. Au minimum, les RRSP doivent offrir des services dans six domaines de base : aide sociale, garde d'enfants, logement social, ambulance terrestre, santé publique et foyers pour les personnes âgées. Les collectivités du Nord de l'Ontario peuvent structurer des RRSP qui ont la possibilité d'offrir d'autres services, dont les services policiers, la gestion des déchets, le développement économique, la gestion des aéroports, des routes et des ponts, la protection civile, l'aménagement du territoire et l'application de certaines parties de la *Loi sur les infractions provinciales*. Pour l'instant, aucune RRSP n'a été créée.

Rôles et responsabilités des municipalités

La *Loi de 2001 sur les municipalités* donne aux municipalités le pouvoir d'offrir tout service ou toute chose qui, de l'avis de la municipalité, est nécessaire, ou encore qui pourrait être désirable aux yeux du public.

Toutes les municipalités de l'Ontario peuvent également adopter des règlements municipaux sur les points suivants :

- structure de la gouvernance;
- responsabilité et transparence;

- gestion financière;
- biens publics;
- bien-être socioéconomique et environnemental de la municipalité;
- santé, sécurité et bien-être des habitants;
- protection des habitants et de leurs biens, y compris la protection des consommateurs.

De plus, les municipalités à palier unique ont un pouvoir élargi quant à l'adoption de règlements municipaux dans les domaines suivants :

- animaux;
- constructions, y compris les clôtures et les panneaux et les enseignes;
- délivrance de permis aux entreprises.

Dans le cas d'une structure d'administration municipale à deux paliers, la *Loi de 2001 sur les municipalités* dresse une liste des domaines de compétence et confie le pouvoir exclusivement à la municipalité de palier supérieur ou à la municipalité de palier inférieur. Ces domaines de compétence sont les suivants :

- voies publiques, y compris le stationnement et la circulation sur les voies publiques;
- réseaux de transport autres que les voies publiques;
- gestion des déchets;
- services publics;
- culture, parcs, loisirs et patrimoine;
- drainage et lutte contre les inondations, à l'exception des égouts pluviaux;
- constructions, dont les clôtures, les panneaux et les enseignes;
- stationnement, à l'exception des voies publiques;
- animaux;
- services de développement économique;
- délivrance de permis aux entreprises.

Ainsi, les municipalités locales sont souvent responsables de la collecte des déchets, tandis que les municipalités de palier supérieur sont chargées de l'élimination des déchets, de même que des questions élargies de gestion des déchets.

Certaines des responsabilités précisées dans la *Loi de 2001 sur les municipalités* peuvent être transférées d'un palier à un autre au moyen d'un vote à « triple majorité ». Les membres du conseil de la municipalité de palier supérieur et la majorité des membres des conseils des municipalités de palier inférieur doivent voter en faveur du transfert. En outre, les électeurs des municipalités de palier inférieur qui appuient le transfert doivent représenter une majorité d'électeurs du comté ou de la région.

D'autres lois donnent aussi des pouvoirs et des responsabilités aux municipalités, dont la *Loi sur l'aménagement du territoire* et la *Loi sur le code du bâtiment*, la *Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie*, la *Loi sur les services policiers*, la *Loi sur le programme Ontario au travail* et la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*.

Régies locales

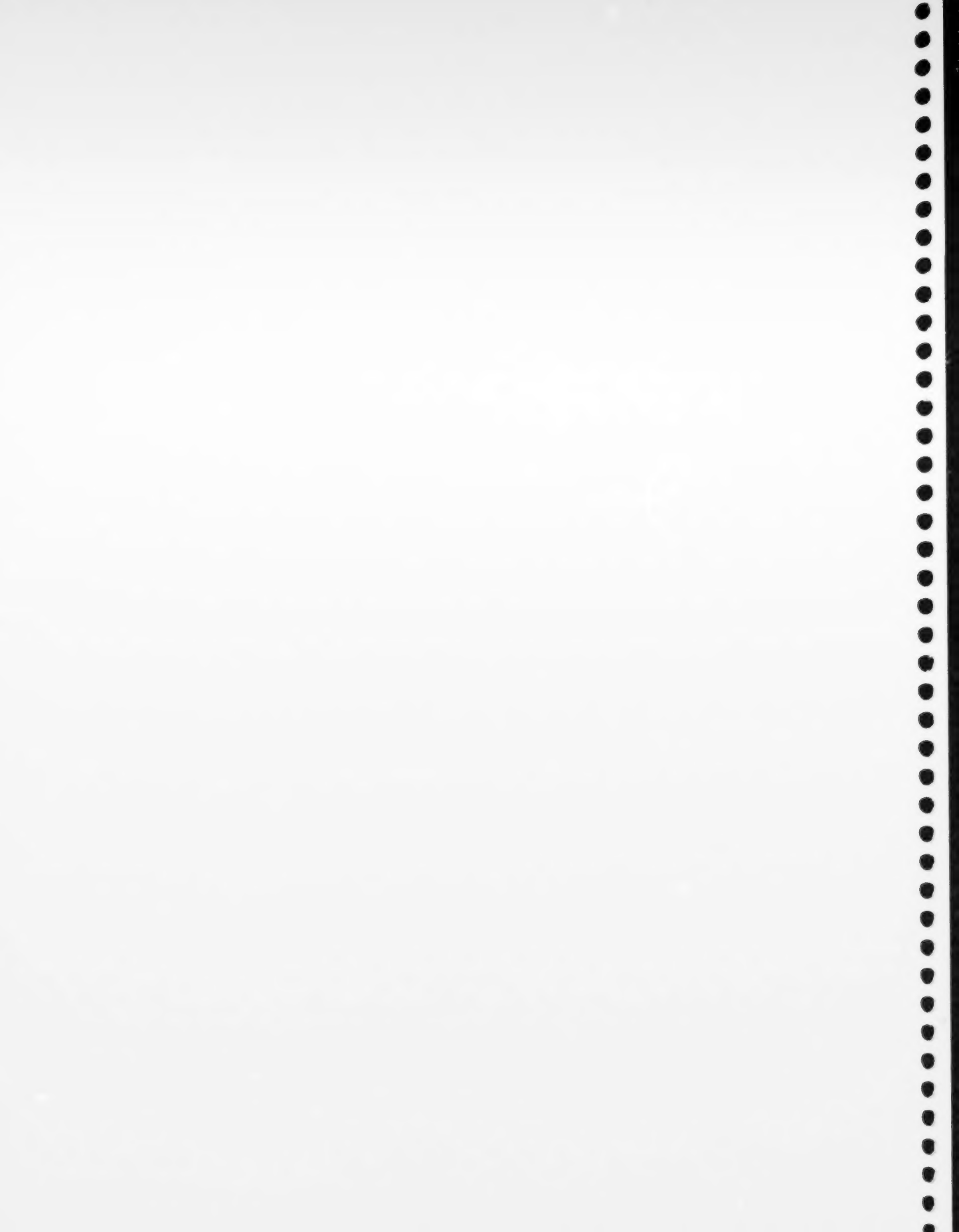
De nombreuses régies locales participent à la prestation des services locaux, dont les bureaux de santé, les régies de transport en commun, les sociétés d'aide à l'enfance et les conseils d'aménagement. Des mesures législatives administrées par différents ministères autorisent la création de régies locales. Par exemple, la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, administrée par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée, prévoit la création de conseils de santé, tandis que la *Loi sur les bibliothèques publiques*, administrée par le ministère des Affaires civiles, régit les conseils de bibliothèques publiques.

Bien que les municipalités aient une grande souplesse à l'égard de la création, de la modification et de la dissolution des régies locales, certaines régies locales, comme les commissions de services policiers, sont obligatoires.

La *Loi de 2001 sur les municipalités* permet aux municipalités, conjointement ou seules, de créer des régies locales. Une municipalité peut donner à une régie locale le contrôle et la gestion des services et activités qui, selon elle, sont appropriés, en lui déléguant ses pouvoirs et devoirs. Les régies locales comprennent, entre autres, les commissions de services publics, les régies du stationnement et les régies de gestion des parcs.

Regroupement des activités financières d'une régie locale

Si une régie locale ne dessert qu'une seule municipalité, ses opérations financières sont entièrement intégrées à celles que la municipalité déclare dans le Rapport d'information financière. Si une ou plusieurs municipalités créent une régie locale commune, chaque municipalité inscrit les opérations financières de la régie locale dans son rapport, sur une base proportionnelle.



Partie II : Sommaire des résultats pour 2005

Comment interpréter un tableau des résultats

Les municipalités sont regroupées selon leur type, leur population et le fait qu'elles soient situées dans le Nord ou dans le Sud.

Mesure

Le nombre de municipalités déclarantes représente le nombre de déclarations après élimination des observations aberrantes et des erreurs de calcul.

La fourchette représente l'écart entre les données minimales et maximales.

Les statistiques comprennent le nombre de municipalités déclarantes, la fourchette et la médiane.

La médiane représente la valeur intermédiaire d'un groupe. Elle est moins influencée par des valeurs excentriques que la moyenne.

Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette	Médiane
		\$	\$
NORD			
< 5 000	103	17 à 564	122
5 000 – 19 999	12	130 à 415	274
40 000 +	4	225 à 264	250
SUD			
Régions et anc. régions	11	146 à 267	191
Comtés	3	9 à 144	114
Palier unique			
< 10 000	4	163 à 388	303
10 000 – 99 999	16	127 à 372	201
100 000 +	4	188 à 304	193
Palier inférieur			
< 5 000	58	61 à 314	127
5 000 – 9 999	55	58 à 314	118
10 000 – 19 999	34	68 à 289	124
20 000 – 39 999	8	100 à 209	170
40 000 – 99 999	1	225	225
100 000 +			
TOUTES LES MUNIC.	313	9 à 564	142

La comparaison aux exercices précédents apparaît ici si la mesure est la même. Toutefois, en 2005, la formule permettant de déterminer le numérateur a été modifiée : le dénominateur utilisé est la population totale plutôt que le nombre total de ménages.

Référence – RIF : TLC 91 1203 13.

Sous réserve de conditions, 313 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

- Les municipalités de palier inférieur du Sud de l'Ontario ayant déclaré que les services policiers relevaient d'une municipalité du palier supérieur ne sont pas incluses.
- Les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes ne sont pas incluses.

REMARQUE :

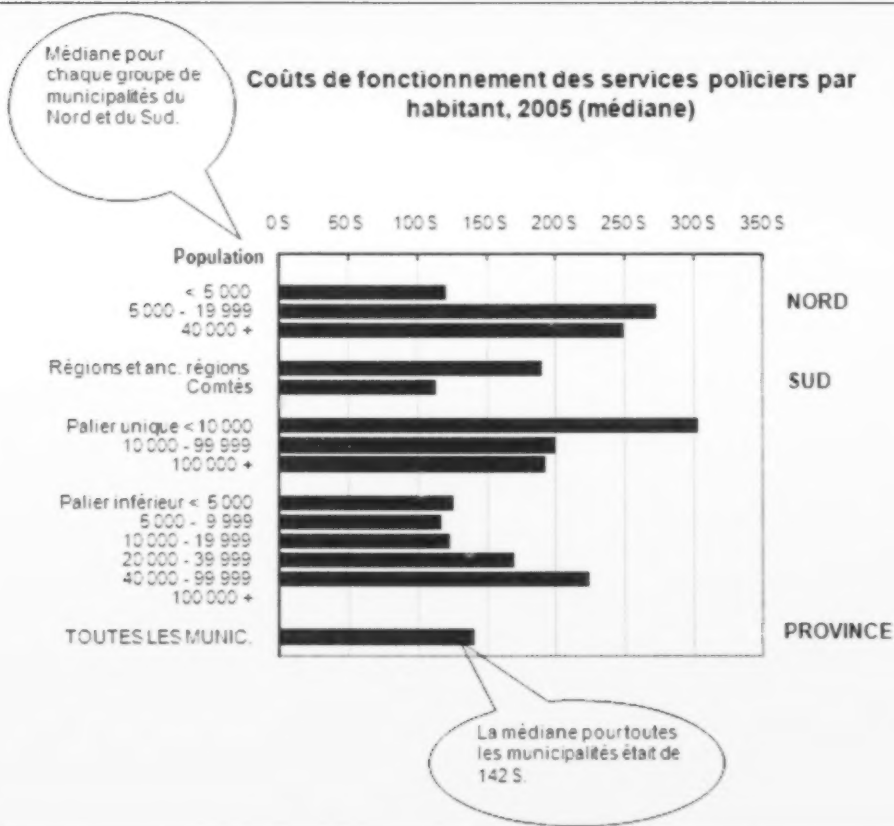
Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, et que le dénominateur est passé des ménages à la population, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

La rubrique « Toutes les municipalités » désigne le nombre total de municipalités, sous réserve de conditions.

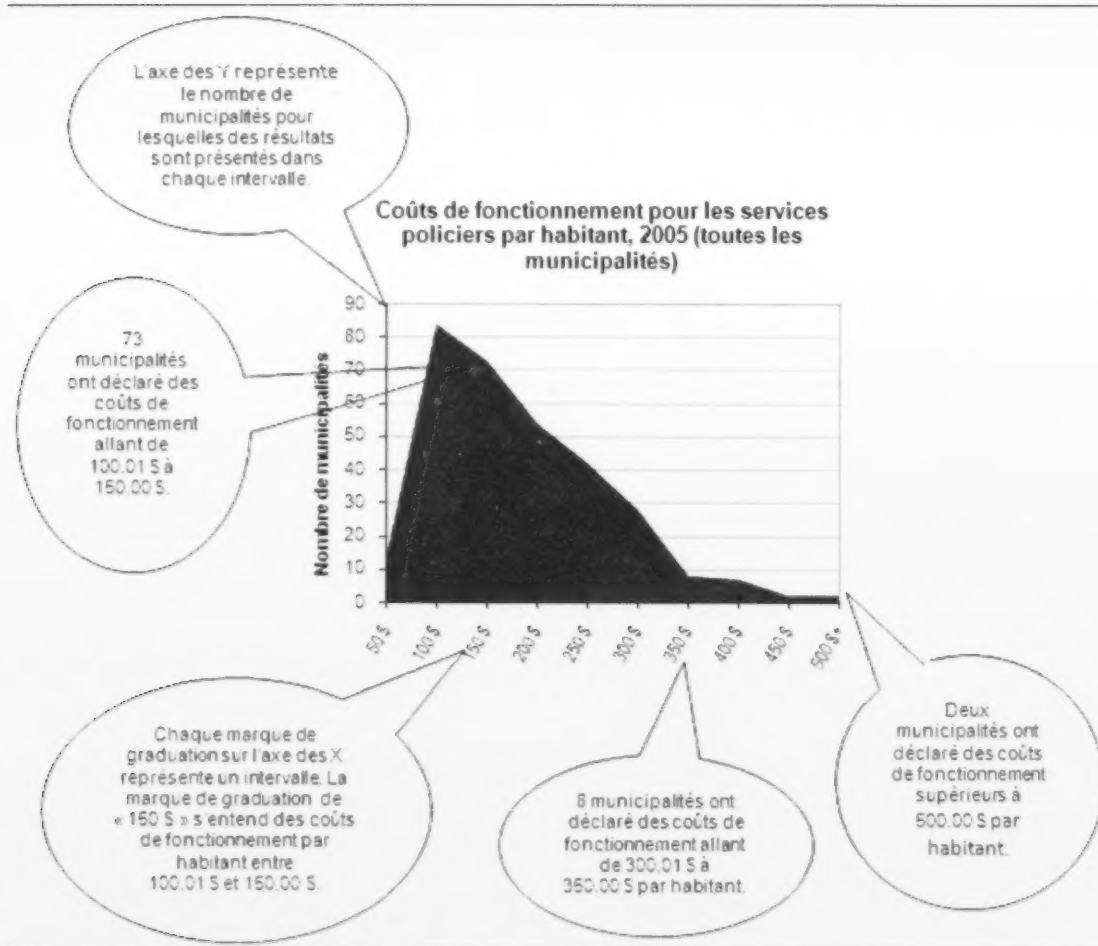
La « Référence – RIF » indique le tableau, la ligne, la colonne du Rapport d'information financière (RIF) d'où proviennent les données en matière de rendement.

Le tableau présente les conditions réunies pour exclure les erreurs des données.

Comment interpréter un diagramme à barres



Comment interpréter un graphique de distribution des fréquences



Administration générale : Bilan

Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité

$$\frac{\text{Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion}}{\text{Coûts de fonctionnement totaux de la municipalité}} \times 100$$

Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005 Médiane %
NORD			
< 5 000	55	1 % à 19 %	6 %
5 000 – 19 999	6	1 % à 7 %	3 %
20 000 +	3	2 % à 3 %	2 %
SUD			
Régions et anciennes régions	10	1 % à 4 %	3 %
Comtés	16	0,9 % à 9 %	2 %
Palier unique			
<10 000	3	4 % à 7 %	6 %
10 000 – 99 999	12	0,5 % à 7 %	3 %
100 000 +	4	2 % à 5 %	3 %
Palier inférieur			
< 5 000	38	1 % à 17 %	6 %
5 000 – 9 999	39	1 % à 17 %	7 %
10 000 – 19 999	41	1 % à 19 %	6 %
20 000 – 39 999	11	2 % à 11 %	8 %
40 000 – 99 999	10	0,8 % à 9 %	6 %
100 000 +	10	3 % à 9 %	5 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	258	0,5 % à 19 %	6 %

Référence – RIF : TLC 91 0204 13. Sous certaines conditions, 258 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Conditions relatives à la SEFM :

- Les paiements versés à la Société d'évaluation foncière des municipalités (TLC 42 5210 01) doivent être comptabilisés dans le tableau 40 (Dépenses du fonds d'administration) à titre de services contractuels, à la ligne réservée à la gestion centrale (TLC 40 0250 04). Si les dépenses relatives à la SEFM sont déclarées à la ligne réservée au soutien des programmes, les coûts de fonctionnement pour cette mesure seront sous-évalués en raison de la suppression des paiements à la SEFM.

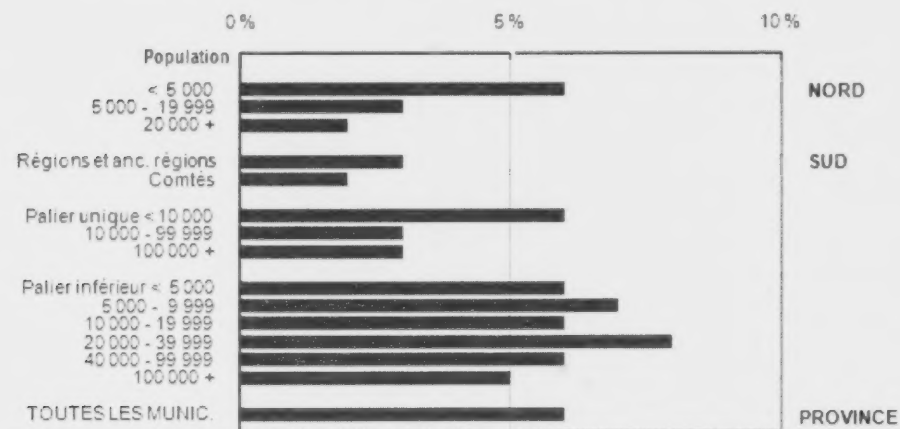
Conditions relatives aux frais généraux :

- Les municipalités qui n'ont entré aucune dépense à la ligne réservée au soutien des programmes (TLC 40 0260 13 = 0) sont exclues puisque cette ligne est réservée aux frais généraux qui seront répartis dans d'autres secteurs.
- Les municipalités qui ont entré des montants négatifs quant au soutien des programmes dans la colonne de la gouvernance ou de la gestion sont exclues. Seuls les montants à attribuer (TLC 40 0260 13) sont exprimés sous forme négative. Les montants de toutes les autres rangées des colonnes doivent être positifs, indiquant le soutien de programme accordé à ces secteurs. (Il est à noter que le soutien aux programmes peut être attribué tant à la gouvernance qu'à la gestion; dans cette situation, les montants sont positifs.)

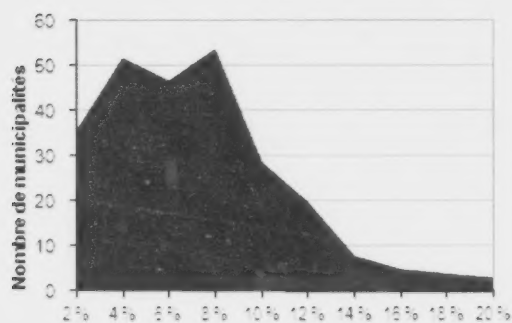
Administration générale : Finances

Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité

Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité, 2005 (médiane)



Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Administration municipale efficiente.

Calcul

Les frais généraux servent à attribuer à d'autres fonctions n'apparaissent que sur la ligne réservée au soutien des programmes. Le montant à attribuer est la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers ainsi que des rajustements interfonctionnels. Ce montant est automatiquement calculé et entré sous forme de valeur négative dans le TLC 40 0260 13. Les montants de toutes les autres rangées des colonnes doivent être positifs, indiquant le montant des frais généraux attribués à ce secteur fonctionnel.

Avant 2002, les transferts entre services et les frais généraux ne formaient qu'une seule colonne appelée « Rajustements interfonctionnels ». Depuis l'exercice de 2002, on a ajouté une nouvelle colonne, soit « Allocation de soutien aux programmes », qui porte exclusivement sur les frais généraux à attribuer à d'autres fonctions. Depuis 2002, la colonne « Rajustements interfonctionnels » n'est utilisée que pour les transferts entre services et ne doit plus être utilisée pour déclarer les frais généraux devant être attribués. Les lignes de gouvernance et de gestion centrale sous les colonnes des rajustements interfonctionnels contiennent donc des valeurs positives puisque les montants ne sont pas attribués à d'autres fonctions.

Il est à noter que la gestion centrale comprend des frais généraux qui ne sont pas attribués à d'autres fonctions en raison de la difficulté à bien les attribuer. On songe par exemple aux services centraux, à la budgétisation, aux services juridiques et à la communication d'entreprise.

Veuillez vous reporter à l'introduction des directives relatives au Rapport d'information financière (RIF) pour une discussion sur l'allocation des frais généraux. Le chapitre sur les catégories fonctionnelles des directives contient une description détaillée des différences entre les frais généraux faisant partie de la gestion centrale (frais non attribués) et des frais généraux faisant partie du soutien des programmes (frais attribués à d'autres fonctions).

Remarques

Comme les données de l'administration générale sont exprimées sous forme de pourcentages, la proportion des coûts de fonctionnement totaux des municipalités affectés à l'administration générale est mesurée au lieu des coûts par unité.

En 2001, seulement 29 municipalités ont déclaré cette mesure, car les municipalités avaient le choix des catégories d'administration générale. Les municipalités qui ont utilisé les catégories Gouvernance, Gestion centrale et Soutien aux programmes ont déclaré cette mesure. Les municipalités qui ont utilisé les

catégories Membres du conseil, Soutien de l'administration générale et Gestion centrale ont déclaré une autre mesure qui concerne les Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité. Depuis 2002, toutes les municipalités utilisent les catégories Gouvernance, Gestion centrale et Soutien des programmes et déclarent cette mesure.

Si une municipalité a déclaré avoir versé des paiements à la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM), mais ne les a pas inscrits dans la colonne Services contractuels de la ligne Gestion centrale du tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration), les résultats de cette municipalité ont été exclus du sommaire. Il convient de noter que si les dépenses relatives à la SEFM sont déclarées à la ligne réservée au soutien des programmes, les coûts de fonctionnement pour cette mesure seront sous-évalués en raison de la suppression des paiements à la SEFM.

Si une municipalité inclut, dans ses coûts de fonctionnement au titre de l'administration générale, les montants déductibles aux fins de l'impôt, elle obtiendra un résultat plus élevé que si ces montants avaient été déclarés au tableau 72 sur la Continuité des impôts à recevoir. Cela se produit lorsque les montants déductibles aux fins de l'impôt déclarés au tableau 72 ne sont pas ajoutés aux coûts de fonctionnement.

Les paiements effectués par les municipalités de la région du Grand Toronto aux fins de la péréquation de l'aide sociale et du logement social sont inclus dans le dénominateur (coûts de fonctionnement totaux des municipalités), mais pas dans le numérateur (coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion).

**Facteurs ayant
une incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La déclaration des frais généraux dans le tableau 40 du RIF. Lorsque des frais généraux attribués à d'autres fonctions sont déclarés au moyen d'une valeur négative à la ligne de Gestion centrale sous la colonne de rajustements interfonctionnels ou d'allocation au soutien de programme, les résultats sont sous-évalués. Aux fins du présent rapport sommaire, les municipalités dont le montant à la ligne de gestion centrale est négatif dans le TLC 40 0250 12 ou TLC 40 0250 13 sont exclues.
- La déclaration des paiements versés à la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM) à la ligne appropriée du tableau 40 du RIF; si les paiements à la SEFM sont déclarés à la ligne réservée au soutien des programmes, les coûts de fonctionnement peuvent être très faibles ou négatifs.

- La méthode d'allocation de soutien aux programmes (frais généraux).
- La proportion de conseillers à temps plein ou à temps partiel.
- La responsabilité pour l'application de la *Loi sur les infractions provinciales*.
- L'inclusion des montants déductibles aux fins de l'impôt dans les coûts de fonctionnement liés à la gestion.
- La centralisation par rapport à la décentralisation des services administratifs.
- Le fait d'inclure l'administration des secteurs fonctionnels dans la gestion centrale ou les secteurs fonctionnels.
- L'affectation d'une partie des salaires du personnel aux secteurs fonctionnels lorsque les employés s'acquittent de fonctions administratives et exécutives.

Services d'incendie :

Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière totale

Coûts de fonctionnement des services d'incendie
Évaluation foncière totale/1 000

Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière totale

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	104	0,02 à 4,15	0,89
5 000 – 19 999	12	0,57 à 3,42	0,86
20 000 +	4	2,06 à 3,03	2,47
SUD			
Régions et anciennes régions	4	1,19 à 1,96	1,37
Comtés			
Palier unique			
< 10 000	4	0,31 à 1,69	0,62
10 000 – 99 999	16	0,56 à 3,13	1,59
100 000 +	4	1,31 à 2,25	1,70
Palier inférieur			
< 5 000	63	0,04 à 3,69	0,55
5 000 – 9 999	65	0,18 à 2,36	0,48
10 000 – 19 999	60	0,29 à 2,33	0,50
20 000 – 39 999	13	0,35 à 2,51	0,64
40 000 – 99 999	11	0,54 à 2,39	1,16
100 000 +	11	0,73 à 2,03	1,02
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	371	0,02 à 4,15	0,66

Référence – RIF : TLC 91 1102 13. Sous certaines conditions, 371 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

- La municipalité n'est pas de palier supérieur.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

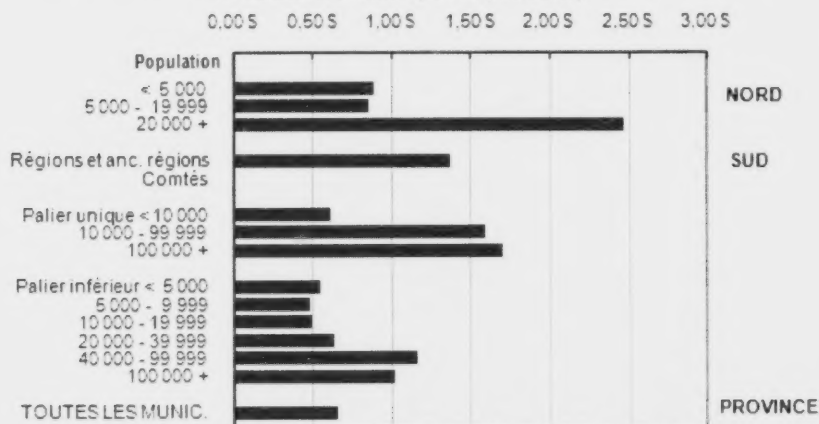
REMARQUES :

- Les services d'incendie relèvent des municipalités à palier unique et inférieur. Les municipalités déclarantes appartenant au groupe « Régions et anciennes régions » sont des municipalités à palier unique considérées auparavant comme des régions.
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

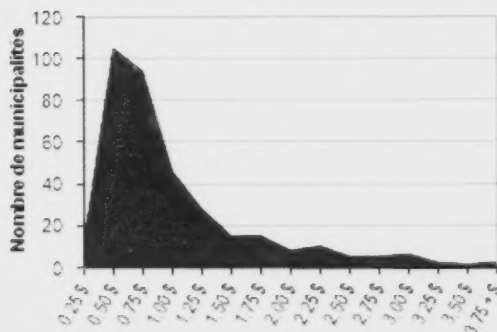
Services d'incendie : Efficience

Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière totale

Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière, 2005 (médiane)



Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif	Services d'incendie efficaces.
Remarques	<p>Les services d'incendie relèvent des municipalités à palier unique et des municipalités locales à l'intérieur d'une structure à deux paliers.</p> <p>Le dénominateur est fondé sur l'évaluation de la valeur marchande et il varie d'une municipalité à l'autre. L'évaluation foncière totale d'une municipalité tient compte des valeurs régionales, de la répartition des immeubles résidentiels, commerciaux et industriels ainsi que des caractéristiques urbaines ou rurales de la municipalité. Si l'évaluation totale est faible, la mesure du rendement peut sembler excessivement élevée, mais si l'évaluation totale est élevée, le résultat peut sembler faible.</p> <p>La mesure de l'efficacité sera négative si les coûts de fonctionnement utilisés au numérateur sont inférieurs aux recettes reçues d'autres municipalités pour la prestation des services d'incendie.</p> <p>Une municipalité a indiqué qu'elle se fixait comme objectif d'offrir des services d'incendie municipaux efficaces et de se conformer à la <i>Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie</i>.</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ L'évaluation foncière totale.■ La composition du corps d'incendie : employés salariés, volontaires ou les deux.■ La répartition du personnel à temps plein et/ou à temps partiel.■ Les grilles salariales.■ La répartition urbaine/rurale.■ La répartition des immeubles résidentiels, commerciaux et industriels.■ La forme urbaine.■ La densité.■ La taille de la municipalité et de la zone desservie.■ Les dispositions en matière de services communs, y compris les accords d'entraide avec les municipalités avoisinantes.■ Les feux de bâtiments et de végétation.■ Le coût élevé des services d'appel. Le nombre de rappels au travail.■ L'âge du matériel et des véhicules.■ Les décisions prises par le conseil municipal à l'égard des délais d'intervention et des autres services peuvent avoir une incidence sur le nombre de sapeurs-pompiers, le nombre de casernes et les niveaux d'équipement.

- Le fait d'inclure la coordination des opérations d'urgence et du centre des opérations d'urgence dans le budget des services d'incendie.
- Les services d'incendie offrent une vaste gamme de services, y compris la prévention et l'extinction des incendies, l'application du Code de prévention des incendies, les programmes de sensibilisation du public, les services de premier répondant, les services d'intervention immédiate en cas d'incident mettant en cause des matières dangereuses, le dégagement des victimes (véhicule), les opérations de sauvetage (plongée, nautique) et les services d'entraide aux autres municipalités. Certaines municipalités offrent des services spécialisés, comme des services de secours routiers ou de sauvetage en eaux glacées.
- Le fait d'inclure l'entretien des bornes-fontaines dans les services d'incendie ou les services d'eau.
- La prestation de services d'intervention d'urgence dans les aéroports.

Services policiers :**Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant**

Coûts de fonctionnement des services policiers
Population totale

Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	103	17 à 564	122
5 000 – 19 999	12	130 à 415	274
20 000 +	4	225 à 264	250
SUD			
Régions et anciennes régions	11	146 à 267	191
Comtés	3	9 à 144	114
Palier unique			
< 10 000	4	163 à 388	303
10 000 – 99 999	16	127 à 372	201
100 000 +	4	188 à 304	193
Palier inférieur			
< 5 000	58	61 à 314	127
5 000 – 9 999	55	58 à 314	118
10 000 – 19 999	34	68 à 289	124
20 000 – 39 999	8	100 à 209	170
40 000 – 99 999	1	225	225
100 000 +			
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	313	9 à 564	142

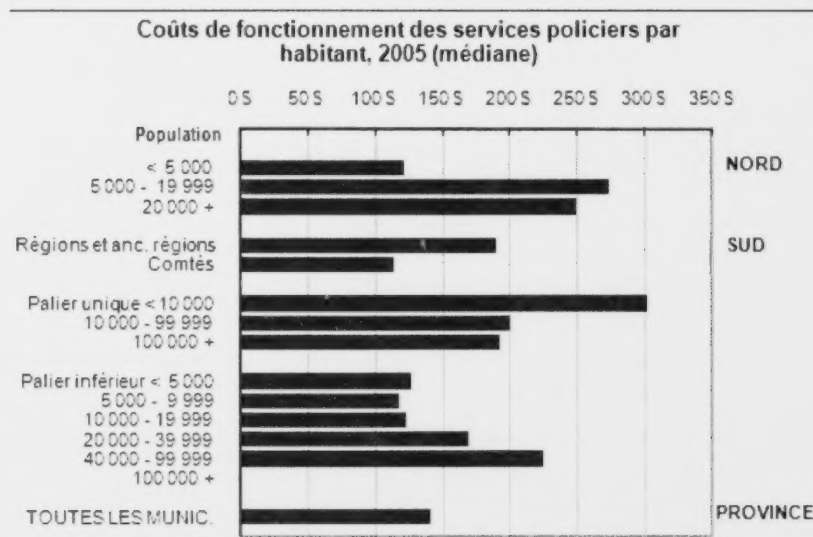
Référence – RIF : TLC 91 1203 13. Sous certaines conditions, 313 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

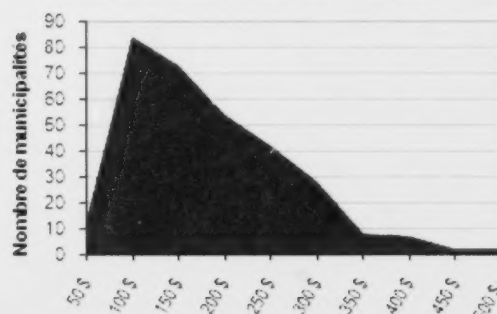
- Les municipalités de palier inférieur du Sud de l'Ontario ayant déclaré que les services policiers relevaient d'une municipalité du palier supérieur ne sont pas incluses.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, et que le dénominateur est passé des ménages à la population, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Services policiers : Efficacité**Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant**

Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Services policiers efficaces.

Remarques

Une seule mesure de l'efficacité des services policiers est calculée pour chaque municipalité, même si ces services sont fournis par deux ou plusieurs forces policières (les secteurs de certaines municipalités fusionnées, qui étaient des municipalités distinctes avant la fusion, avaient conclu des contrats distincts).

S'il incombe à un comté ou à une région de fournir des services policiers, les résultats des municipalités locales sont exclus. En effet, les coûts résiduels déclarés par une municipalité locale sont automatiquement calculés sous forme de mesure de l'efficacité, qu'une municipalité soit responsable d'un service ou non.

**Facteurs
ayant une
incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La zone desservie et la population.
- L'afflux des véhicules et des habitants des régions environnantes (p. ex. les migrants journaliers, les touristes).
- L'éventail des services, tels que les services de patrouille, d'enquêtes, de relations avec la collectivité, de prévention des crimes et de sécurité au tribunal, ainsi que les services spécialisés (intervention tactique et expertise judiciaire).
- Le fait d'inclure les SMU et les services d'incendie dans la répartition des services.
- Les ententes pour la prestation de services policiers communs.
- Les coûts afférents aux installations, à l'entretien et au parc automobile.
- Les coûts de la main-d'œuvre.
- La répartition urbaine/rurale.
- Le nombre et la proximité d'installations à haut risque (maisons de transition, établissements correctionnels et établissements de santé mentale) et d'installations à faible risque (bases militaires, principaux corridors hydroélectriques et attractions touristiques).
- La composition de la force policière (p. ex. personnel en uniforme et police civile).
- Les considérations géographiques (p. ex. le fait de devoir patrouiller un plan d'eau d'importance).
- Les événements spéciaux ponctuels, comme l'arrivée d'un haut dignitaire.
- Les événements peu fréquents (désastres naturels ou causés par l'homme).
- Un nombre plus élevé de crimes plus complexes (p. ex. homicides) qui nécessitent des ressources supplémentaires.
- Les passages frontaliers vers les États-Unis.
- La prestation de services policiers contractuels dans un aéroport ou un casino. Il convient de noter que seules les recettes perçues pour des services fournis à d'autres municipalités et les recettes perçues pour des services fournis à l'extérieur des frontières municipales sont soustraites des coûts de fonctionnement. Les municipalités qui fournissent des services aux aéroports ou aux casinos auront des coûts unitaires plus élevés.

- La modification des conventions collectives et le règlement de nouvelles conventions collectives qui comprennent des remboursements peuvent faire gonfler les coûts de fonctionnement de l'année sur laquelle porte le rapport.

Services policiers : Éricade**Taux de criminalité violente par millier d'habitants**

Nombre total de crimes violents, y compris ceux perpétrés par des jeunes

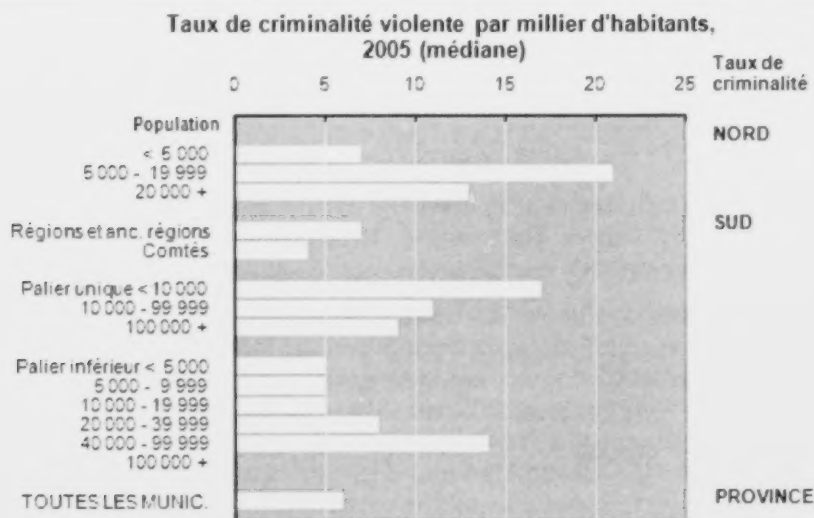
Population/1 000

Taux de criminalité violente par millier d'habitants			2005	2004	2003	2002	2001
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes
NORD							
< 5 000	90	0 à 97	7	6	6	7	6
5 000 – 19 999	11	5 à 34	21	11	15	15	13
20 000 +	4	12 à 15	13	11	14	15	15
SUD							
Régions et anciennes régions	11	4 à 13	7	7	8	8	9
Comtés	2	4 à 5	4	4	4	6	5
Palier unique							
< 10 000	3	5 à 22	17	17	15	20	19
10 000 – 99 999	15	5 à 22	11	10	10	11	12
100 000 +	4	8 à 12	9	10	10	10	10
Palier inférieur							
< 5 000	57	0 à 25	5	5	5	6	6
5 000 – 9 999	49	2 à 32	5	5	5	6	6
10 000 – 19 999	33	3 à 27	5	5	6	7	8
20 000 – 39 999	8	3 à 13	8	8	8	5	9
40 000 – 99 999	1	14	14	15	13	11	13
100 000 +							
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	288	0 à 97	6	6	6	7	8
N^{bre} de municipalités déclarantes			288	300	312	313	283

Référence – RIF : TLC 92 1258 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition : Le nombre total de crimes déclaré au TLC 92 1263 05 est supérieur à 0.

REMARQUE : Le taux de criminalité pour 2001 dans les municipalités de plus de 100 000 habitants a été recalculé.



Services policiers : Efficacité**Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants**

Nombre total de crimes contre les biens, y compris ceux perpétrés par des jeunes

Population/1 000

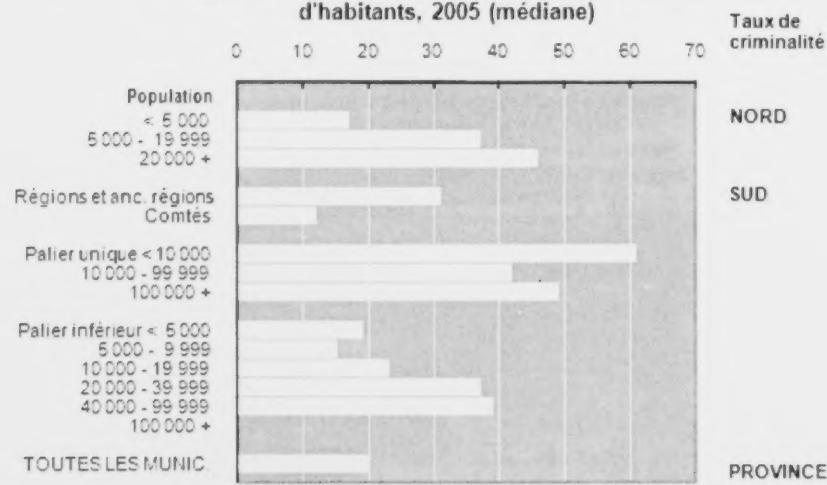
Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de crimes	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes	Médiane N ^{bre} de crimes
NORD							
< 5 000	90	0 à 105	17	19	20	21	23
5 000 - 19 999	11	21 à 80	37	34	45	36	41
20 000 +	4	41 à 54	46	48	55	53	53
SUD							
Régions et anciennes régions	11	19 à 46	31	36	37	35	36
Comtés	2	12 à 13	12	16	20	21	21
Palier unique							
< 10 000	3	22 à 62	61	43	16	28	27
10 000 - 99 999	15	20 à 70	42	43	44	41	46
100 000 +	4	47 à 61	49	48	52	53	50
Palier inférieur							
< 5 000	57	6 à 61	19	20	23	25	26
5 000 - 9 999	49	6 à 60	15	19	21	21	21
10 000 - 19 999	33	8 à 63	23	24	27	29	29
20 000 - 39 999	8	15 à 67	37	32	37	23	36
40 000 - 99 999	1	39	39	32	33	32	37
100 000 +							
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	288	0 à 105	20	23	25	26	28
N^{bre} de municipalités déclarantes			288	301	312	313	286

Référence - RIF : TLC 92 1259 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition : Le nombre total de crimes déclaré au TLC 92 1263 05 est supérieur à 0.

REMARQUE : Le taux de criminalité pour 2001 dans les municipalités de plus de 100 000 habitants a été recalculé.

Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants, 2005 (médiane)

Services policiers :

Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du *Code criminel*, à l'exclusion des délits de la route)

Nombre total de crimes violents, de crimes contre les biens et d'autres infractions au *Code criminel*, à l'exclusion des délits de la route

Population/1 000

Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du *Code criminel*, à l'exclusion des délits de la route)

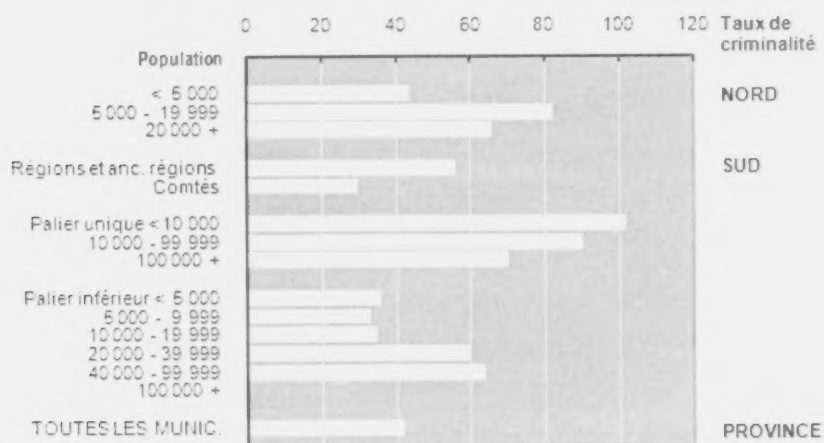
Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette Nbre de crimes	2005	2004	2003	2002
			Médiane Nbre de crimes	Médiane Nbre de crimes	Médiane Nbre de crimes	Médiane Nbre de crimes
NORD						
< 5 000	88	3 à 200	44	41	46	49
5 000 – 19 999	11	29 à 148	82	76	77	77
20 000 +	4	61 à 103	66	72	92	128
SUD						
Régions et anciennes régions	11	33 à 73	56	63	65	68
Comtés	2	30 à 31	30	34	37	43
Palier unique						
< 10 000	3	47 à 219	102	91	73	90
10 000 – 99 999	15	45 à 152	90	88	93	83
100 000 +	4	70 à 93	70	82	84	81
Palier inférieur						
< 5 000	57	12 à 241	36	38	46	49
5 000 – 9 999	49	17 à 297	33	38	41	44
10 000 – 19 999	33	19 à 133	35	39	45	52
20 000 – 39 999	8	33 à 255	60	61	61	47
40 000 – 99 999	1	64	64	67	67	71
100 000 +						
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	286	3 à 297	42	44	50	54
Nbre de municipalités déclarantes			286	295	302	297

Référence – RIF : TLC 92 1263 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition :

- Le nombre total des autres crimes déclaré est supérieur à 0 (TLC 92 1262 05 > 0).

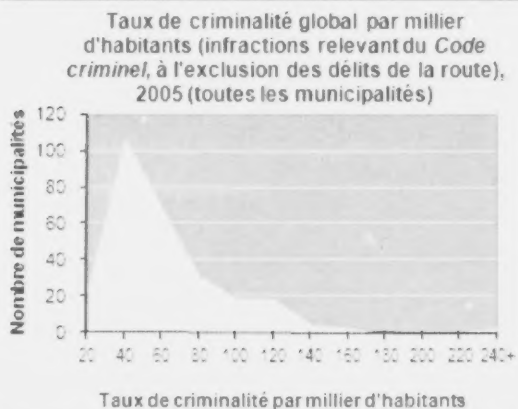
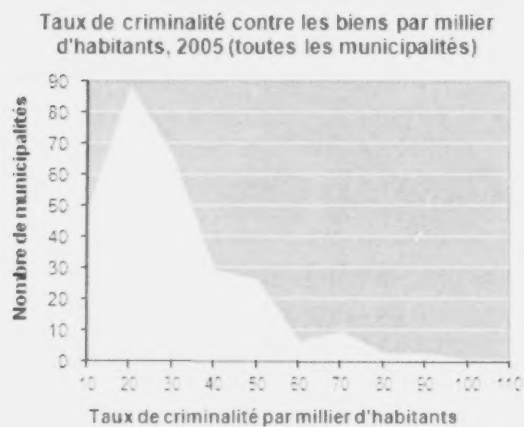
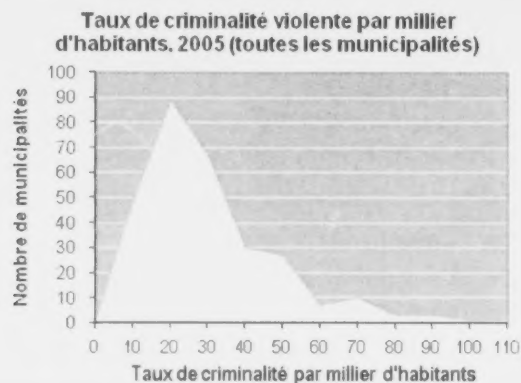
Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du *Code criminel*, à l'exclusion des délits de la route), 2005 (médiane)



Services policiers :

Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants

Taux de criminalité violente par millier d'habitants

Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du *Code criminel*, à l'exclusion des délits de la route)

Objectif	Collectivités sécuritaires.
Remarques	<p>Pour qu'une municipalité soit incluse dans le rapport sommaire, elle doit avoir déclaré un nombre total de crimes supérieur à zéro.</p> <p>Le nombre total de crimes comprend les crimes violents, les crimes contre les biens et les autres infractions au <i>Code criminel</i>, à l'exclusion de celles concernant la circulation. Il ne comprend pas les crimes liés aux drogues ou qui constituent une infraction aux lois fédérales.</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Les caractéristiques démographiques.■ La densité de la population.■ La mobilité de la population, par exemple les migrants journaliers et les touristes.■ La répartition urbaine/rurale.■ La répartition des immeubles commerciaux et résidentiels.■ Les cycles économiques locaux.■ Les programmes de prévention et de sensibilisation.■ La participation de la collectivité et les partenariats.■ Les priorités politiques ainsi que les initiatives particulières et ciblées en matière de maintien de l'ordre.■ L'écart dans l'interprétation des lignes directrices de Statistique Canada. <p>De plus, le nombre de crimes varie en fonction de la déclaration du nombre de crimes pour d'autres infractions au <i>Code criminel</i>, à l'exclusion de celles qui ont trait à la circulation.</p>

Services policiers : Étiopie**Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes**

Nombre total de jeunes dont les dossiers ont été classés par mise en
accusation ou sans mise en accusation

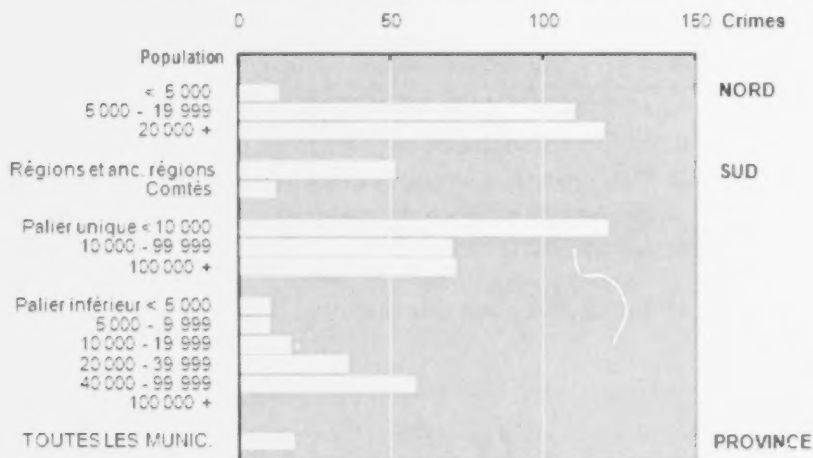
Population de jeunes/1 000

Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de jeunes	2005	2004	2003	2002
			Médiane N ^{bre} de jeunes	Médiane N ^{bre} de jeunes	Médiane N ^{bre} de jeunes	Médiane N ^{bre} de jeunes
NORD						
< 5 000	84	0 à 317	13	17	17	18
5 000 – 19 999	11	12 à 180	110	36	50	59
20 000 +	4	80 à 185	120	44	50	79
SUD						
Régions et anciennes régions	11	27 à 86	51	28	28	41
Comtés	2	12 à 13	12	9	11	10
Palier unique						
< 10 000	3	2 à 137	121	33	26	85
10 000 – 99 999	14	13 à 193	70	51	61	61
100 000 +	4	16 à 87	71	39	26	22
Palier inférieur						
< 5 000	55	0 à 347	10	18	23	18
5 000 – 9 999	48	0 à 405	10	13	13	14
10 000 – 19 999	33	0 à 258	17	13	20	23
20 000 – 39 999	8	11 à 129	36	37	27	16
40 000 – 99 999	1	58	58	47	60	
100 000 +						
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	278	0 à 405	18	20	23	24
N^{bre} de municipalités déclarantes			278	242	225	177

Référence – RIF : TLC 92 1265 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition : La population totale divisée par 1 000 est supérieure à la population des jeunes.
(TLC 90 0020 02/1 000 > TLC 92 1265 06)

Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes, 2005 (médiane)

Services policiers :
Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes

**Objectif**

Collectivités sécuritaires.

Remarques

La mesure n'inclut pas le nombre de jeunes ayant obtenu un règlement autre qu'une inculpation, par exemple une « mise en garde ».

**Facteurs
ayant eu une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur le nombre de jeunes inculpés :

- La disponibilité des données.
- Les caractéristiques démographiques.
- La densité de la population.
- La répartition urbaine/rurale.
- La répartition des immeubles commerciaux et résidentiels.
- Les cycles économiques locaux.
- Les programmes préventifs et de sensibilisation.
- La participation de la collectivité et les partenariats.
- Les priorités politiques ainsi que les initiatives particulières et ciblées en matière de maintien de l'ordre.
- L'écart dans l'interprétation des lignes directrices de Statistique Canada.
- La LSJPA avec des ententes à l'amiable.

Routes revêtues : FINCAVIA**Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation**

Coûts de fonctionnement des routes revêtues

Nombre total de kilomètres de voies revêtues

Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	79	19 à 12 462	1 231
5 000 – 19 999	11	277 à 12 995	2 190
20 000 +	4	647 à 10 701	2 359
SUD			
Régions et anciennes régions	12	524 à 4 254	1 211
Comtés	17	173 à 4 087	427
Palier unique			
< 10 000	4	813 à 10 377	902
10 000 – 99 999	14	378 à 7 266	1 152
100 000 +	4	469 à 1 544	903
Palier inférieur			
< 5 000	58	73 à 7 742	1 033
5 000 – 9 999	61	143 à 11 485	1 267
10 000 – 19 999	57	45 à 22 884	759
20 000 – 39 999	12	408 à 8 275	1 130
40 000 – 99 999	11	385 à 3 447	852
100 000 +	11	413 à 10 224	1 476
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	355	19 à 22 884	1 067

Référence – RIF : TLC 91 2107 13. Sous certaines conditions, 355 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

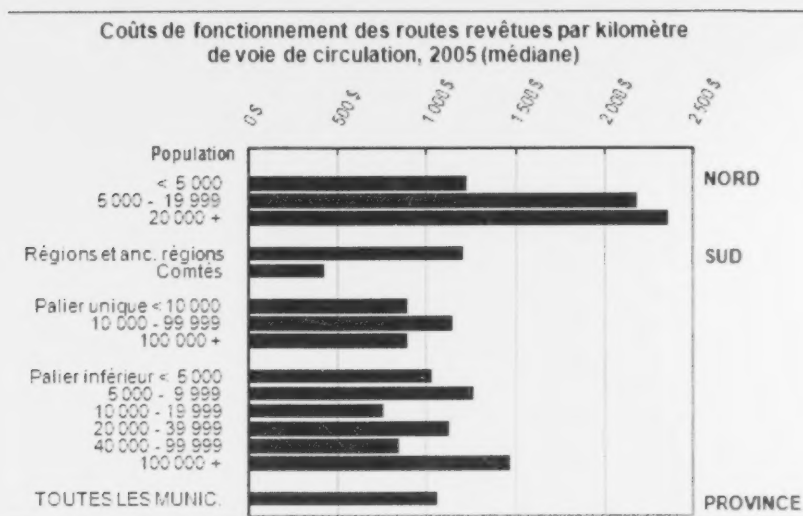
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités dont le nombre de kilomètres de voies dépassait le nombre de kilomètres de voies de leur réseau routier (TLC 94 2202 02) ont été exclues lorsque cette ligne était remplie.
- La somme des traitements, salaires et avantages sociaux n'est pas égale à 1.

REMARQUES

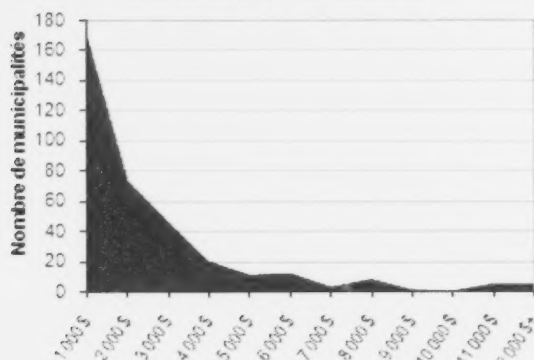
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Routes revêtues : ENCS 2005

Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation



Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation, 2005 (toutes les municipalités)



Routes non revêtues : Enquêtes**Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation**Coûts de fonctionnement des routes non revêtuesNombre total de kilomètres de voies non revêtues

Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation

Population	N° de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	85	111 à 8 395	1 242
5 000 – 19 999	11	492 à 5 577	1 892
20 000 +	4	1 747 à 10 731	1 775
SUD			
Régions et anciennes régions	5	1 581 à 4 778	3 507
Comtés	8	105 à 5 575	2 008
Palier unique			
< 10 000	2	405 à 11 036	405
10 000 – 99 999	7	650 à 11 214	1 965
100 000 +	4	328 à 6 747	1 454
Palier inférieur			
< 5 000	56	71 à 6 704	1 005
5 000 – 9 999	57	292 à 11 486	1 412
10 000 – 19 999	47	413 à 10 442	1 570
20 000 – 39 999	10	825 à 4 702	1 614
40 000 – 99 999	10	2 097 à 4 992	3 058
100 000 +	5	1 582 à 7 486	4 028
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	311	71 à 11 486	1 419

Référence – RIF : TLC 91 2108 13. Sous certaines conditions, 311 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

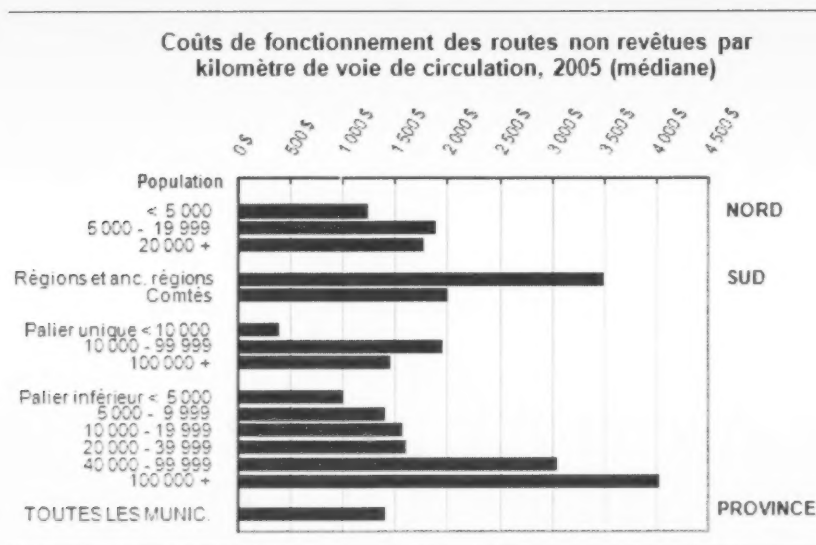
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités dont le nombre de kilomètres de voies non revêtues dépassait le nombre de kilomètres de voies de leur réseau routier (TLC 94 2202 02) ont été exclues lorsque cette ligne était remplie.

REMARQUES

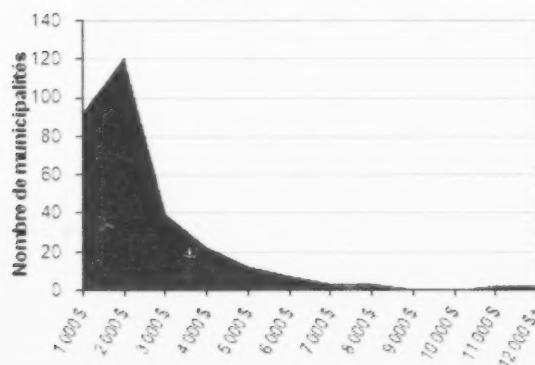
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Routes non revêtues :

Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation



Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation, 2005 (toutes les municipalités)



Routes revêtues et non revêtues : Efficience

Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètre de voie de circulation

Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation

Objectif

Entretien efficient des routes revêtues et non revêtues.

Certaines régions ont indiqué que leurs objectifs en matière d'entretien des routes étaient les suivants :

- Éliminer les dangers qui menacent la circulation routière.
- Protéger l'investissement réalisé à l'égard du revêtement routier.
- Offrir une surface de roulement sûre et uniforme.
- Permettre aux véhicules de s'arrêter en toute sécurité en cas d'urgence.
- Empêcher l'accumulation d'eau sur la portion fréquentée des routes, de sorte à prévenir les défauts de surface et à en réduire le nombre.
- Fournir des soutiens latéraux à la fondation et à la surface de la route.

Remarque

Cette mesure ne comprend pas les dépenses en immobilisations.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Les pratiques en matière d'information financière, notamment lorsque la municipalité tient des comptes distincts pour les routes revêtues et les routes non revêtues.
- L'inclusion des frais généraux d'entretien des routes, comme les coûts liés à la supervision, le soutien technique, la construction/l'entretien des stocks, la formation, les services publics, etc.
- La taille de la municipalité.
- Le nombre de kilomètres de voies de circulation.
- La précision des estimations du nombre de kilomètres de voies de circulation.
- L'incidence de la largeur des voies sur la surface entretenue.
- La proportion des types de route (p. ex. grande artère, routes locales ou avenues résidentielles).
- Le débit de circulation et la catégorie d'usagers.
- La proportion de camions lourds dans le courant de circulation.
- Le climat, y compris la fréquence et la sévérité des périodes de gel, de dégel et de précipitations.
- La répartition urbaine/rurale.

- La densité des logements, les plans d'aménagement, la forme urbaine.
- L'âge et l'état du réseau routier.
- L'âge du matériel.
- Les décisions prises par le conseil municipal en matière de niveaux de service, y compris les normes sur le revêtement et les normes d'entretien.
- Le fait de savoir si la fondation des vieilles routes rurales a été stabilisée (les conditions météorologiques hivernales peuvent causer la détérioration des vieilles routes rurales si leur fondation n'est pas stabilisée).
- La présence d'un programme proactif d'entretien préventif.
- L'ajout de trottoirs, de voies piétonnières et d'allées.
- Les dépenses engagées à la suite d'une catastrophe naturelle.
- Les projets de route spéciaux peuvent varier sensiblement d'une année à l'autre.
- Le fait de déclarer la collecte des feuilles comme une dépense liée aux routes ou aux déchets solides.
- La variation du coût de l'essence, de la main-d'œuvre et des contrats pour les activités d'entretien de la route.

État des routes :

Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré satisfaisant ou très satisfaisant

$$\frac{\text{Nombre de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré comme satisfaisant ou très satisfaisant}}{\text{Nombre total de kilomètres de voies revêtues analysées}} \times 100$$

Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré comme satisfaisant ou très satisfaisant

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005 Médiane %	2004 Médiane %	2003 Médiane %	2002 Médiane %	2001 Médiane %
NORD							
< 5 000	79	6 à 100	91	89	90	97	100
5 000 – 19 999	9	25 à 100	67	69	74	61	37
20 000 +	2	14 à 69	14	13	13	22	30
SUD							
Régions et anciennes régions	9	33 à 89	67	67	67	67	65
Comtés	17	30 à 100	62	71	70	61	67
Palier unique							
< 10 000	4	77 à 94	79	79	75	75	76
10 000 – 99 999	15	35 à 100	65	62	63	61	61
100 000 +	4	41 à 70	56	58	39	37	40
Palier inférieur							
< 5 000	53	8 à 100	80	83	78	79	75
5 000 – 9 999	61	10 à 100	80	72	75	73	79
10 000 – 19 999	54	4 à 100	66	68	70	70	71
20 000 – 39 999	10	39 à 89	68	66	66	70	70
40 000 – 99 999	11	23 à 85	70	75	75	77	75
100 000 +	10	42 à 100	73	74	73	72	71
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	338	4 à 100	74	74	74	75	75
N^{bre} de municipalités déclarantes			338	338	333	315	271

Référence – RIF : TLC 92 2152 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

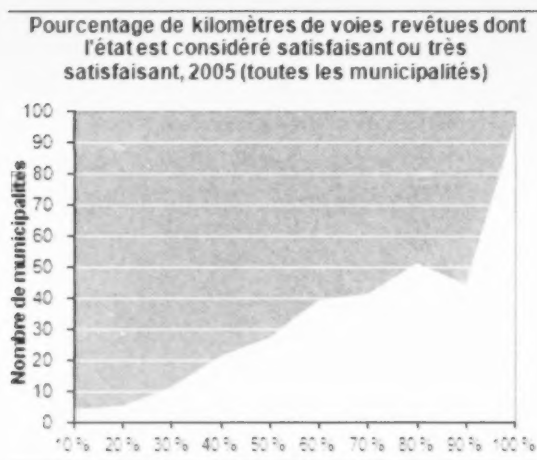
- La mesure est supérieure à 0. La mesure est inférieure ou égale à 100 %.
- Les municipalités dont le nombre de kilomètres de voies dépassait le nombre de kilomètres de voies de leur réseau routier (TLC 94 2202 02) ont été exclues lorsque le TLC 94 2202 02 a été utilisé.

Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré satisfaisant ou très satisfaisant, 2005 (médiane)



État des routes : Évaluation

Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré satisfaisant ou très satisfaisant



Objectif

Disposer d'un système routier dont la chaussée répond aux objectifs de la municipalité.

Remarques

Le ministère recommande que les municipalités évaluent l'état des chaussées en utilisant l'une des deux méthodes suivantes :

- L'indice de l'état de la chaussée (PCI).
- Le Système de gestion des infrastructures routières RIMS du ministère des Transports.

Facteurs ayant une incidence sur les résultats

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Les décisions municipales en matière de budget et de niveau de service.
- L'analyse d'une partie ou de l'ensemble des kilomètres de voie.
- La méthode d'analyse des kilomètres de voies de circulation (inspection visuelle, estimation ou utilisation d'un système officiel fondé sur l'indice de l'état de la chaussée ou le RIMS).
- Les normes relatives aux services locaux.
- La fréquence du classement de l'inventaire des routes.
- Les types de route : artère, voie collectrice ou route locale. La valeur de l'indice de l'état de la chaussée peut être moindre pour que les voies collectrices et les routes locales soient considérées satisfaisantes. Par conséquent, le taux de l'état des routes pourrait être plus élevé si une municipalité a principalement des routes locales.

Routes – Opérations hivernales : **Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation**

Coûts de fonctionnement des opérations hivernales
 Nombre total de kilomètres de voies entretenues l'hiver

Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	88	132 à 5 610	480
5 000 – 19 999	11	224 à 4 675	2 009
20 000 +	4	1 906 à 4 254	2 746
SUD			
Régions et anciennes régions	9	1 436 à 5 427	3 808
Comtés	15	1 141 à 3 076	1 808
Palier unique			
<10 000	4	934 à 3 159	1 141
10 000 – 99 999	11	989 à 3 595	2 190
100 000 +	4	726 à 2 638	1 816
Palier inférieur			
< 5 000	58	149 à 2 739	532
5 000 – 9 999	58	25 à 3 388	540
10 000 – 19 999	55	132 à 3 683	715
20 000 – 39 999	9	405 à 2 640	1 298
40 000 – 99 999	10	858 à 2 332	1 429
100 000 +	9	1 367 à 5 858	1 940
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	345	25 à 5 858	699

Référence – RIF : TLC 91 2204 13. Sous certaines conditions, 345 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

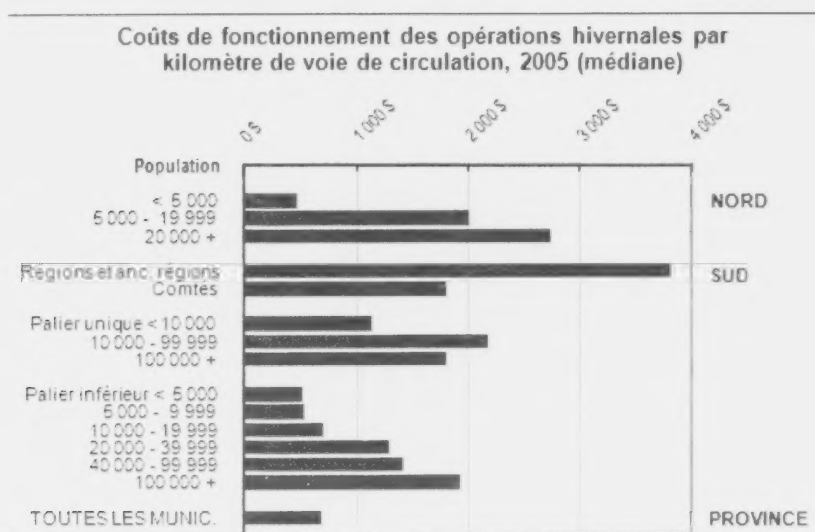
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités dont le nombre de kilomètres de voies entretenues l'hiver au dénominateur dépassait le nombre de kilomètres de voies de leur réseau routier (TLC 94 2202 02) ont été exclues lorsque TLC 94 2202 02 a été utilisé.

REMARQUES

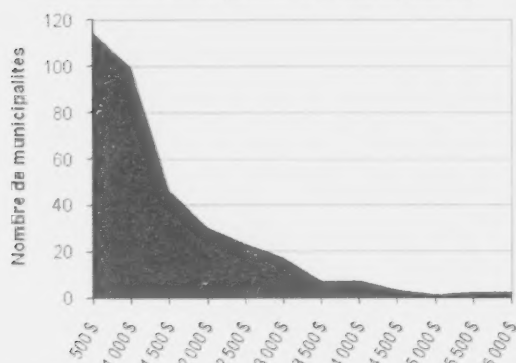
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Routes – Opérations hivernales :

Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation



Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Entretien hivernal des routes efficient.

Remarques

Les municipalités doivent s'assurer que le nombre de kilomètres de voies entretenues l'hiver déclaré au dénominateur n'est pas supérieur au nombre de kilomètres de voies entretenues l'hiver dans la municipalité (tel qu'il est déclaré au tableau 94).

Certaines municipalités ont traditionnellement intégré les données sur les opérations hivernales aux données sur les routes qu'elles transmettent à la province. Il peut alors être plus difficile de déterminer les coûts des opérations hivernales utilisés dans les mesures de la performance. Dans certains cas, ces coûts peuvent être sous-estimés, particulièrement lorsqu'une municipalité ne fournit que les coûts afférents au matériel.

La mesure de l'efficacité en matière d'opérations hivernales comprenait le déneigement des trottoirs, des terrains de stationnement et des voies d'accès dans les propriétés des personnes âgées et handicapées lorsque de tels services étaient offerts. Comme les municipalités ne sont pas tenues de fournir tous ces services, les coûts de fonctionnement des municipalités qui fournissent ces services peuvent être plus élevés.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Les pratiques en matière d'information financière, notamment si les charges administratives fonctionnelles sont incluses et si les frais d'exploitation hivernale sont déclarés distinctement de ceux des routes.
- Les précipitations de neige moyennes et la fréquence et la violence des tempêtes hivernales.
- Le nombre de cycles de dégel et de gel.
- Le nombre d'opérations hivernales par rapport au nombre d'opérations prévu au budget.
- Le nombre et la superficie des secteurs où la poudrerie basse est habituelle.
- Le type de route (p. ex. grande artère ou route auxiliaire).
- La répartition urbaine/rurale.
- Le nombre de bâtiments.
- La densité.
- Le débit routier.
- La taille de la municipalité et de la zone desservie.
- Les décisions en matière de niveaux de service prises par le conseil municipal, p. ex. ordre de dégager les routes, seuil d'intervention en cas de tempêtes hivernales, condition de dégagement.
- Le nombre de zones où on ne peut utiliser un chasse-neige latéral.
- Le matériel utilisé – volume et prix.
- Les capacités d'intervention l'hiver.
- L'âge de l'infrastructure.
- L'âge du matériel et des véhicules.

- Le coût des contrats.
- Le coût des services d'appel.
- Le coût de l'essence.
- Le coût des assurances.
- Les conditions du marché concurrentielles.

Routes – Opérations hivernales :

Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent

Nombre d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent

Nombre total d'opérations hivernales

Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %
NORD	86	58 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
< 5 000	11	30 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 19 999	4	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
20 000 +							
SUD	11	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Régions et anciennes régions	16	94 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Comtés							
Palier unique	4	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
< 10 000	15	71 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
10 000 – 99 999	4	92 % à 100 %	96 %	96 %	97 %	96 %	94 %
100 000 +							
Palier inférieur	51	59 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
< 5 000	58	60 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 9 999	58	91 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
10 000 – 19 999	13	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
20 000 – 39 999	11	96 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
40 000 – 99 999	11	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
100 000 +	353	30 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			353	353	353	348	320

Référence – RIF : T.C 92 2251 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le résultat ne doit pas dépasser 100 %.
- Le nombre d'opérations hivernales est supérieur à zéro.

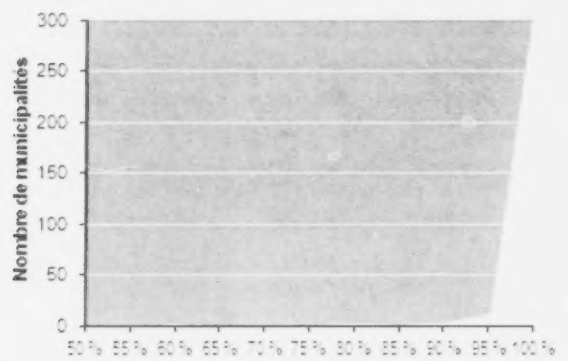
REMARQUES :

Le diagramme à barres n'apparaît pas puisqu'un seul groupe municipal n'avait pas une médiane de 100 %.

Routes – Opérations hivernales :

Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent

Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Assurer des opérations hivernales efficaces.

Facteurs ayant une incidence sur les résultats

Les facteurs ayant une incidence sur les réalisations en matière d'efficacité, dont les pratiques en matière d'information financière, le climat, le type de route, le débit routier, la structure des aménagements, l'état du matériel et les décisions des conseils municipaux en matière de niveaux de service, ont aussi eu une incidence sur les résultats liés à l'efficacité.

Afin de déclarer cette mesure avec exactitude, les municipalités doivent établir des normes en matière d'opérations et de contrôles hivernaux.

Les excellents résultats obtenus par les municipalités au titre de l'efficacité des opérations hivernales indiquent que la plupart des municipalités ont répondu aux normes en matière de niveaux de service établies par leurs propres conseils municipaux – normes qui doivent, au minimum, être conformes aux normes minimales en matière de niveaux de service établies par la province. Étant donné que les niveaux de service peuvent varier sensiblement d'une municipalité à l'autre, les normes municipales doivent être prises en compte avant de faire des comparaisons.

La médiane pour la province et pour tous les groupes de municipalités, sauf un, est de 100 %. Il faut examiner la fourchette de chaque groupe de municipalités. En 2005, 60 municipalités ont déclaré des valeurs inférieures à 100 %. Dans le graphique de répartition du nombre de municipalités, le groupe dont la médiane est de 100 % comprend des municipalités dont les résultats sont compris entre 91 et 100 %.

Transport en commun traditionnel :**Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier****Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels****Nombre total de déplacements réguliers dans la zone desservie**

Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	1	12,59	12,59
5 000 – 19 999	3	3,24 à 34,83	3,37
20 000 +	4	2,17 à 5,34	3,91
SUD			
Régions et anciennes régions	6	2,16 à 4,52	2,63
Comtés			
Palier unique			
<10 000			
10 000 – 99 999	10	1,99 à 10,77	3,46
100 000 +	4	2,17 à 3,63	3,36
Palier inférieur			
< 5 000			
5 000 – 9 999			
10 000 – 19 999	8	0,50 à 218,88	3,94
20 000 – 39 999	5	5,09 à 16,77	6,54
40 000 – 99 999	7	4,29 à 7,58	4,71
100 000 +	6	2,46 à 4,62	3,02
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	54	0,50 à 218,88	3,94

Référence – RIF : TLC 91 2302 13. Sous certaines conditions 54 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Condition :

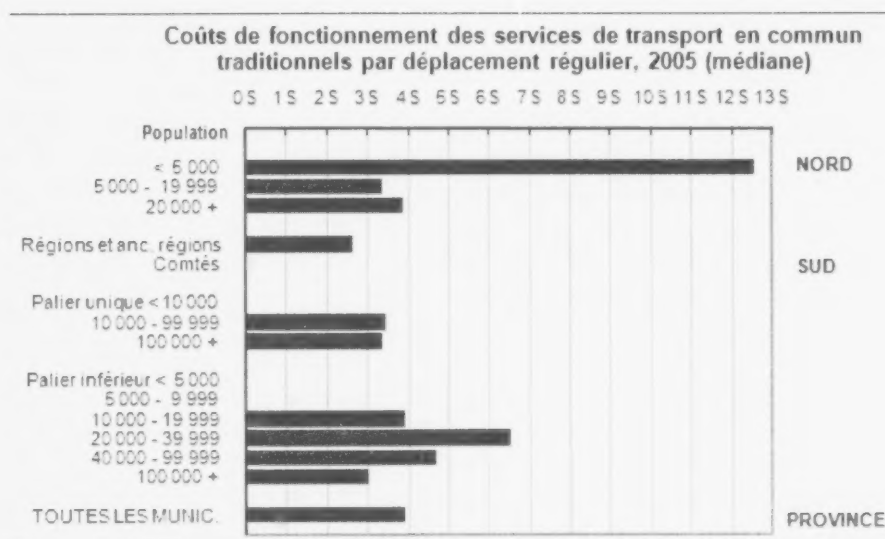
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

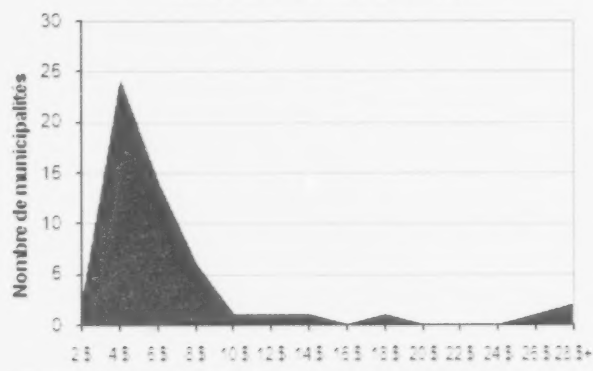
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Transport en commun traditionnel : Efficacité

Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier



Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier, 2005 (toutes les municipalités)



Transport en commun traditionnel : Soudan

Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie

Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de déplacements	2005 Médiane N ^{bre} de déplacements	2004 Médiane N ^{bre} de déplacements	2003 Médiane N ^{bre} de déplacements	2002 Médiane N ^{bre} de déplacements	2001 Médiane N ^{bre} de déplacements
NORD							
< 5 000	1	0,5	0,5			0,3	0,3
5 000 – 19 999	3	0,3 à 13	9	6	7	8	8
40 000 +	4	18 à 50	23	28	25	23	26
SUD							
Régions et anc. régions	6	17 à 160	31	29	29	47	28
Comtés							
Palier unique							
<10 000							
10 000 – 99 999	11	3 à 50	15	16	15	15	15
100 000 +	4	6 à 54	26	25	25	24	23
Palier inférieur							
< 5 000				10		9	9
5 000 – 9 999				0,1	0,1	0,1	
10 000 – 19 999	8	0,2 à 16	4	4	3	4	2
20 000 – 39 999	5	0,9 à 8	2	1	1	0,9	1
40 000 – 99 999	7	4 à 17	14	13	10	12	12
100 000 +	6	14 à 40	23	20	19	20	21
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	55	0,2 à 160	14	14	14	12	11
N^{bre} de municipalités déclarantes			55	56	53	55	55

Référence – RIF : TLC 92 2351 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

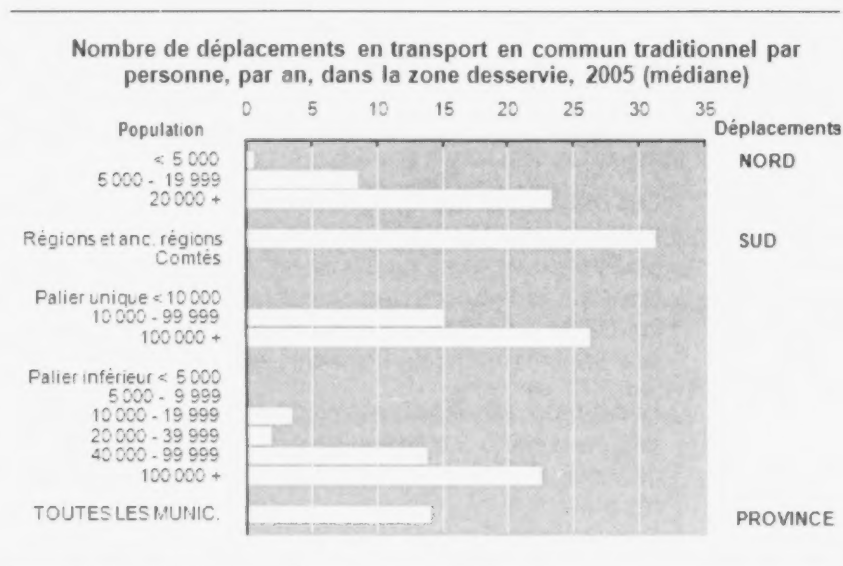
- Le nombre de déplacements réguliers déclaré au TLC 92 2351 05 (numérateur) est supérieur ou égal à 0.
- Le nombre de déplacements réguliers déclaré au TLC 92 2351 06 05 (numérateur) n'égale pas la population de la zone desservie au TLC 92 2351 06 (dénominateur).

Remarques :

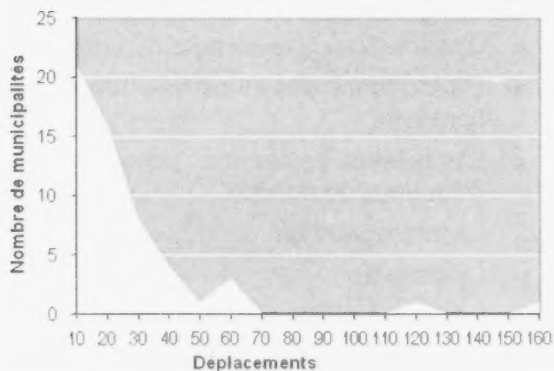
- De 2002 à 2004, la mesure n'a été déclarée que par un groupe de palier inférieur dans le Sud ayant une population de 5 000 à 9 999 habitants.
- En 2001 et en 2002, la mesure a été déclarée par trois municipalités dans le Nord ayant une population inférieure à 5 000 habitants.

Transport en commun traditionnel : EN 2005

Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie



Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie, 2005 (toutes les municipalités)



Transport en commun traditionnel : Échelle

Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie

Objectif	<p>Efficiencé : Services efficients de transport en commun traditionnel.</p> <p>Efficacité : Utilisation maximale du transport en commun.</p>
Remarques	<p>Les déplacements en transport en commun traditionnel comprennent tous les types de déplacement exigeant la perception de titres de transport, notamment les tarifs réguliers, les tarifs réduits, les déplacements gratuits, les abonnements et les billets. Les titres de correspondance ne comptent pas comme des déplacements en transport en commun.</p> <p>Le nombre de municipalités qui ont déclaré la mesure doit être pris en compte. Le fait qu'un groupe de population compte un petit nombre de municipalités déclarantes a une incidence sur les résultats.</p> <p>Les résultats pour Toronto ont été groupés dans « Régions et anciennes régions ».</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le nombre de clients. ■ L'estimation ou le compte du nombre de clients. ■ L'importance des investissements dans le transport en commun. ■ Les niveaux de service : parcours, heures de fonctionnement, fréquence du service. ■ La forme urbaine. ■ La densité. ■ La structure des aménagements. ■ La densité de la population. ■ La croissance de la population et de l'emploi. ■ L'âge des véhicules. ■ La distribution de la demande (périodes de pointe). ■ Le coût de l'essence. ■ Le niveau salarial. ■ Le coût des assurances. ■ Le type de véhicule (p. ex. autobus à plancher surbaissé, trains légers sur rail, métro). ■ La prise en charge du service GO, s'il y a lieu.

- Si la population atteint plus de 100 000, la méthode d'allocation de soutien aux programmes change, ce qui a un effet sur les résultats de la mesure de l'efficience.

Les niveaux de service ont une incidence sur les résultats. Par exemple, le fait d'offrir des services dans un secteur limité ou d'avoir peu de parcours a une incidence sur les coûts et le nombre de clients. Les heures de fonctionnement et la décision d'offrir des services le dimanche et les jours fériés ont aussi une incidence sur les résultats.

La forme urbaine a un effet sur les itinéraires et le nombre de clients. L'existence de centres-villes séparés tend à disperser les déplacements et les services, ce qui peut réduire le nombre de clients.

L'utilisation de véhicules vieillissants peut entraîner une augmentation des coûts de fonctionnement.

Collecte des eaux usées :

Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout

Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées

**Nombre total de kilomètres de canalisation principale d'égout plus
(0,010 kilomètre X nombre de raccords)**

Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout.

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	16	19 à 8 908	1 583
5 000 – 19 999	8	341 à 9 660	2 856
40 000 +	3	2 134 à 4 795	3 376
SUD			
Régions et anciennes régions	10	2 105 à 7 274	3 285
Comtés			
Palier unique			
< 10,000	4	440 à 6 224	1 290
10,000 – 99,999	13	747 à 5 617	2 400
100 000 +	4	2 240 à 4 607	2 693
Palier inférieur			
< 5 000	16	655 à 21 232	1 840
5 000 – 9 999	31	54 à 8 942	1 839
10 000 – 19 999	41	287 à 9 228	3 538
20 000 – 39 999	11	1 069 à 15 000	2 512
40 000 – 99 999	5	2 590 à 7 773	4 882
100 000 +	6	1 969 à 4 077	2 471
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	168	19 à 21 232	2 590

Référence – RIF : TLC 91 3107 13. Sous certaines conditions, 168 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

Les municipalités ont été exclues si :

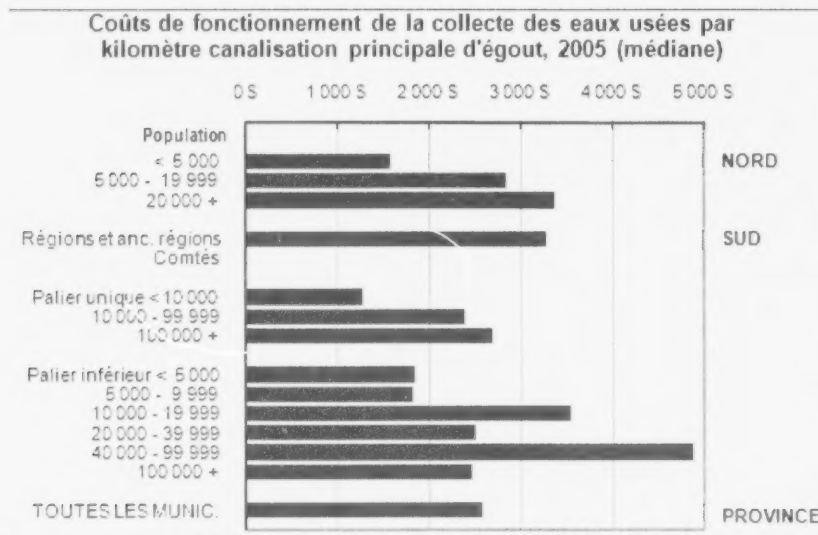
- Les coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées variaient entre 0 \$ et 2 \$. De plus, les coûts de fonctionnement pour le traitement et l'évacuation des eaux usées variaient entre 0 \$ et 2 \$ lorsque cette mesure était utilisée. On peut obtenir des valeurs symboliques pour les coûts de fonctionnement si la municipalité a tenté de déclarer uniquement les résultats d'ensemble pour les eaux usées, mais a, par mégarde, déclaré les résultats d'une mesure distincte.
- La somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUE

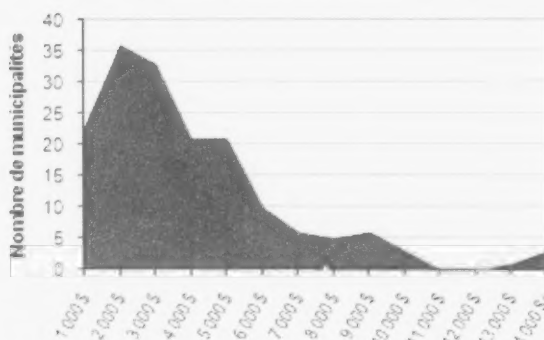
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Collecte des eaux usées : Efficience

Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout



Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Services municipaux efficaces de collecte, d'épuration et d'évacuation des eaux usées.

Remarques

En matière d'efficacité, les municipalités ont déclaré les coûts de fonctionnement d'un réseau séparatif ou d'un réseau mixte (séparatif et égouts pluviaux).

En 2003, le calcul du dénominateur a été modifié. Il est passé du nombre total de kilomètres de canalisation principale d'égout au nombre total de kilomètres de canalisation principale d'égout plus 0,010 kilomètre multiplié par le nombre de raccords. C'est

pourquoi il est impossible de comparer les résultats de 2003 à ceux des années précédentes.

En 2001, les municipalités déclarant la mesure concernant le réseau intégré d'égouts n'ont pas pu déclarer chaque mesure de collecte des eaux usées et d'épuration et d'évacuation des eaux usées. En 2002, les municipalités pouvaient déclarer les résultats intégrés et chacune de ces mesures.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Réseau séparatif ou mixte.
- Les coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées sont déclarés distinctement ou sous forme d'estimations.
- L'âge, l'état et la taille du système de collecte des eaux usées.
- Le type de canalisation principale (p. ex. canalisation gravitaire ou sous faible pression).
- Le nombre et la taille des stations de pompage.
- Les variations de débit.
- L'entretien général, les inspections et la surveillance du débit.
- La fréquence des activités de nettoyage, de rinçage et d'élimination des obstructions.
- L'ampleur des infiltrations d'eau dans les égouts.
- La population et la densité de la zone desservie.
- La répartition urbaine/rurale (p. ex. si les secteurs ruraux sont desservis).
- Le niveau des précipitations et la violence des orages.
- La répartition des responsabilités pour la collecte des eaux usées entre les municipalités locales et la municipalité régionale. Par exemple, la municipalité locale peut être responsable de la collecte des eaux usées du tracé de la rue jusqu'à la canalisation principale. La municipalité régionale peut être responsable du transport des eaux usées de la municipalité aux usines d'épuration.

Épuration et évacuation des eaux usées :

Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée

Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées

Nombre total de mégalitres d'eau usée traitée

Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau usée traitée

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	19	12 à 787	338
5 000 – 19 999	9	86 à 405	303
20 000 +	2	156 à 193	156
SUD			
Régions et anciennes régions	11	108 à 801	217
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	109 à 437	222
10 000 – 99 999	14	144 à 508	202
100 000 +	4	129 à 260	154
Palier inférieur			
< 5 000	21	23 à 2 551	489
5 000 – 9 999	31	92 à 1 131	389
10 000 – 19 999	37	52 à 2 389	329
20 000 – 39 999	10	181 à 641	353
40 000 – 99 999	3	333 à 645	395
100 000 +	3	440 à 494	440
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	168	12 à 2 551	323

Référence – RIF : TLC 91 3108 13.

Sous certaines conditions, 168 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

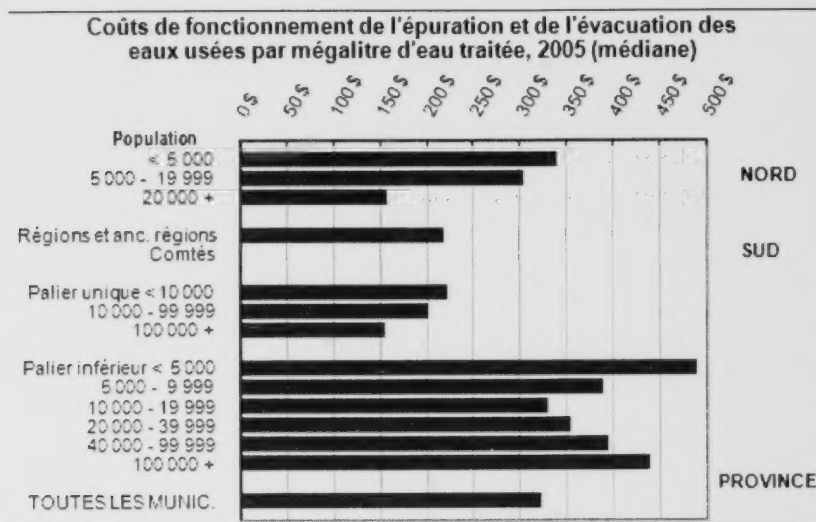
- Le nombre de mégalitres d'eau usée traitée au TLC 91 3108 11 est supérieur à 1,25 fois la population présente au TLC 90 0020 02.
- Le nombre de mégalitres d'eau usée traitée au TLC 91 3108 11 est inférieur ou égal à 5.
- Le nombre total de mégalitres traité ne correspond pas à la mesure de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées et à la mesure du système intégré – lorsque les deux mesures ont été utilisées.
- Les coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées au TLC 91 3108 13 se situent entre 0 \$ et 2 \$. De plus, les coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées au TLC 91 3107 13 se situent entre 0 \$ et 2 \$ lorsque cette mesure est utilisée. On peut obtenir des valeurs symboliques pour les coûts de fonctionnement si la municipalité a tenté de déclarer uniquement les résultats d'ensemble pour les eaux usées au TLC 91 3109 13, mais a, par mégarde, déclaré les résultats d'une mesure pour la collecte des eaux usées ou l'épuration et l'évacuation des eaux usées.
- La somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

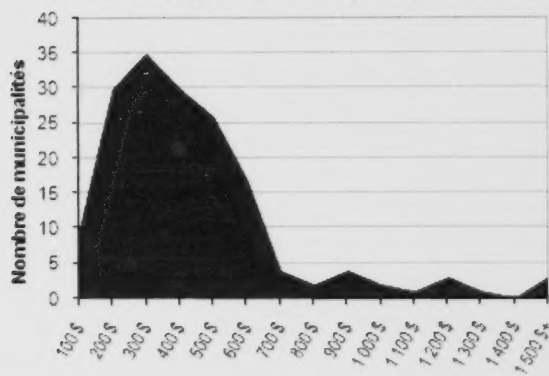
Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Épuration et évacuation des eaux usées :

Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée



Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif	Services municipaux efficaces de collecte, d'épuration et d'évacuation des eaux usées.
Remarques	<p>En matière d'efficacité, les municipalités ont déclaré les coûts de fonctionnement d'un réseau séparatif ou d'un réseau mixte (séparatif et égouts pluviaux).</p> <p>En 2001, les municipalités déclarant la mesure concernant le réseau intégré d'égouts n'ont pas pu déclarer chaque mesure de collecte des eaux usées et d'épuration et d'évacuation des eaux usées. En 2002, les municipalités pouvaient déclarer les résultats intégrés et chacune de ces mesures.</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Réseau séparatif ou mixte.■ Les coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées sont déclarés distinctement ou représentent des estimations.■ La population et la densité de la zone desservie.■ La répartition urbaine/rurale (p. ex. si les secteurs ruraux sont desservis).■ Le niveau des précipitations et la violence des orages.■ L'ampleur des infiltrations d'eau dans les égouts.■ Le nombre, la taille et l'importance des stations municipales d'épuration.■ Les usines reçoivent des eaux usées et des eaux pluviales.■ Le type d'épuration (épuration primaire, secondaire ou tertiaire ou lagune).■ Les niveaux d'épuration.■ La destination des effluents de la station (lac ou rivière).■ La méthode d'élimination des boues d'épuration (enfouissement, incinération ou épandage).■ L'augmentation du coût d'évacuation des biosolides.■ Hausse du coût de l'unité d'électricité par kilowattheure.■ Hausse des frais d'assurance liés à la réévaluation des coûts de remplacement.■ Le volume et l'intensité des eaux usées industrielles.■ L'analyse des eaux usées.■ Les exigences afférentes au certificat d'autorisation.■ Les erreurs dans le calcul des mégalitres. La municipalité utilise les mètres cubes dans sa déclaration.

Collecte, épuration et évacuation des eaux usées (système intégré) : Efficience
 Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre (système intégré)

Coûts de fonctionnement de la collecte, l'épuration et l'évacuation des eaux usées
 Nombre total de mégalitres d'eau usée traitée

Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre (système intégré)

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	18	163 à 1 087	387
5 000 – 19 999	9	195 à 524	405
20 000 +	3	244 à 346	296
SUD			
Régions et anciennes régions	9	204 à 1 097	368
Comtés			
Palier unique			
< 10 000	4	122 à 517	307
10 000 – 99 999	15	197 à 736	306
100 000 +	4	183 à 385	239
Palier inférieur			
< 5 000	17	174 à 3 535	599
5 000 – 9 999	28	170 à 1 263	505
10 000 – 19 999	34	152 à 1 699	517
20 000 – 39 999	10	295 à 818	591
40 000 – 99 999	3	597 à 752	599
100 000 +	3	538 à 569	568
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	157	122 à 3 535	456

Référence – RIF : TLC 91 3109 13. Sous certaines conditions, 157 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

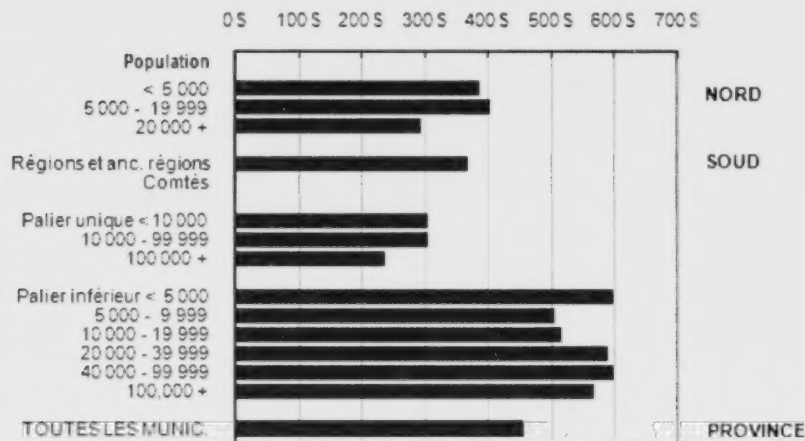
- Le nombre de mégalitres déclaré est supérieur à 1,25 fois la population présente au TLC 90 0020 02.
- Le nombre de mégalitres est inférieur ou égal à 5.
- Le nombre total de mégalitres traité ne correspond pas à la mesure de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées et à la mesure du système intégré – lorsque les deux mesures ont été utilisées.
- Les coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées au TLC 91 3108 13 se situent entre 0 \$ et 2 \$. De plus, les coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées au TLC 91 3107 13 se situent entre 0 \$ et 2 \$ lorsque cette mesure est utilisée. On peut obtenir des valeurs symboliques pour les coûts de fonctionnement si la municipalité a tenté de déclarer uniquement les résultats d'ensemble pour les eaux usées au TLC 91 3109 13, mais a, par mégarde, déclaré les résultats d'une mesure pour la collecte des eaux usées ou l'épuration et l'évacuation des eaux usées.
- La somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

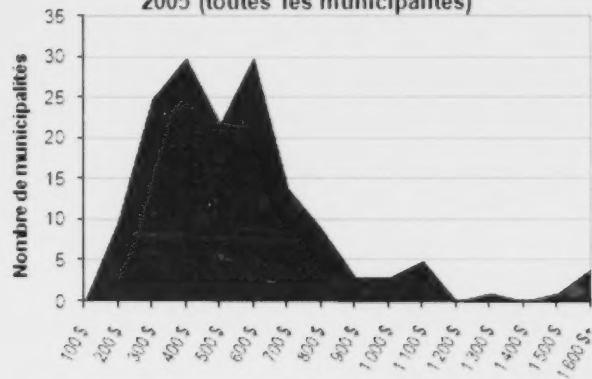
Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Collecte, épuration et évacuation des eaux usées (système intégré) : Efficience
 Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre (système intégré)

Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée (système intégré), 2005 (médiane)



Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée (système intégré), 2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Services municipaux efficaces de collecte, d'épuration et d'évacuation des eaux usées.

Remarques

En matière d'efficience, les municipalités ont déclaré les coûts de fonctionnement d'un réseau séparatif ou d'un réseau mixte (séparatif et égouts pluviaux).

En 2001, les municipalités disposant d'un réseau intégré d'égouts n'ont pas pu déclarer chaque mesure de collecte des eaux usées et d'épuration et d'évacuation des eaux usées. En 2002, les municipalités pouvaient déclarer les résultats intégrés et chaque mesure individuellement.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Réseau séparatif ou mixte.
- Les coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées sont déclarés distinctement ou représentent des estimations.
- La population et la densité de la zone desservie.
- La répartition urbaine/rurale (p. ex. si les secteurs ruraux sont desservis).
- Le niveau des précipitations et la violence des orages.
- L'ampleur des infiltrations d'eau dans les égouts.
- La répartition des responsabilités pour la collecte des eaux usées entre les municipalités locales et la municipalité régionale. Par exemple, la municipalité locale peut être responsable de la collecte des eaux usées du tracé de la rue jusqu'à la canalisation principale. La municipalité régionale peut être responsable du transport des eaux usées de la municipalité aux usines d'épuration.
- Les erreurs dans le calcul des mégalitres.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats liés à la collecte des eaux usées :

- L'âge, l'état et la taille du système de collecte des eaux usées.
- Le type de canalisation principale (p. ex. canalisation gravitaire ou sous faible pression).
- Les variations de débit.
- L'entretien général, les inspections et la surveillance du débit.
- Le nombre et la taille des stations de pompage.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats liés à l'épuration et à l'évacuation des eaux usées :

- Le nombre, la taille et l'importance des stations municipales d'épuration.
- Les usines reçoivent des eaux usées et des eaux pluviales.
- Le volume et l'intensité des eaux usées industrielles.
- Le type d'épuration (épuration primaire, secondaire ou tertiaire ou lagune).
- Les niveaux d'épuration.
- L'analyse des eaux usées.

- La destination des effluents de la station (lac ou rivière).
- La méthode d'élimination des boues d'épuration (enfouissement, incinération ou épandage).
- L'augmentation du coût d'évacuation des biosolides.
- Les exigences afférentes au certificat d'autorisation.

Reflux de la canalisation principale d'égout :

Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an

$$\frac{\text{Nombre total de reflux}}{\text{Nombre de kilomètres de canalisation principale d'égout/100}}$$

Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de reflux	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} de reflux	Médiane N ^{bre} de reflux	Médiane N ^{bre} de reflux	Médiane N ^{bre} de reflux	Médiane N ^{bre} de reflux
NORD							
< 5 000	29	0,0 à 361,4	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
5 000 – 19 999	9	0,0 à 217,1	8,2	8,2	6,6	1,6	21,3
20 000 +	3	2,1 à 21,1	4,5	1,8	88,6	1,6	
SUD							
Régions et anciennes régions	10	0,0 à 14,0	0,3	1,5	2,4	1,2	0,0
Comtés							
Palier unique							
< 10 000	2	8,7 à 20,0	8,7	3,3	0,0	0,0	
10 000 – 99 999	16	0,0 à 15,5	3,2	3,8	1,9	2,7	0,5
100 000 +	4	0,6 à 6,0	1,0	1,5	1,3	3,6	
Palier inférieur							
< 5 000	21	0,0 à 17,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5 000 – 9 999	30	0,0 à 59,5	1,5	2,4	0,1	2,9	0,0
10 000 – 19 999	37	0,0 à 23,4	3,1	3,1	3,3	1,3	0,0
20 000 – 39 999	10	0,0 à 62,2	1,1	1,8	1,0	0,9	0,0
40 000 – 99 999	5	0,0 à 2,6	0,8	1,2	1,4	1,5	0,5
100 000 +	7	0,1 à 12,1	0,8	0,7	1,2	1,1	0,3
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	183	0,0 à 361,4	1,5	1,8	1,8	1,3	0,0
N^{bre} de municipalités déclarantes			183	183	194	202	47

Référence – RIF : TLC 92 3154 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous. En 2001, deux municipalités du Nord seulement, dont la population était comprise dans le groupe de 5 000 à 19 999, ont déclaré cette mesure. En 2002, deux des quatre municipalités du Nord, dont la population était supérieure à 20 000 +, ont déclaré cette mesure. En 2003, trois des quatre groupes ont déclaré la mesure.

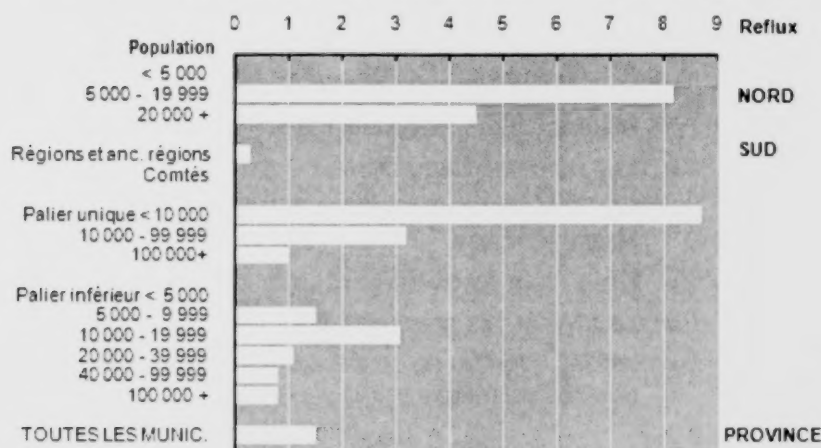
Condition :

- Le nombre de kilomètres de canalisation principale d'égout/100 de cette mesure doit être inférieur ou égal au nombre de kilomètres de canalisations principales et de raccords, divisé par 100, déclaré au dénominateur. (TLC 92 3154 06 ≤ TLC 91 3107 11/100 si la mesure de rendement pour la collecte des eaux usées est utilisée.)

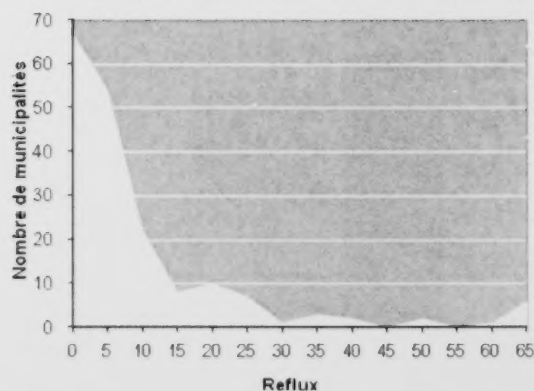
Reflux de la canalisation principale d'égout :

Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an

Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an, 2005 (médiane)



Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Les pratiques municipales de gestion des eaux usées protègent l'environnement et la santé.

Facteurs ayant une incidence sur les résultats

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Les erreurs dans le calcul du dénominateur : nombre de kilomètres divisé par 100. Des conditions ont été établies pour éliminer cette erreur des statistiques sommaires.
- Réseau séparatif ou mixte.

- La population et la densité de la zone desservie.
- La longueur en kilomètres du réseau d'égouts.
- La mesure dans laquelle l'eau s'écoulait ou s'infiltrait dans les égouts.
- Le nombre et la violence des orages.
- Les conditions de givre sévères.
- Le niveau des précipitations.
- L'âge et l'état du réseau de collecte des eaux usées et les matériaux avec lesquels il a été construit.
- Les raccords illégaux.
- Les descentes pluviales sont directement raccordées aux réseaux mixtes.
- L'activité près ou au-dessus de la canalisation principale.
- Le niveau des précipitations.
- La définition de ce qu'est un reflux et la méthode de calcul du nombre de reflux.

Eaux usées n'ayant pas été traitées :

Estimation du pourcentage d'eaux usées qui n'ont pas été traitées.

$$\frac{\text{Estimation du nombre de mégalitres d'eau usée non traitée}}{\text{Nombre total de mégalitres d'eau usée traitée + l'estimation du nombre de mégalitres d'eau usée non traitée}} \times 100$$

Estimation du pourcentage d'eaux usées n'ayant pas été traitées

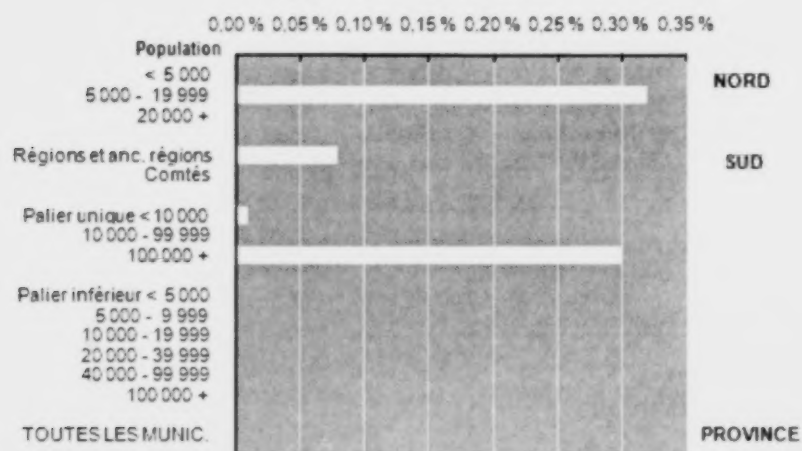
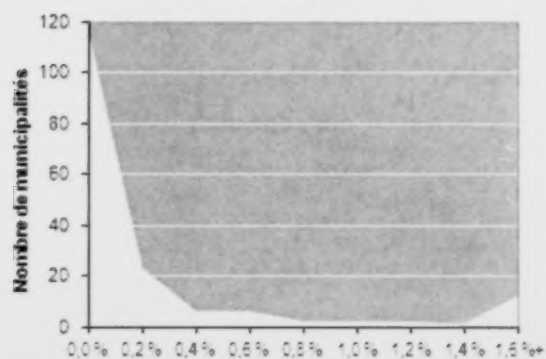
			2005	2004	2003	2002	2001
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %
NORD							
< 5 000	23	0,00 à 4,85 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
5 000 – 19 999	7	0,00 à 44,02 %	0,32 %	0,05 %	0,52 %	0,13 %	0,13 %
20 000 +	4	0,00 à 0,06 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
SUD							
Régions et anciennes régions	11	0,00 à 3,18 %	0,08 %	0,00 %	0,03 %	0,00 %	0,20 %
Comtés							
Palier unique							
< 10 000		0,00 à 0,23 %					0,00 %
10 000 – 99 999	3	0,00 à 2,51 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %
100 000 +	15	0,00 à 3,09 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Palier inférieur	4	0,00 à 3,09 %	0,30 %	0,48 %	0,25 %	0,05 %	1,39 %
< 5 000		0,00 à 0,24 %					0,00 %
5 000 – 9 999	24	0,00 à 6,27 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
10 000 – 19 999	33	0,00 à 3,31 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
20 000 – 39 999	35	0,00 à 6,57 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
40 000 – 99 999	7	0,00 à 3,78 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
100 000 +	3		0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	169	0,00 à 44,02 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			169	164	157	133	107

Référence – RIF : TLC 92 3155 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

- Le nombre total de mégalitres d'eau usée traitée et d'eau usée non traitée déclaré au dénominateur est supérieur à 1,25 fois la population présente au TLC 90 0020 02.
- Le nombre de mégalitres d'eau usée traitée et non traitée déclaré au dénominateur est inférieur à 5.
- Le nombre de mégalitres d'eau usée traitée et non traitée déclaré au TLC 91 3109 11 ne correspond pas au nombre de mégalitres d'eau usée traitée calculé en soustrayant le nombre estimé de mégalitres d'eau usée non traitée déclaré au TLC 92 3155 05 (numérateur) du nombre de mégalitres d'eau usée traitée et non traitée déclaré au TLC 92 3155 06 (dénominateur).
(TLC 91 3109 11 ≠ TLC 92 3155 06 – TLC 92 3155 05)

Eaux usées n'ayant pas été traitées : L'impact**Estimation du pourcentage d'eaux usées n'ayant pas été traitées****Estimation du pourcentage d'eaux usées qui n'ont pas été traitées, 2005 (médiane)****Estimation du pourcentage d'eaux usées qui n'ont pas été traitées, 2005 (toutes les municipalités)**

Objectif	Les pratiques municipales de gestion des eaux usées protègent l'environnement et la santé.
Remarques sur les calculs	<p>Certaines municipalités ont eu de la difficulté à calculer le nombre de mégalitres d'eaux usées qui n'ont pas été traitées. Un mégalitre est égal à 1 000 000 de litres ou à 1 000 mètres cubes.</p> <p>Le dénominateur de la mesure est le nombre de mégalitres d'eau usée traitée plus le nombre estimatif de mégalitres d'eau usée non traitée. Aux fins de vérification, on a comparé le dénominateur, après en avoir soustrait le nombre estimatif de mégalitres d'eau usée non traitée exprimé au numérateur, au nombre de mégalitres d'eau usée traitée déclaré au titre de l'efficience.</p> <p>Dans l'axe des X du graphique ci-dessus, le premier pourcentage est 0,0 %, le deuxième est 0,2 %, et ainsi de suite. Bien que les marques de graduation représentent en général un intervalle, on a sélectionné zéro (0,0 %) en tant que première marque de graduation parce que la plupart des municipalités n'ont déclaré aucun écoulement.</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Réseau séparatif ou mixte.■ La population et la densité de la zone desservie.■ L'ampleur des écoulements et des infiltrations d'eau dans les égouts.■ Les raccords illégaux.■ Les descentes pluviales directement raccordées aux réseaux mixtes.■ Le niveau des précipitations.■ Le nombre et la violence des orages.■ La capacité d'épuration de la station d'épuration.■ Les erreurs dans le calcul des mégalitres.

Gestion des eaux pluviales en milieu urbain : Efficience

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain

Nombre total de kilomètres de canalisation d'évacuation urbaine +
(0,010 km X nombre de raccords) + (0,005 km X nombre de bouches d'égout)

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Population	2005		
	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	8	105 à 3 669	148
5 000 – 19 999	6	131 à 1 896	1 062
20 000 +	3	745 à 2 559	2 438
SUD			
Régions et anciennes régions	4	1 280 à 2 662	1 476
Comtés			
Palier unique			
< 10 000	1	1 133	1 133
10 000 – 99 999	12	351 à 4 638	1 225
100 000 +	2	1 417 à 2 051	1 417
Palier inférieur			
< 5 000	5	74 à 704	171
5 000 – 9 999	7	17 à 1 487	298
10 000 – 19 999	12	21 à 3 253	485
20 000 – 39 999	4	283 à 919	393
40 000 – 99 999	8	221 à 4 254	747
100 000 +	9	220 à 1 990	826
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	81	17 à 4 638	908

Référence – RIF : TLC 91 3205 13. Sous certaines conditions, 81 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Le nombre total de kilomètres de canalisation d'évacuation urbaine, comprenant les raccords et les bouches d'égout, est inférieur à 10 000.

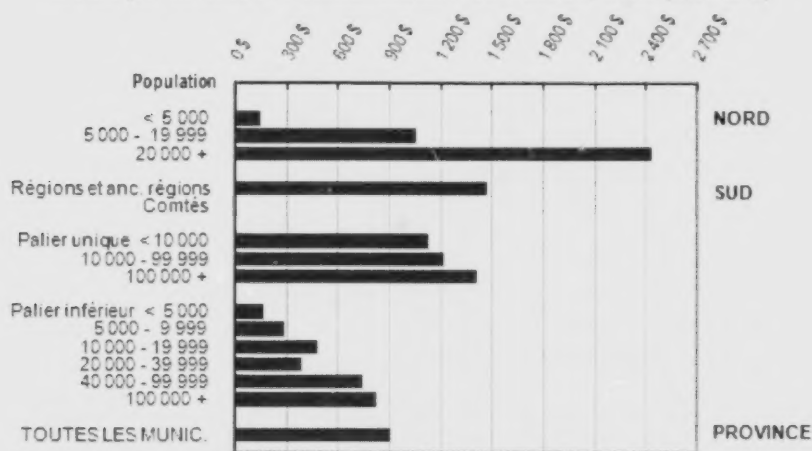
REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Gestion des eaux pluviales en milieu urbain : Financement

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain par kilomètre de canalisation d'évacuation, 2005 (médiane)



Gestion des eaux pluviales en milieu rural : Efficience

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural

Nombre total de kilomètres de réseau de canalisation d'évacuation +
(0,010 km X nombre de raccords) + (0,005 km X nombre de puisards)

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	3	105 à 1 178	779
5 000 – 19 999	3	34 à 994	99
20 000 +			
SUD			
Régions et anciennes régions	2	221 à 589	221
Comtés			
Palier unique			
< 10 000			
10 000 – 99 999	4	55 à 1 328	100
100 000 +	2	194 à 402	194
Palier inférieur			
< 5 000	4	19 à 177	55
5 000 – 9 999	2	39 à 53	39
10 000 – 19 999	4	161 à 373	177
20 000 – 39 999	1	1 001	1 001
40 000 – 99 999	6	296 à 1 565	498
100 000 +	6	34 à 2 237	395
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	37	19 à 2 237	359

Référence – RIF : TLC 91 3206 13. Sous certaines conditions, 37 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Condition :

- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

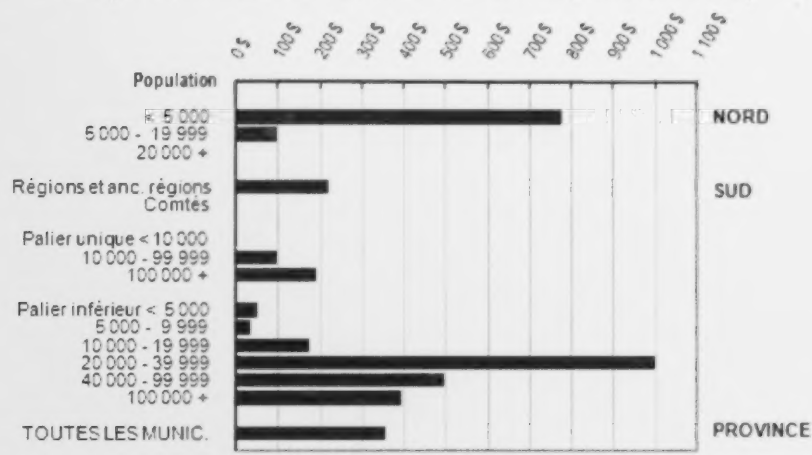
REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Gestion des eaux pluviales en milieu rural : *Efficiency*

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural par kilomètre de canalisation d'évacuation, 2005 (médiane)

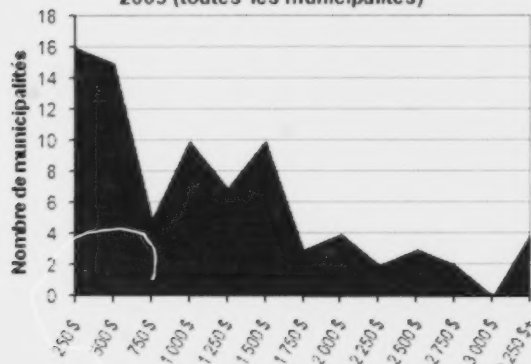


Gestion des eaux pluviales en milieux urbain et rural : Efficience

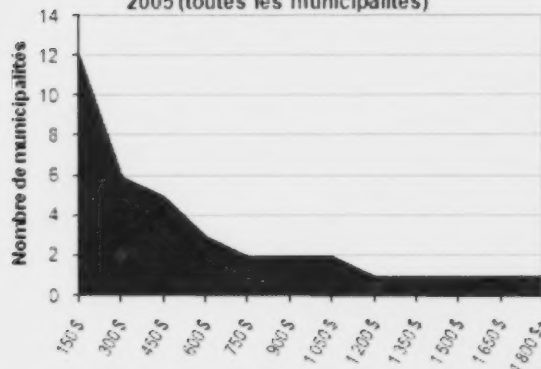
Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation

Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain par kilomètre de canalisation d'évacuation, 2005 (toutes les municipalités)



Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural par kilomètre de canalisation d'évacuation, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Gestion efficiente des eaux pluviales en milieux urbain et rural

Remarques

Seules les municipalités dotées de réseaux d'égouts pluviaux distincts ont déclaré cette mesure.

Après avoir examiné les résultats de 2002, le groupe de travail sur la gestion des eaux pluviales et des eaux usées a modifié la formule. Le dénominateur comprend maintenant la somme du nombre de kilomètres liés aux raccords et aux bouches d'égout et du total du nombre de kilomètres de canalisation d'évacuation.

Un petit nombre de municipalités ont déclaré les mesures de gestion des eaux pluviales. De nombreuses municipalités ont déclaré ne pas avoir de comptes distincts pour la gestion des eaux pluviales en milieu urbain et la gestion des eaux pluviales en milieu rural. Elles ont, par conséquent, estimé les coûts. Les mesures de gestion des eaux pluviales en milieu urbain et rural peuvent comprendre les coûts de fonctionnement déclarés dans le Rapport d'information financière à la ligne réservée aux routes.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le fait de déclarer ou d'estimer les coûts du réseau de drainage urbain distinctement de ceux du réseau de drainage rural.
- La répartition urbaine/rurale.
- La superficie de la zone desservie.
- La répartition de l'infrastructure : égouts pluviaux fermés (réseau urbain), raccords pour les eaux pluviales, bouches d'égout, canalisation à écoulement libre, fossés de drainage, buses, digues, terres humides.
- La forme urbaine (gestion urbaine des eaux pluviales), à savoir de nombreuses petites régions urbaines ou une grande région urbaine compacte.
- Les normes en matière de niveaux de service (p. ex. fréquence du nettoyage ou de l'inspection).
- La disponibilité des données concernant le nombre de kilomètres de canalisation d'évacuation en milieux urbain et rural ainsi que le nombre de raccords et de bouches d'égout.
- Le changement des coûts liés au matériel et aux services contractuels.

Traitement de l'eau potable : Efficience**Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée**

Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable

Nombre total de mégalitres d'eau traitée

Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	27	5 à 2 964	817
5 000 – 19 999	10	184 à 4 837	261
20 000 +	4	126 à 615	170
SUD			
Régions et anciennes régions	12	78 à 589	183
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	148 à 370	258
10 000 – 99 999	13	158 à 621	269
100 000 +	4	69 à 228	84
Palier inférieur			
< 5 000	20	28 à 2 508	515
5 000 – 9 999	34	75 à 1 797	504
10 000 – 19 999	37	55 à 1 596	364
20 000 – 39 999	9	159 à 579	444
40 000 – 99 999	3	219 à 538	335
100 000 +	3	480 à 539	480
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	180	5 à 4 837	370

Référence – RIF : TLC 91 3307 13. Sous certaines conditions, 180 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

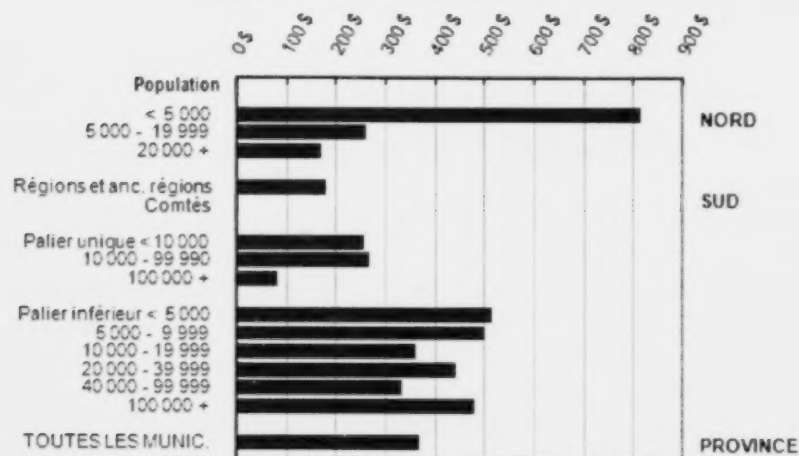
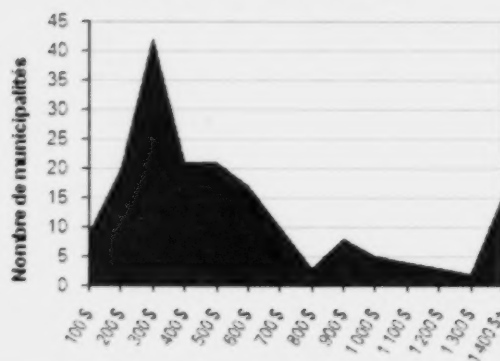
Conditions

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

- Le nombre total de mégalitres d'eau traitée au dénominateur est supérieur à 1,25 fois la population présente au TLC 90 0020 02.
- La municipalité a tenté de déclarer uniquement le résultat d'ensemble pour l'eau potable avec comme résultat que les coûts de fonctionnement pour le traitement ou la distribution de l'eau potable se sont établis entre 0 \$ et 10 \$.
- La somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Traitement de l'eau potable :**Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée****Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée, 2005 (médiane)****Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée, 2005 (toutes les municipalités)**

Objectif	Traitement efficient de l'eau potable.
Remarques	<p>En 2001, les municipalités qui ont déclaré la mesure pour leur réseau intégré d'alimentation en eau n'ont pas pu inclure les résultats individuels pour le traitement et la distribution de l'eau potable dans leur rapport. Au cours des années subséquentes, les municipalités qui ont déclaré la mesure intégrée pouvaient également inclure ces résultats individuels.</p>
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ Le fait de déclarer ou d'estimer les coûts de traitement et les coûts de distribution de l'eau potable de façon distincte.■ Les répercussions sur le budget des nouvelles normes provinciales en matière de qualité et d'échantillonnage de l'eau potable.■ Les normes de service locales.■ L'utilisation (résidentielle par rapport à industrielle).■ La source d'eau brute (un lac par rapport à des puits).■ La qualité de l'eau brute.■ Le type de traitement.■ Le nombre de stations de production d'eau potable et leur capacité.■ Le nombre de puits privés.■ L'âge et l'état des stations d'épuration.■ La distance entre la source d'eau brute et les stations d'épuration.■ La zone desservie et les niveaux de consommation.■ Les conditions concurrentielles du marché.■ Le nombre de résidences desservies.■ Le type d'utilisation non résidentielle (p. ex. commerciale, industrielle, institutionnelle ou municipale).

Distribution de l'eau potable : Efficience**Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation****Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable**

Nombre total de kilomètres de canalisation +
(0,010 km X nombre de raccords) +
(0,005 km X nombre de prises d'eau)

Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation

			2005
Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	21	1 à 17 239	2 855
5 000 – 19 999	8	609 à 16 176	2 622
20 000 +	4	3 216 à 10 151	4 638
SUD			
Régions et anciennes régions	10	2 518 à 10 004	4 548
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	4 273 à 12 181	4 876
10 000 – 99 999	14	2 455 à 9 995	4 476
100 000 +	4	1 991 à 5 791	2 783
Palier inférieur			
< 5 000	24	161 à 23 430	4 438
5 000 – 9 999	36	52 à 19 931	3 162
10 000 – 19 999	47	464 à 14 051	4 403
20 000 – 39 999	11	1 855 à 8 588	4 348
40 000 – 99 999	5	4 512 à 14 275	4 911
100 000 +	6	2 855 à 7 690	4 066
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	194	1 à 23 430	4 438

Référence – RIF : TLC 91 3308 13. Sous certaines conditions, 194 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

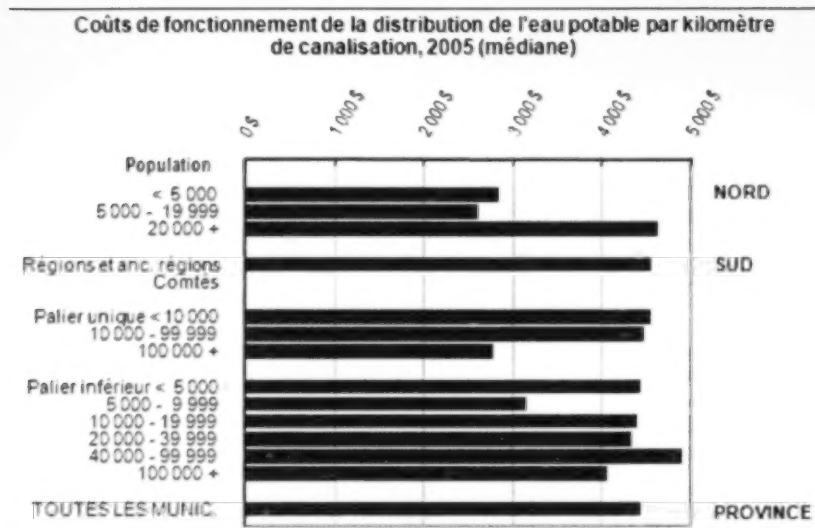
- Six kilomètres de canalisation ou moins ont été déclarés au dénominateur.
- La municipalité a tenté de déclarer uniquement la mesure intégrée pour l'eau potable avec comme résultat que les coûts de fonctionnement pour le traitement ou la distribution de l'eau potable se situaient entre 0 \$ et 10 \$.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

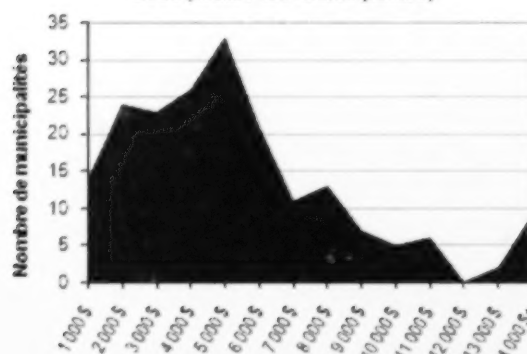
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Distribution de l'eau potable : Efficacité

Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation



Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Coûts de la distribution efficiente de l'eau potable.

Remarques

En 2003, le calcul du dénominateur a été modifié du nombre total de kilomètres de canalisations pour devenir le nombre total de kilomètres de canalisations plus 0,010 km multiplié par le nombre de raccords plus 0,005 km multiplié par le nombre de prises d'eau. Il est donc impossible de comparer les résultats aux années antérieures.

En 2001, les municipalités qui ont déclaré la mesure pour leur réseau intégré d'alimentation en eau n'ont pas pu inclure les résultats individuels pour le traitement et la distribution de l'eau potable dans leur rapport. Au cours des années subséquentes, les municipalités qui ont déclaré la mesure intégrée pouvaient également inclure ces résultats individuels.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

- Le fait de déclarer ou d'estimer les coûts de distribution et de traitement de l'eau potable de façon distincte.
- La zone desservie.
- Les niveaux de consommation.
- Les plans d'aménagement et la forme urbaine.
- Le nombre de raccords.
- Le nombre de stations de pompage et d'installation d'accumulation d'eau ainsi que leur capacité.
- L'âge, la taille et l'emplacement du réseau d'alimentation en eau dans la municipalité.
- La longueur des canalisations en kilomètres.
- L'âge et l'état du réseau de distribution d'eau.
- Les normes en matière de niveau de service et de rendement.

Il est possible que les coûts unitaires des plus petites municipalités qui n'ont que quelques kilomètres de canalisations soient plus élevés.

Traitement et distribution de l'eau potable (système intégré) :
Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par
mégallitre d'eau traitée

Coûts de fonctionnement pour le traitement et la distribution de l'eau potable
Nombre total de mégallitres d'eau potable traitée

Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégallitre d'eau traitée

Population	N° de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	24	76 à 12 078	931
5 000 – 19 999	9	278 à 931	664
20 000 +	4	410 à 885	418
SUD			
Régions et anciennes régions	9	291 à 817	372
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	409 à 609	508
10 000 – 99 999	14	149 à 1 101	467
100 000 +	4	146 à 513	263
Palier inférieur			
< 5 000	19	394 à 4 686	912
5 000 – 9 999	33	81 à 2 763	916
10 000 – 19 999	34	92 à 1 709	606
20 000 – 39 999	9	291 à 874	600
40 000 – 99 999	3	497 à 737	713
100 000 +	3	620 à 734	648
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	169	76 à 12 078	689

Référence – RIF : TLC 91 3309 13. Sous certaines conditions, 169 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions

Les municipalités sont exclues pour les raisons suivantes :

- Le nombre total de mégallitres d'eau potable traitée, figurant au dénominateur, est supérieur à 1,25 fois la population présente au TLC 90 0020 02.
- Cinq mégallitres ou moins ont été déclarés au dénominateur.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les mégallitres traités dans la mesure du traitement de l'eau potable ne correspondaient pas aux mégallitres traités de la mesure du système intégré, lorsque les deux mesures étaient utilisées.

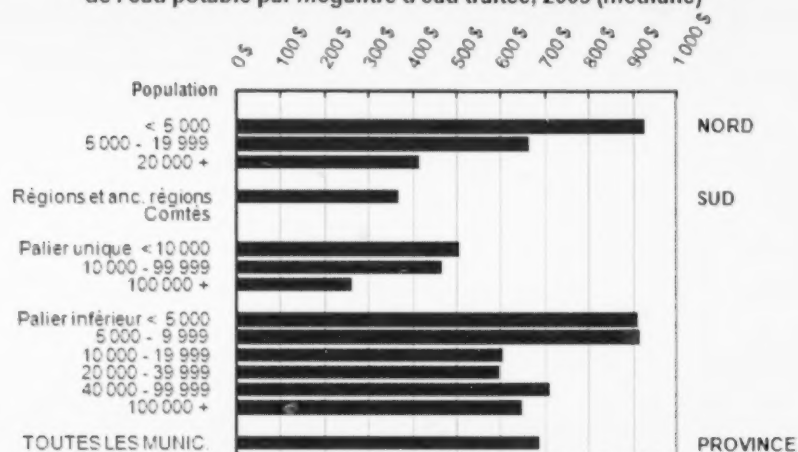
REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

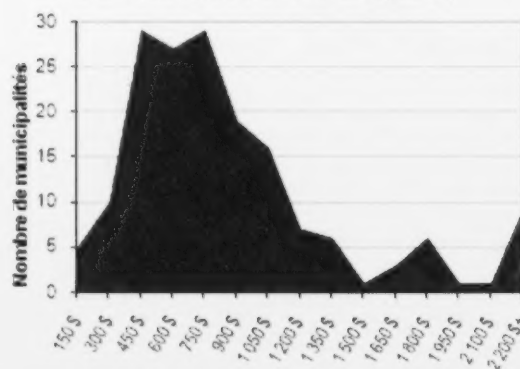
Traitement et distribution de l'eau potable (système intégré) : Efficacité

Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée

Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée, 2005 (médiane)



Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Traitement et distribution efficaces de l'eau potable.

Remarques

Seules les municipalités à palier unique ou les municipalités qui sont entièrement responsables du traitement et de la distribution de l'eau potable ont déclaré cette mesure. En 2001, les municipalités déclarant la mesure n'ont fourni aucune mesure individuelle de traitement et de distribution. Durant les années subséquentes, les municipalités déclarant la mesure intégrée pouvaient également déclarer chacune des mesures.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les résultats en matière de traitement de l'eau sont influencés par :

- Le fait de déclarer ou d'estimer les coûts de traitement et les coûts de distribution de l'eau potable de façon distincte.
- Les répercussions sur le budget des nouvelles normes provinciales en matière de qualité et d'échantillonnage de l'eau potable.
- Les normes locales en matière de service.
- L'utilisation (résidentielle par rapport à industrielle).
- La source d'eau brute (lac par rapport aux puits).
- La qualité de l'eau brute.
- Le type de traitement.
- Le nombre de stations de production d'eau potable, ainsi que leur capacité.
- Le nombre de puits privés.
- L'âge et l'état des stations d'épuration.
- La distance que l'eau brute doit parcourir pour parvenir aux stations d'épuration.
- La zone desservie et les niveaux de consommation.
- Les conditions concurrentielles du marché.
- Le nombre de résidences desservies.
- Le type d'utilisation non résidentielle (p. ex. commerciale, industrielle, institutionnelle ou municipale).

Les résultats en matière de distribution de l'eau sont influencés par :

- Le fait de déclarer ou d'estimer les coûts de distribution et de traitement de l'eau potable de façon distincte.
- La zone desservie.
- Les niveaux de consommation.
- Les plans d'aménagement et la forme urbaine.
- Le nombre de raccords.
- Le nombre de stations de pompage et d'installation d'accumulation d'eau, ainsi que leur capacité.
- L'âge, la taille et l'emplacement du réseau d'alimentation en eau dans la municipalité.
- La longueur des canalisations en kilomètres.
- L'âge et l'état du réseau de distribution d'eau.
- Les normes en matière de niveau de service et de rendement.

Avis de faire bouillir l'eau :

Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité

Somme : (Nombre de jours où un avis de faire bouillir l'eau était en vigueur X nombre de raccords touchés)

Nombre total de raccords dans la zone desservie

Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de jours	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} de jours	Médiane N ^{bre} de jours	Médiane N ^{bre} de jours	Médiane N ^{bre} de jours	Médiane N ^{bre} de jours
NORD							
< 5 000	40	0 à 365	0	0	0	0	0
5 000 – 19 999	10	0 à 5	0	0	0	0	0
20 000 +	4	0 à 0.15	0	0	0	0	0
SUD							
Régions et anciennes régions	8	0 à 0.02	0	0	0	0	0
Comtés				0,02	32		10
Palier unique							
<10 000	4	0	0	0	0	0	0
10 000 – 99 999	15	0 à 5	0	0	0	0	0
100 000 +	4	0 à 1	0	0	0	0	0
Palier inférieur							
< 5 000	29	0 à 20	0	0	0	0	0
5 000 – 9 999	43	0 à 10	0	0	0	0	0
10 000 – 19 999	45	0 à 4	0	0	0	0	0
20 000 – 39 999	11	0 à 1	0	0	0	0	0
40 000 – 99 999	4	0	0	0	0	0	0
100 000 +	3	0	0	0	0	0	0
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	220	0 à 365	0	0	0	0	0
N^{bre} de municipalités déclarantes			220	219	222	206	187

Référence – RIF : TLC 92 3355 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous. En 2004, 2003 et 2001, un seul comté a déclaré la mesure; la médiane pour le groupe correspond donc au résultat pour ce comté.

Condition :

- Les municipalités étaient exclues si le nombre pondéré de jours au TLC 92 3355 07 était supérieur à 365.

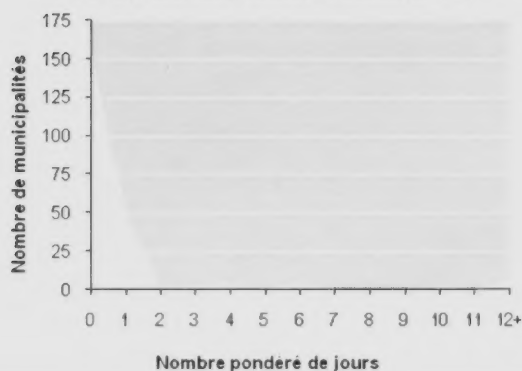
REMARQUES :

- La médiane n'est pas représentée sous forme de graphique, car la médiane est zéro pour tous les groupes en 2005.

Avis de faire bouillir l'eau :

Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité

Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

L'eau est salubre et répond aux besoins locaux.

Remarques

Cette mesure représente le nombre pondéré de jours pendant lesquels un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité a été émis. Le nombre de jours pendant lesquels un avis de faire bouillir l'eau était en vigueur a été pondéré par le nombre de raccords touchés. Par exemple, si un avis de faire bouillir l'eau a été émis pendant 20 jours et touchait 50 % des ménages, le nombre pondéré de jours était alors de 10.

Dans le graphique ci-dessus, la première marque de graduation du nombre pondéré de jours est 0. La deuxième marque de graduation est 30 et représente un intervalle de 1 à 30 jours pondérés. Bien que les marques de graduation représentent en général un intervalle, la première marque de graduation est 0 parce qu'il n'y a eu, pour la plupart des municipalités, aucun jour pondéré pendant lequel un avis de faire bouillir l'eau a été émis. Il est important de distinguer ce groupe des municipalités où il y a eu plus d'un jour pondéré pendant lequel un avis de faire bouillir l'eau a été émis.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La source et la qualité d'eau potable (lac par rapport aux puits).
- Le nombre de sources alimentant le réseau d'eau potable.

- Les normes provinciales en matière de qualité et d'échantillonnage de l'eau potable.
- Les normes locales en matière de service
- Le type de traitement.
- La capacité de décontaminer, de traiter et d'acheminer une eau potable salubre.
- L'analyse et le contrôle de la qualité de l'eau brute et de l'eau traitée dans les usines d'approvisionnement en eau et le réseau de distribution.
- L'élargissement du programme de curage et de nettoyage du réseau d'alimentation en eau de la municipalité.
- L'état des conduites principales.
- L'achat d'eau potable d'une autre municipalité.

Une municipalité qui achète de l'eau traitée d'une autre municipalité est assujettie aux avis de faire bouillir l'eau imposée à la municipalité auprès de laquelle elle s'approvisionne.

Bris de conduites principales d'eau :

Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an

$$\frac{\text{Nombre de bris des conduites principales par an}}{\text{Nombre total de kilomètres de conduite de distribution d'eau/100}}$$

Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an							
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de bris	2005 Médiane N ^{bre} de bris	2004 Médiane N ^{bre} de bris	2003 Médiane N ^{bre} de bris	2002 Médiane N ^{bre} de bris	2001 Médiane N ^{bre} de bris
NORD							
< 5 000	34	0,0 à 100	0	0	0	7	0
5 000 – 19 999	10	0,0 à 33	13	19	10	8	0,2
20 000 +	3	13,1 à 22	20	0,2	32	19	17
SUD							
Régions et anciennes régions	9	1,0 à 17	10	8	11	10	4
Comtés							
Palier unique							
< 10 000	3	0,0 à 24	3	0	19	7	0,1
10 000 – 99 999	16	0,04 à 27	10	10	12	10	7
100 000 +	4	9,3 à 26	11	11	11	16	12
Palier inférieur							
< 5 000	23	0,0 à 46	2	0	2	1	0,1
5 000 – 9 999	36	0,0 à 55	6	6	12	8	1
10 000 – 19 999	39	0,0 à 24	4	5	8	6	3
20 000 – 39 999	11	0,0 à 19	6	7	6	7	8
40 000 – 99 999	5	6,1 à 33	11	18	21	15	16
100 000 +	6	3,4 à 34	8	11	12	11	9
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	199	0,0 à 100	7	7	9	8	2
N^{bre} de municipalités déclarantes			199	200	216	238	222

Référence – RIF : TLC 92 3356 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

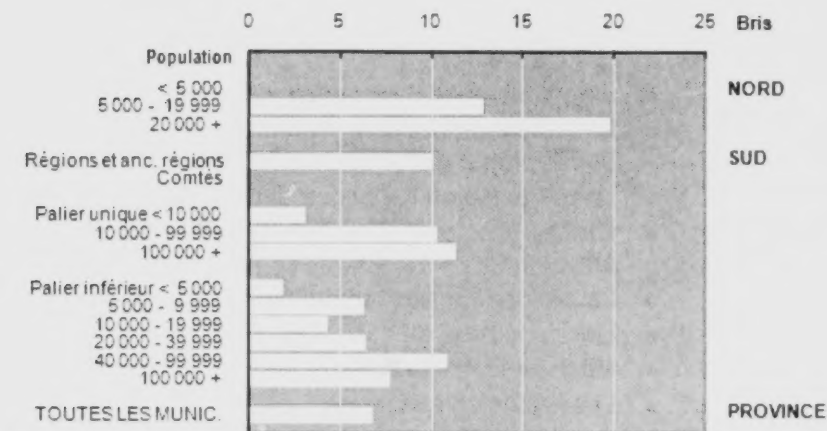
Condition :

- Le nombre de kilomètres de conduite de distribution d'eau divisé par 100 au TLC 92 3356 06 doit être inférieur ou égal au nombre de kilomètres de conduite de distribution d'eau, y compris les prises d'eau et les raccords déclarés au TLC 91 3308 11/100.

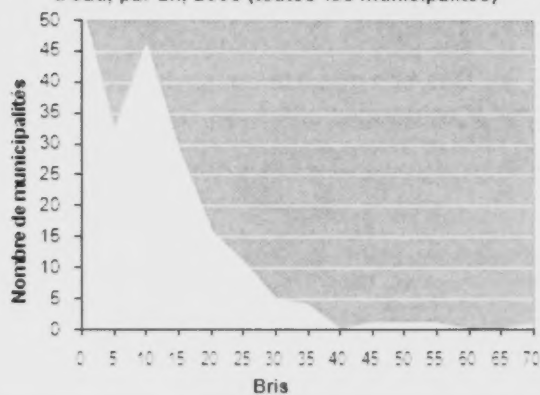
Bris de conduites principales d'eau : Enrichissement

Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an

Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an, 2005 (médiane)



Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an, 2005 (toutes les municipalités)



Objectif	Améliorer la fiabilité du système.
Remarques	Dans le graphique ci-dessus, la première marque de graduation du nombre de bris est 0. La deuxième marque de graduation est 5 et représente un intervalle de 1 à 5 bris. Bien que les marques de graduation représentent en général un intervalle, la première marque de graduation est 0 parce que la plupart des municipalités n'ont déclaré aucun bris.
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">■ L'âge des conduites principales et des raccords.■ Le matériau dont sont fabriquées les conduites (p. ex. fonte ductile, fonte grise, béton ou PVC).■ La présence ou l'absence d'une protection cathodique.■ L'utilisation de revêtement de ciment dans les conduites principales.■ La profondeur des conduites principales d'eau.■ Les conditions du sol.■ L'échelle barométrique et les fluctuations.■ Les pannes d'électricité.■ Les programmes d'entretien et de réfection des conduites.■ La sévérité des conditions hivernales et l'ampleur de la pénétration de la gelée.■ La température de l'eau.■ Le rythme de corrosion (peut être accéléré par d'autres services publics coimplantés).■ Des bris dus à la construction.■ Les normes et les lois nouvelles ou révisées.

Collecte des déchets : Efficience**Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne****Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets**

Nombre total de tonnes de déchets ramassés pour toutes les catégories de propriétés

Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	5	32 à 119	91
5 000 – 19 999	4	43 à 472	50
20 000 +	3	18 à 133	58
SUD			
Régions et anciennes régions	9	42 à 119	77
Comtés			
Palier unique			
< 10 000	2	26 à 89	26
10 000 – 99 999	13	29 à 503	68
100 000 +	3	59 à 81	77
Palier inférieur			
< 5 000	5	27 à 219	84
5 000 – 9 999	7	21 à 357	76
10 000 – 19 999	10	2 à 196	75
20 000 – 39 999	3	60 à 76	67
40 000 – 99 999	4	34 à 58	42
100 000 +	3	60 à 80	80
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	71	2 à 503	76

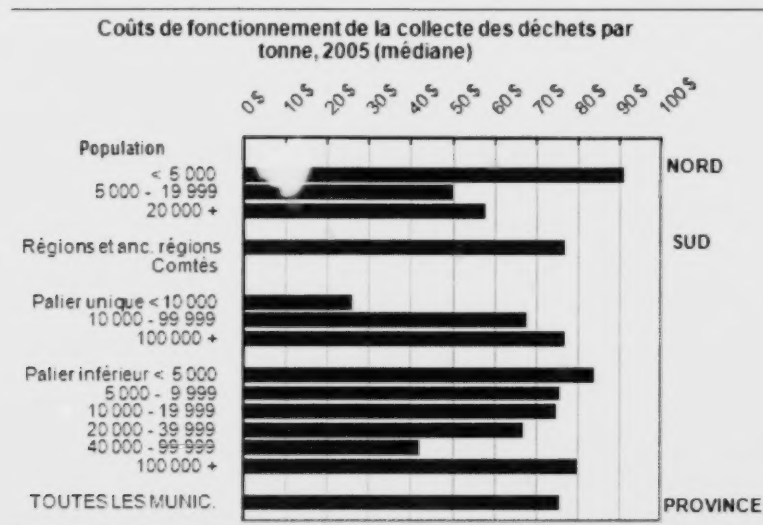
Référence – RIF : TLC 91 3403 13. Sous certaines conditions, 71 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005. Le type d'unité utilisé au dénominateur n'a pas été déclaré par 19 municipalités en 2005.

Conditions :

- Les unités sélectionnées au dénominateur au TLC 91 3403 14 sont « par tonne ».
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Collecte des déchets :**Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne**

Collecte des déchets : Efficience**Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par ménage****Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets****Nombre total de ménages****Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par ménage**

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	43	1 à 204	72
5 000 – 19 999	6	1 à 155	51
20 000 +	1	40	40
SUD			
Régions et anciennes régions	1	59	59
Comtés	3	2 à 42	22
Palier unique			
<10 000	2	34 à 65	34
10 000 – 99 999	1	31	31
100 000 +			
Palier inférieur			
< 5 000	22	9 à 103	41
5 000 – 9 999	33	11 à 133	42
10 000 – 19 999	23	8 à 134	50
20 000 – 39 999	3	16 à 80	61
40 000 – 99 999	1	143	143
100 000 +	1	44	44
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	140	1 à 204	52

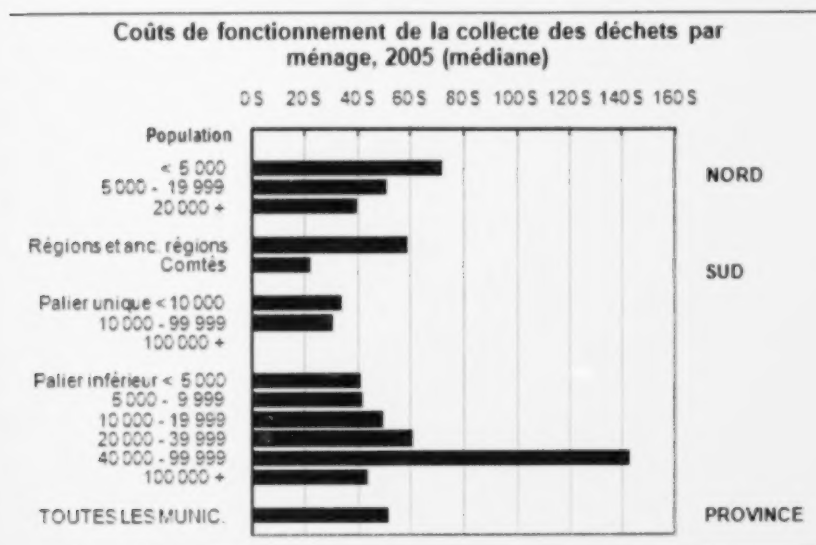
Référence – RIF : TLC 91 3403 13. Sous certaines conditions, 140 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

- Les ménages sont choisis comme unité.
- Le nombre de ménages au dénominateur dans le TLC 91 3503 11 est supérieur ou égal au nombre de ménages dans le TLC 90 0010 02. Remarque : tous les ménages de la municipalité sont déclarés de même que tous les ménages desservis dans les municipalités avoisinantes.
- Les dépenses pour le matériel et les services contractuels ne sont pas des chiffres négatifs. (TLC 91 3403 05 \geq 0 et TLC 91 3403 06 \geq 0). Il convient de noter que les transferts interservices peuvent avoir une valeur négative et doivent être déclarés dans le Rapport d'information financière à titre de rajustements interfonctionnels (tableau 40).
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

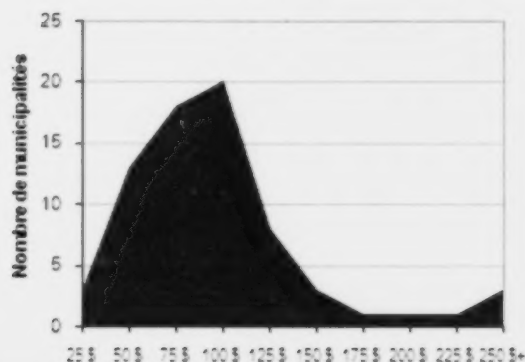
REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

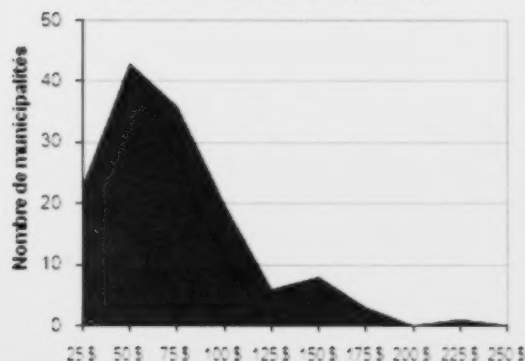
Déchets solides : Efficience**Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par ménage**

Déchets solides : Efficience**Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne ou par ménage**

Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne, 2005 (toutes les municipalités)



Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par ménage, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Services efficaces de collecte des déchets.

Remarques

Si le nombre de ménages est utilisé au dénominateur, il représente le nombre total de ménages et non pas le nombre de ménages desservis. Lorsque le nombre de ménages est relativement faible, le résultat en matière d'efficacité peut sembler bas étant donné que les coûts de fonctionnement sont divisés par le nombre total de ménages.

Si le nombre de tonnes sert de dénominateur, le fait que le nombre de tonnes soit pondéré ou estimé aura une incidence sur les résultats. Il convient de noter que par tonne, on entend une tonne métrique (2 204,6 livres ou 1 000 kilogrammes). Le nombre de tonnes utilisé comme dénominateur au titre de l'efficacité

représente le nombre de tonnes de déchets pour toutes les catégories de propriétés.

En 2001, les municipalités qui disposaient de systèmes intégrés de gestion des déchets solides ne déclaraient que les coûts moyens de fonctionnement pour la gestion des déchets solides par tonne ou par ménage. Durant les années subséquentes, les municipalités qui ont déclaré la mesure intégrée pouvaient également déclarer les mesures individuelles en matière de collecte des déchets, d'élimination des déchets et de réacheminement des déchets solides.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La répartition rurale/urbaine.
- Le niveau des services de collecte des déchets, y compris le pourcentage de résidents desservis, la collecte des déchets d'origine industrielle, commerciale et institutionnelle, la fréquence de la collecte.
- La répartition des déchets résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels.
- La forme urbaine : la distance entre les points de collecte et la quantité de déchets ramassés à chaque point.
- La distance de transport jusqu'aux sites d'enfouissement et aux postes de transfert.
- Les services spéciaux de collecte des déchets (p. ex. collecte sur appel des déchets volumineux et des produits blancs).
- La limite quant au nombre de sacs ou de conteneurs.
L'interdiction de recueillir les feuilles/déchets de jardin et les produits recyclables mêlés aux déchets ordinaires.
- La présence de forces du marché concurrentielles.
- La confiance envers les entrepreneurs privés.
- Le taux général de réacheminement.

Lorsque le nombre de tonnes est utilisé, les facteurs suivants ont également eu une incidence sur les résultats :

- La présence de balances sur les sites d'enfouissement et dans les postes de transfert des déchets solides.
- Le fait qu'il s'agisse d'un nombre de tonnes estimatif ou pondéré.
- L'utilisation des principes généralement reconnus par l'organisme Corporations Supporting Recycling pour mesurer le flux des déchets.

Élimination des déchets : Efficience**Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne****Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets****Nombre total de tonnes de déchets éliminés pour toutes les catégories de propriétés**

Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	7	39 à 102	56
5 000 – 19 999	4	13 à 142	30
20 000 +	3	17 à 115	23
SUD			
Régions et anciennes régions	10	18 à 120	43
Comtés	2	55 à 58	55
Palier unique			
<10 000	2	64 à 87	64
10 000 – 99 999	13	21 à 233	60
100 000 +	3	4 à 82	62
Palier inférieur			
< 5 000	2	52 à 55	52
5 000 – 9 999	8	24 à 257	61
10 000 – 19 999	7	2 à 161	55
20 000 – 39 999	2	66 à 88	66
40 000 – 99 999			
100 000 +			
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	63	2 à 257	56

Référence – RIF : TLC 91 3503 13. Sous certaines conditions, 63 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

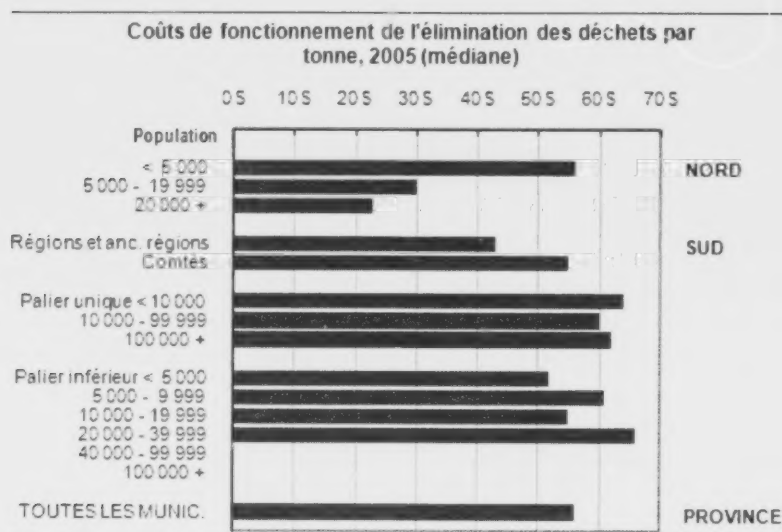
- L'unité sélectionnée au dénominateur au TLC 91 3503 14 est « par tonne ».
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Élimination des déchets :

Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne



Élimination des déchets :**Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par ménage****Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets****Nombre total de ménages****Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par ménage**

Population	Nbre de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	88	1 à 713	70
5 000 – 19 999	6	37 à 129	64
20 000 +	1	49	49
SUD			
Régions et anciennes régions	1	103	103
Comtés	4	1 à 137	35
Palier unique			
<10 000	2	4 à 104	4
10 000 – 99 999	1	69	69
100 000 +			
Palier inférieur			
< 5 000	47	20 à 289	75
5 000 – 9 999	36	1 à 185	48
10 000 – 19 999	18	0,82 à 91	37
20 000 – 39 999	4	3 à 119	42
40 000 – 99 999			
100 000 +			
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	208	0,82 à 713	78

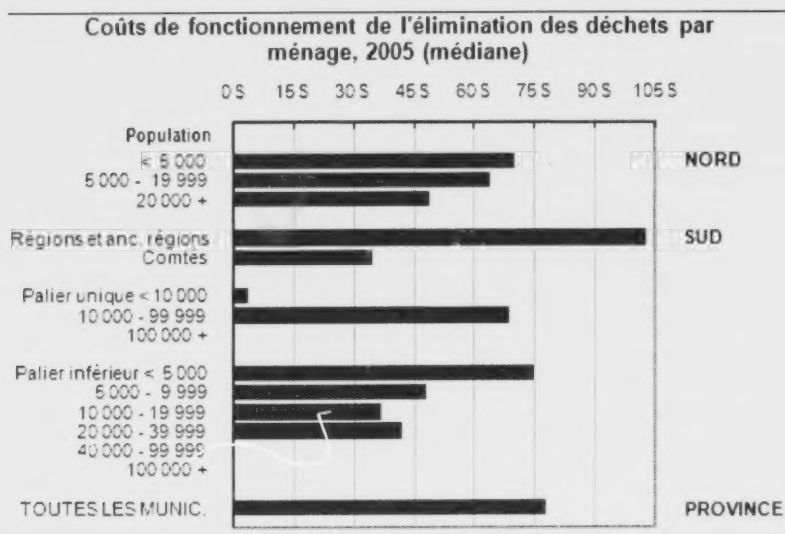
Référence – RIF : TLC 91 3503 13. Sous certaines conditions, 208 municipalités ont déclaré la mesure 2005.

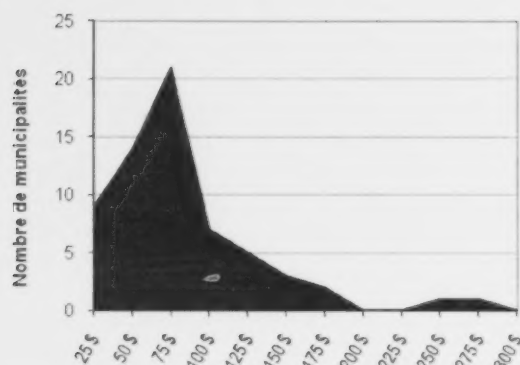
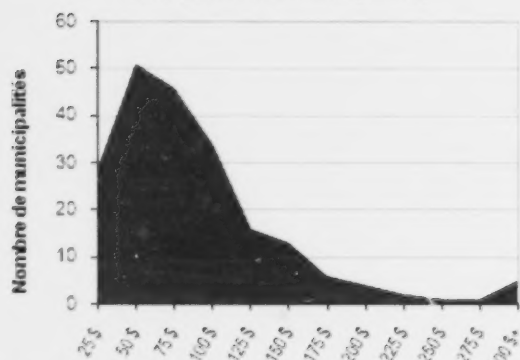
Conditions :

- Les ménages sont l'unité choisie.
- Le dénominateur au TLC 91 3503 11 est égal ou supérieur au nombre de ménages déclaré au TLC 90 0010 02. Il est à noter que tous les ménages de la municipalité sont déclarés, y compris tout ménage desservi dans les municipalités avoisinantes.
- Les dépenses pour le matériel et les services contractuels ne sont pas des valeurs négatives (TLC 91 3403 05 ≥ 0 et TLC 91 3403 06 ≥ 0). Il convient de noter que seuls les transferts interservices peuvent avoir une valeur négative et doivent être déclarés dans le tableau 40 du Rapport d'information financière en tant que rajustements interfonctionnels.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Élimination des déchets : Enclure**Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par ménage**

Déchets solides :**Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne ou par ménage****Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne, 2005 (toutes les municipalités)****Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par ménage, 2005 (toutes les municipalités)****Objectif**

Services efficaces d'élimination des déchets.

Remarques

Si le nombre de tonnes sert de dénominateur, le fait d'utiliser un nombre de tonnes estimatif ou pondéré a une incidence sur les résultats. Il convient de noter que par tonne on entend une tonne métrique (2 204,6 livres ou 1 000 kilogrammes). Le nombre de tonnes utilisé comme dénominateur au titre de l'efficacité représente le nombre de tonnes de déchets pour toutes les catégories de propriétés.

En 2001, les municipalités qui disposaient de systèmes intégrés de gestion des déchets solides ne déclaraient que les coûts moyens de fonctionnement pour la gestion des déchets solides par tonne ou par ménage. Au cours des années subséquentes, les municipalités déclarant la mesure intégrée pouvaient également déclarer les mesures individuelles en matière de collecte des déchets, d'élimination des déchets et de réacheminement des déchets solides.

La valeur de la mesure sera négative si les « Autres revenus » de la formule permettant d'établir les coûts de fonctionnement sont supérieurs à la somme des dépenses. La valeur de la mesure peut également s'avérer négative si les rajustements interfonctionnels (transferts interservices) ou l'allocation de soutien aux programmes (frais généraux) sont supérieurs à la somme des autres dépenses.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La répartition rurale/urbaine.
- La répartition des déchets résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels.
- La méthode d'élimination : enfouissement, incinération, compostage, exportation, etc.
- Le nombre de sites d'enfouissement.
- Les heures d'exploitation des sites d'enfouissement.
- La constatation rétroactive des coûts de fermeture et de postfermeture des sites d'enfouissement.
- Les coûts de l'entretien perpétuel des sites d'enfouissement.
- Les programmes de recyclage et le taux général de réacheminement.
- La présence de forces du marché concurrentielles.
- La confiance envers les entrepreneurs privés.

Lorsque le nombre de tonnes est utilisé, les facteurs suivants ont également une incidence sur les résultats :

- La présence de balances sur les sites d'enfouissement et dans les postes de transfert des déchets solides.
- Le fait qu'il s'agisse d'un nombre de tonnes estimatif ou pondéré.
- L'utilisation des principes généralement reconnus par l'organisme Corporations Supporting Recycling pour mesurer le flux des déchets.

Réacheminement des déchets solides : Efficacité**Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne**

Coûts de fonctionnement du réacheminement des déchets solides
 Nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés pour toutes
 les catégories de propriétés

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	4	26 à 160	115
5 000 – 19 999	4	10 à 319	113
20 000 +	3	11 à 139	112
SUD			
Régions et anciennes régions	9	51 à 226	137
Comtés	1	216	216
Palier unique			
< 10 000	2	57 à 82	57
10 000 – 99 999	12	70 à 223	110
100 000 +	3	43 à 195	165
Palier inférieur			
< 5 000	5	52 à 396	281
5 000 – 9 999	8	19 à 490	173
10 000 – 19 999	9	60 à 578	193
20 000 – 39 999	1	114	114
40 000 – 99 999	3	26 à 110	82
100 000 +	2	120 à 219	120
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	66	10 à 578	137

Référence – RIF : TLC 91 3604 13.

Sous certaines conditions, 66 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

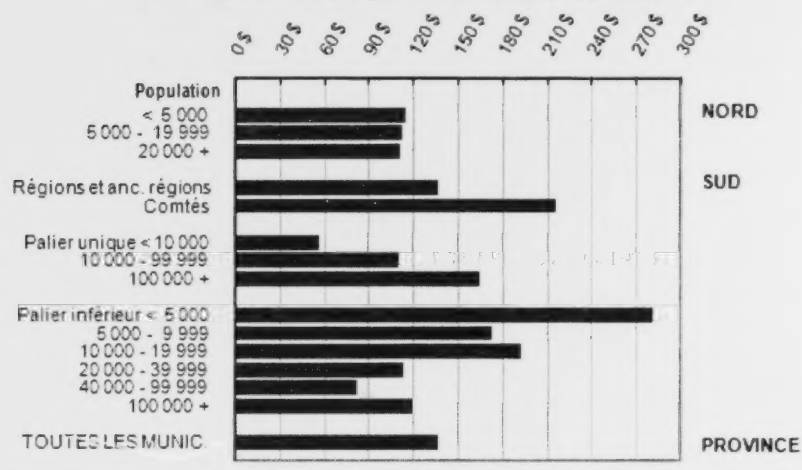
- Les unités sélectionnées au TLC 91 3604 14 sont « par tonne ».
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Le nombre total de tonnes de déchets réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure ne doit pas être inférieur au nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés au numérateur de la mesure de l'efficacité au titre du réacheminement des déchets solides résidentiels au TLC 92 3655 05, si la mesure a été utilisée.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Réacheminement des déchets solides : Efficacité

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage)
des déchets solides par tonne, 2005 (médiane)

Réacheminement des déchets solides : Efficience**Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par ménage**

Coûts de fonctionnement du réacheminement des déchets solides

Nombre total de ménages

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par ménage

Population	N ^o de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	54	0,23 à 89	18
5 000 – 19 999	5	18 à 46	26
20 000 +	1	20	20
SUD			
Régions et anciennes régions	1	64	64
Comtés	4	15 à 52	44
Palier unique			
< 10 000	2	28 à 67	28
10 000 – 99 999	1	31	31
100 000 +			
Palier inférieur			
< 5 000	46	2 à 83	24
5 000 – 9 999	33	0,14 à 88	33
10 000 – 19 999	20	0,04 à 95	25
20 000 – 39 999	3	4 à 64	49
40 000 – 99 999	1	45	45
100 000 +			
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	171	0,04 à 95	25

Référence – RIF : TLC 91 3604 13.

Sous certaines conditions, 171 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

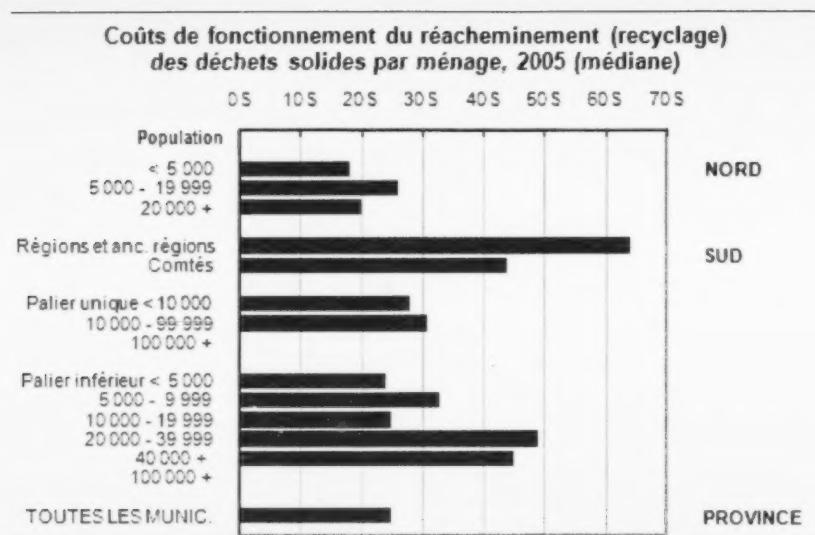
- Les ménages sont l'unité choisie.
- Le nombre de ménages pour le dénominateur au TLC 91 3503 11 est égal ou supérieur au nombre de ménages déclaré au TLC 90 0010 02. Il convient de noter que tous les ménages de la municipalité sont déclarés ainsi que les ménages desservis dans les municipalités avoisinantes.
- Les dépenses pour le matériel et les services contractuels ne sont pas des valeurs négatives (TLC 91 3403 05 \geq 0 et TLC 91 3403 06 \geq 0). Il convient de noter que seuls les transferts interservices peuvent avoir une valeur négative et doivent être déclarés dans le tableau 40 du Rapport d'information financière en tant que rajustements interfonctionnels.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Réacheminement des déchets solides : En bref

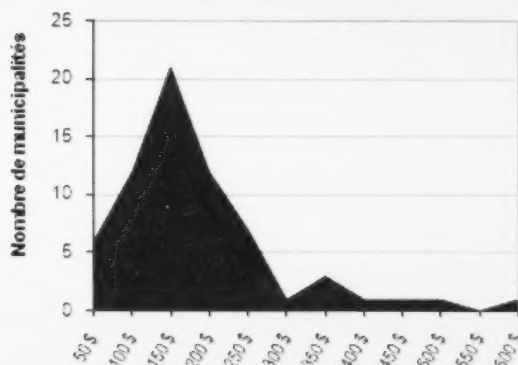
Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par ménage



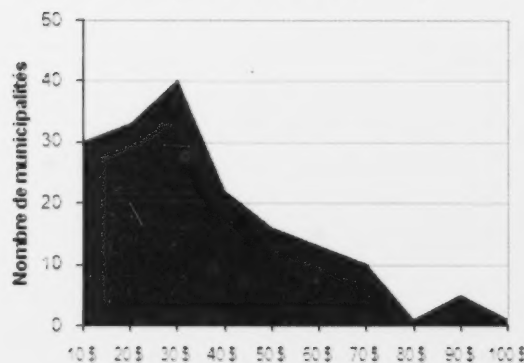
Déchets solides : Efficacité

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne ou par ménage

Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets par tonne, 2005 (toutes les municipalités)



Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par ménage, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Services efficaces de réacheminement des déchets solides.

Remarques

Si le nombre de tonnes sert de dénominateur, le fait d'utiliser un nombre de tonnes estimatif ou pondéré a une incidence sur les résultats. Il convient de noter que par tonne on entend une tonne métrique (2 204,6 livres ou 1 000 kilogrammes). Le nombre de tonnes utilisé comme dénominateur au titre de l'efficacité représente le nombre de tonnes de déchets pour toutes les catégories de propriétés.

En 2001, les municipalités qui disposaient de systèmes intégrés de gestion des déchets solides ne déclaraient que les coûts moyens de fonctionnement pour la gestion des déchets solides par tonne ou par ménage. Durant les années subséquentes, les municipalités déclarant la mesure intégrée pouvaient aussi déclarer les mesures individuelles en matière de collecte des déchets, d'élimination des déchets et de réacheminement des déchets solides.

La valeur de la mesure sera négative si les « Autres revenus » de la formule permettant d'établir les coûts de fonctionnement sont supérieurs à la somme des dépenses. La valeur de la mesure peut également s'avérer négative si les rajustements interfonctionnels (transferts interservices) ou l'allocation de soutien aux programmes (frais généraux) sont supérieurs à la somme des autres dépenses.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La répartition rurale/urbaine.
- L'ampleur des programmes de réacheminement des déchets solides et le type de matériaux réacheminés.
- La répartition des déchets résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels réacheminés.
- Le taux de réacheminement des déchets solides, y compris le niveau de participation du public ainsi que des secteurs industriels, commerciaux et institutionnels.
- Les types de matériaux recyclés dans le cadre des programmes de réacheminement (p. ex. papier, contenants, déchets biologiques, déchets de jardin, ferraille, pneus, déchets électroniques, produits blancs, etc.)
- Les services de collecte et la fréquence de la collecte.
- Les budgets de promotion et de sensibilisation.
- Le niveau de participation publique.
- La distance de transport vers une usine de traitement et les marchés.
- La présence de forces du marché concurrentielles.
- La confiance envers les entrepreneurs privés.
- Les montants perçus pour les matières recyclables.

Lorsque le nombre de tonnes a été utilisé, les facteurs suivants ont également eu une incidence sur les résultats :

- La présence de balances sur les sites d'enfouissement et dans les postes de transfert des déchets solides.
- Le fait qu'il s'agisse d'un nombre de tonnes estimatif ou pondéré.

- Les précipitations, qui augmentent le poids des matières recueillies.
- L'utilisation des principes généralement reconnus par l'organisme Corporations Supporting Recycling pour mesurer le flux des déchets.

Gestion des déchets solides : 110-3605

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides

Nombre total de tonnes de déchets éliminés et réacheminés pour toutes les catégories de propriétés

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne

Population	N ^o de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	2	106 à 172	106
5 000 – 19 999	4	66 à 230	83
20 000 +	3	30 à 174	51
SUD			
Régions et anciennes régions	10	54 à 196	104
Comtés			
Palier unique			
< 10 000	2	86 à 146	86
10 000 – 99 999	13	47 à 212	125
100 000 +	3	41 à 147	115
Palier inférieur			
< 5 000	2	84 à 157	84
5 000 – 9 999	5	53 à 175	107
10 000 – 19 999	7	6 à 250	102
20 000 – 39 999			
40 000 – 99 999			
100 000 +	1	94	94
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	52	6 à 250	107

Référence – RIF : TLC 91 3605 13. Sous certaines conditions, 52 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005

Conditions :

- Les unités sélectionnées pour le dénominateur au TLC 91 3605 14 sont « par tonne ».
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Le dénominateur de la mesure est supérieur ou égal au nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels éliminés et au nombre total de tonnes de déchets éliminés au dénominateur de la mesure de l'efficacité du réacheminement des déchets solides, si la mesure a été utilisée. (TLC 91 3605 11 >= TLC 92 3655 06)
- Le dénominateur de la mesure est égal au nombre total de déchets solides éliminés et réacheminés du dénominateur de la mesure de l'efficacité du réacheminement des déchets solides résidentiels fondé sur le tonnage combiné de déchets résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels, si la mesure a été utilisée. (TLC 91 3605 11 = TLC 92 3656 06)

REMARQUES :

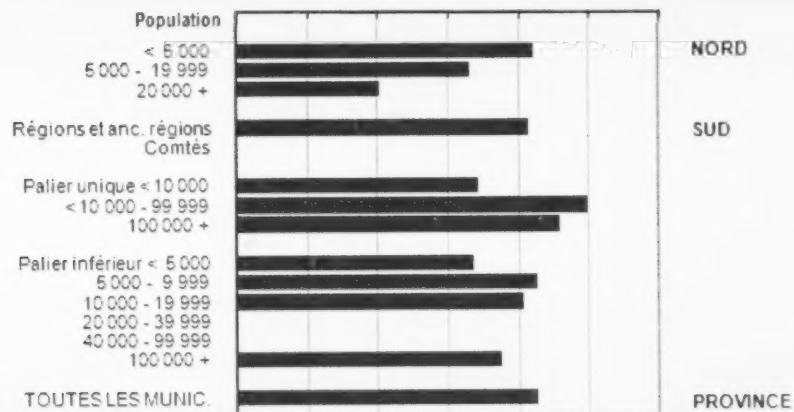
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Gestion des déchets solides : Efficience

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne, 2005 (médiane)

0 \$ 25 \$ 50 \$ 75 \$ 100 \$ 125 \$ 150 \$



Gestion des déchets solides :

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par ménage

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides
Nombre total de ménages

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par ménage

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	2005	
		Fourchette \$	Médiane \$
NORD			
< 5 000	19	20 à 391	158
5 000 – 19 999	5	106 à 203	147
20 000 +	1	110	110
SUD			
Régions et anciennes régions			
Comtés	2	155 à 210	155
Palier unique			
< 10 000	2	96 à 206	96
10 000 – 99 999	1	132	132
100 000 +			
Palier inférieur			
< 5 000	21	55 à 415	127
5 000 – 9 999	25	64 à 262	115
10 000 – 19 999	14	83 à 182	114
20 000 – 39 999	3	135 à 248	156
40 000 – 99 999			
100 000 +			
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	93	20 à 415	133

Référence – RIF : TLC 91 3605 13. Sous certaines conditions, 93 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

Conditions :

- Les ménages sont choisis comme unité.
- Le dénominateur au TLC 91 3503 11 est égal ou supérieur au nombre de ménages déclaré au TLC 90 0010 02. Il convient de noter que tous les ménages de la municipalité sont déclarés ainsi que les ménages desservis dans les municipalités avoisinantes.
- Les dépenses pour le matériel et les services contractuels ne sont pas des valeurs négatives (TLC 91 3403 05 ≥ 0 et TLC 91 3403 06 ≥ 0). Il convient de noter que seuls les transferts interservices peuvent avoir une valeur négative et doivent être déclarés dans le tableau 40 du Rapport d'information financière en tant que rajustements interfonctionnels.
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

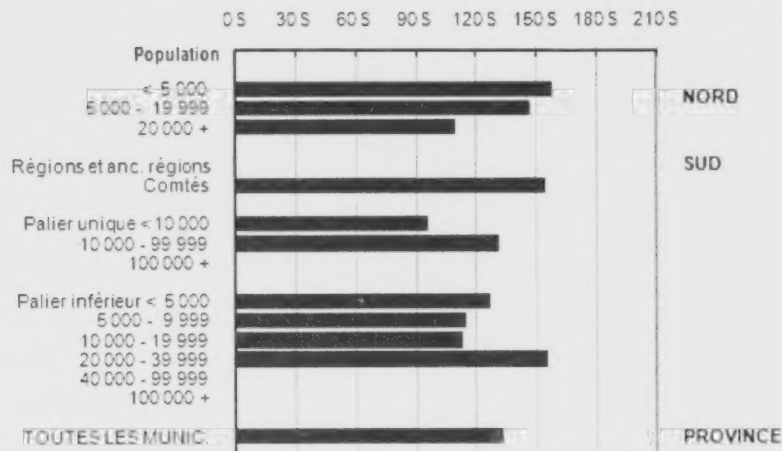
REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Gestion des déchets solides :

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par ménage

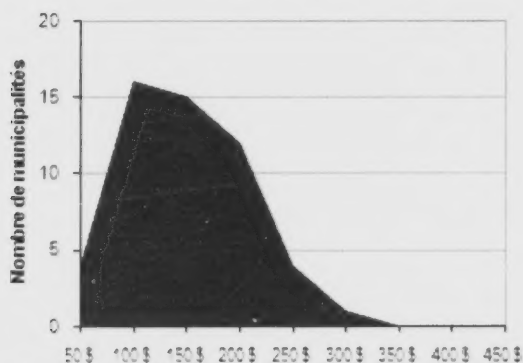
Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte élimination et réacheminement) par ménage, 2005 (médiane)



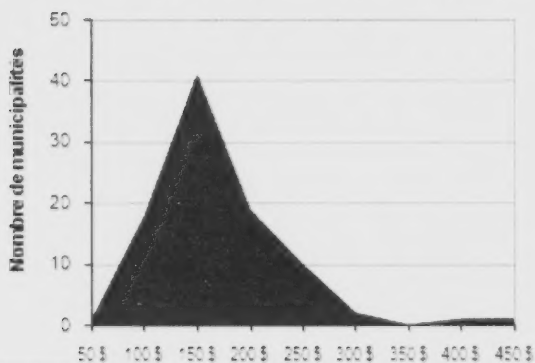
Gestion des déchets solides : Fonctionnement

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides par tonne ou par ménage

Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides par tonne, 2005 (toutes les municipalités)



Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides par ménage, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Gestion efficiente des déchets solides.

Remarques

Les facteurs ayant une incidence sur la présente mesure comprennent tous les facteurs ayant une incidence sur chaque volet de cette mesure.

En 2001, les municipalités qui disposaient de systèmes intégrés de gestion des déchets solides ne déclaraient que les coûts moyens de fonctionnement pour la gestion des déchets solides par tonne ou par ménage. Durant les années subséquentes, les municipalités déclarant la mesure intégrée pouvaient également déclarer les mesures individuelles en matière de collecte des déchets, d'élimination des déchets et de réacheminement des déchets solides.

Si le nombre de tonnes sert de dénominateur, le fait d'utiliser un nombre de tonnes estimatif ou pondéré a une incidence sur les résultats. Il convient de noter que par tonne on entend une tonne métrique (2 204,6 livres ou 1 000 kilogrammes). Le nombre de tonnes utilisé comme dénominateur au titre de l'efficacité représente le nombre de tonnes de déchets pour toutes les catégories de propriétés.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La répartition rurale/urbaine.
- La répartition des déchets résidentiels, industriels, commerciaux et institutionnels.
- La forme urbaine : la distance entre les points de collecte et la quantité de déchets ramassés à chaque point.
- La présence de forces du marché concurrentielles.
- La confiance envers les entrepreneurs privés.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats en matière de collecte des déchets :

- Le niveau des services de collecte des déchets, y compris le pourcentage de résidents desservis, la collecte des déchets d'origine industrielle, commerciale et institutionnelle, la fréquence de la collecte.
- La distance de transport vers les sites d'enfouissement et les postes de transfert.
- Les services spéciaux de collecte des déchets (p. ex. collecte sur appel des déchets volumineux et des produits blancs).
- La limite quant au nombre de sacs ou de conteneurs.
L'interdiction de recueillir les feuilles/les déchets de jardin et les produits recyclables mêlés aux déchets ordinaires.
- Le taux général de réacheminement.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats en matière d'élimination des déchets :

- La méthode d'élimination (enfouissement, incinération, compostage, exportation, etc.).
- Le nombre de sites d'enfouissement.
- Les heures de fonctionnement des sites d'enfouissement.
- La constatation rétroactive des coûts de fermeture et de postfermeture des sites d'enfouissement.
- Les coûts de l'entretien perpétuel des sites d'enfouissement.
- Les programmes de recyclage et le taux de réacheminement des déchets solides.

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats en matière de réacheminement des déchets :

- L'ampleur des programmes de réacheminement des déchets solides et le type de matériaux réacheminés.
- Le taux de réacheminement des déchets solides, y compris le niveau de participation du public et des secteurs industriels, commerciaux et institutionnels.
- Les types de matériaux recyclés dans le cadre des programmes de réacheminement (p. ex. papier, contenants, déchets biologiques, déchets de jardin, ferraille, pneus, déchets électroniques, produits blancs, etc.)
- Les services de collecte et la fréquence de la collecte.
- Les budgets de promotion et de sensibilisation.
- Le niveau de participation publique.
- La distance de transport vers une usine de traitement et les marchés.
- Les montants perçus pour les matières recyclables.

Lorsque le nombre de tonnes est utilisé, les facteurs suivants influencent également les résultats :

- La présence de balances sur les sites d'enfouissement et dans les postes de transfert des déchets solides.
- Le fait qu'il s'agisse d'un nombre de tonnes estimatif ou pondéré.
- Les précipitations, qui augmentent le poids des matières recueillies.
- L'utilisation des principes généralement reconnus par l'organisme Corporations Supporting Recycling pour mesurer le flux des déchets.

Gestion des déchets solides :

Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an

Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an

Nombre total de ménages/1 000

Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de plaintes	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} de plaintes	Médiane N ^{bre} de plaintes	Médiane N ^{bre} de plaintes	Médiane N ^{bre} de plaintes	Médiane N ^{bre} de plaintes
NORD							
< 5 000	85	0 à 58	0	1	0	0	2
5 000 – 19 999	11	0 à 19	4	3	2	3	3
20 000 +	4	4 à 121	12	12	12	18	14
SUD							
Régions et anciennes régions	12	0 à 62	23	17	25	27	24
Comtés	6	0 à 42	2	5	14	7	11
Palier unique							
<10 000	4	2 à 61	3	6	5	5	4
10 000 – 99 999	16	1 à 116	13	15	10	9	10
100 000 +	4	4 à 67	25	10	10	34	33
Palier inférieur							
< 5 000	55	0 à 141	2	3	3	3	2
5 000 – 9 999	49	0 à 116	5	5	5	6	6
10 000 – 19 999	33	0 à 161	5	7	5	8	12
20 000 – 39 999	6	0 à 134	4	10	12	9	7
40 000 – 99 999	4	15 à 132	26	22	32	22	19
100 000 +	4	29 à 76	30	45	45	2	8
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	293	0 à 161	5	5	5	5	6
N^{bre} de municipalités déclarantes			293	284	292	290	286

Référence – RIF : TLC 92 3452 07. Sous certaines conditions, 293 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005.

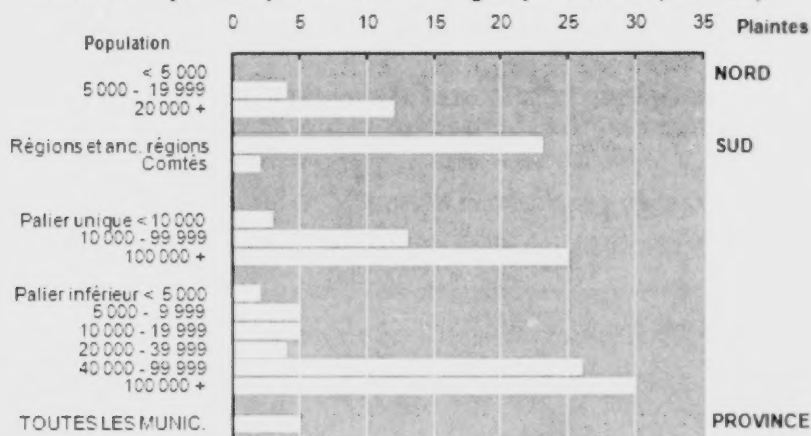
Condition :

- Le nombre de plaintes ne correspond pas au nombre total de ménages/1 000 du dénominateur.

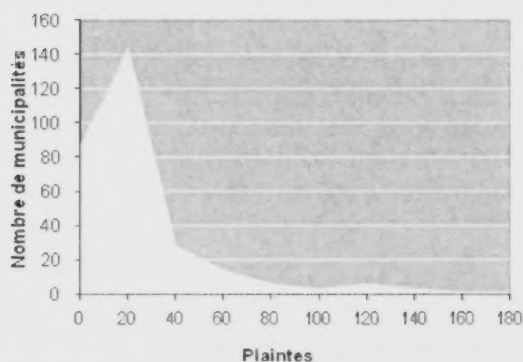
Gestion des déchets solides :

Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an

Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an, 2005 (médiane)



Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Prestation de services municipaux de gestion des déchets solides qui n'ont aucune incidence néfaste sur l'environnement.

Remarques

Les systèmes de suivi des municipalités et leurs définitions d'une plainte diffèrent.

Les plaintes ne doivent pas comprendre les demandes de renseignements du public à l'égard d'un service ou les commentaires à l'égard des politiques municipales. Certaines municipalités ont donné des exemples de plaintes (collecte de déchets incomplète, déchets non recueillis, conteneurs sales,

problèmes afférents aux bancs de neige). Selon une municipalité, une plainte nécessite une enquête du personnel municipal et une résolution.

La mesure fait référence au nombre total de ménages dans la municipalité divisé par 1 000 ménages recevant des services de collecte.

**Facteurs ayant
une incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le fait que les plaintes fassent l'objet d'un suivi officiel ou que le nombre en soit estimé.
- Le fait que le système comprenne à la fois les plaintes adressées par téléphone et par écrit.
- Le fait que les plaintes soient considérées séparément des demandes de renseignements du public.
- La prestation de services de collecte à domicile ou l'utilisation exclusive de services de récupération à un dépotoir par la municipalité.
- Un changement d'entrepreneur ou de méthode de collecte.
- La responsabilité de la municipalité pour la collecte des déchets solides et pour le réacheminement à l'intérieur d'un système à deux paliers. Aux fins d'exhaustivité, les résultats du palier supérieur et ceux du palier inférieur doivent dans certains cas être combinés.

Gestion des déchets solides :

Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement

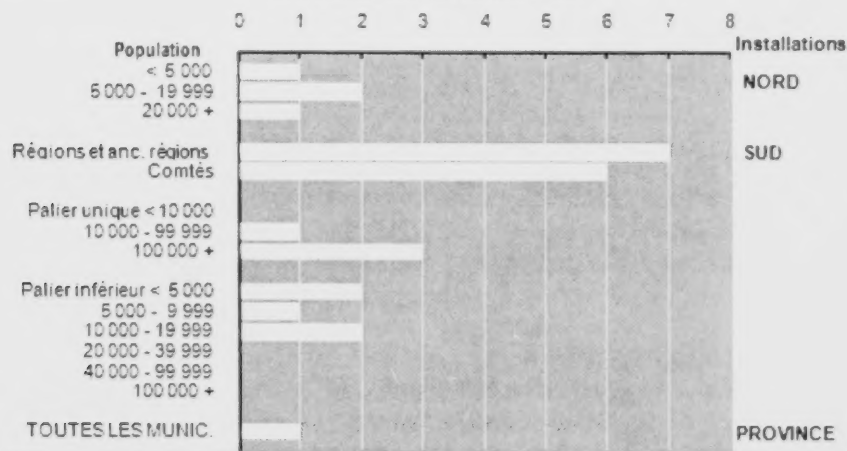
Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement

			2005	2004	2003	2002	2001
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} d'installations	Médiane N ^{bre} d'installations	Médiane N ^{bre} d'installations	Médiane N ^{bre} d'inst.	Médiane N ^{bre} d'inst.	Médiane N ^{bre} d'inst.
NORD							
< 5 000	75	0 à 9	1	1	1	1	1
5 000 – 19 999	11	0 à 4	2	2	1	1	1
20 000 +	3	1 à 2	1	1	1	1	1
SUD							
Régions et anciennes régions	12	1 à 18	7	7	7	7	7
Comtés	5	1 à 41	6	6	6	6	0
Palier unique							
<10 000	2	0	0	0	0	0	0
10 000 – 99 999	15	0 à 42	1	1	1	1	1
100 000 +	4	2 à 12	3	3	3	3	4
Palier inférieur							
< 5 000	39	0 à 8	2	2	2	1	1
5 000 – 9 999	43	0 à 5	1	1	2	1	1
10 000 – 19 999	23	0 à 6	2	2	2	2	0
20 000 – 39 999	1	0	0	0	0	0	0
40 000 – 99 999	2	0 à 1	0	1	1	1	0
100 000 +	3	0 à 1	0	0	0	0	0
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	238	0 à 42	1	1	1	1	1
N^{bre} de municipalités déclarantes							
			238	259	248	263	408

Référence – RIF : TLC 92 3552 07. Aucune condition.

REMARQUES : En 2001, la mesure était définie comme le nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité.

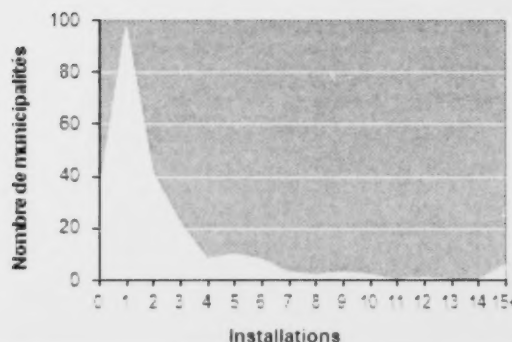
Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement, 2005 (médiane)



Gestion des déchets solides : Efficacité

Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement

Nombre total d'installations de gestion des déchets appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Prestation de services municipaux de gestion des déchets solides qui n'ont aucune incidence sur l'environnement.

Remarques

Cette mesure ne s'applique qu'aux installations de gestion des déchets solides dont la municipalité est propriétaire. La mesure englobe les sites d'enfouissement en milieu ouvert ou en milieu fermé.

En 2001, la mesure était définie comme le nombre total d'installations de gestion des déchets solides dont la municipalité était propriétaire. En 2002, la mesure a été redéfinie comme le nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement. Un nombre réduit d'installations détiennent un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement; par conséquent, un nombre limité de municipalités ont déclaré la mesure à partir de 2002.

Parmi les municipalités déclarantes, 41 ont indiqué ne pas être propriétaires d'une telle installation en 2005.

Cette mesure permet de mettre en contexte le nombre de jours par année pendant lesquels une ordonnance exécutoire rendue par le ministère de l'Environnement à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines était en vigueur ainsi que le nombre d'installations touchées.

Réacheminement des déchets solides : Efficacité

Nombre de jours par an pendant lesquels une ordonnance de se conformer et de prendre des mesures correctives rendue par le ministère de l'Environnement à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines était en vigueur dans une installation de gestion des déchets appartenant à la municipalité, par installation

Nombre de jours par an pendant lesquels une ordonnance de se conformer et de prendre des mesures correctives rendue par le ministère de l'Environnement à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines était en vigueur dans une installation de gestion des déchets appartenant à la municipalité, par installation

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} de jours	2005				Total 1 à 365 jours N ^{bre} de munic.
			1 à 30 jours N ^{bre} de munic.	31 à 100 jours N ^{bre} de munic.	101 à 199 jours N ^{bre} de munic.	201 à 365 jours N ^{bre} de munic.	
NORD							
< 5 000	57	0 à 365		1		2	3
5 000 – 19 999	5	0					
20 000 +	2	0					
SUD							
Régions et anciennes régions	8	0 à 365				2	2
Comtés	2	0					
Palier unique							
<10 000							
10 000 – 99 999	12	0					
100 000 +	1	0					
Palier inférieur							
< 5 000	23	0 à 238				1	1
5 000 – 9 999	22	0					
10 000 – 19 999	16	0 à 2	1				1
20 000 – 39 999							
40 000 – 99 999							
100 000 +							
TOUTES LES MUNICIPALITÉS, 2005	148	0 à 365	1	1	0	5	7
TOUTES LES MUNICIPALITÉS, 2004	145	0 à 365	5	3	0	3	11
TOUTES LES MUNICIPALITÉS, 2003	145	0 à 365	6	4	0	4	14
TOUTES LES MUNICIPALITÉS, 2002	133	0 à 365	3	3	3	3	12
TOUTES LES MUNICIPALITÉS, 2001	121	0 à 365	2	3	1	4	10

Référence – RIF : TLC 92 3553 07 à TLC 92 3560 07. Sous certaines conditions, 148 municipalités ont déclaré cette mesure en 2005. La déclaration est facultative pour les municipalités où aucune ordonnance exécutoire n'est en vigueur.

Condition :

- La municipalité a déclaré une valeur supérieure ou égale à 0 aux lignes 3553 à 3560.
- Chaque municipalité est comptée une fois. Si la municipalité a plusieurs installations faisant l'objet d'une ordonnance exécutoire, l'installation ayant le plus grand nombre de jours par année pendant lesquels l'ordonnance exécutoire était en vigueur est comptée.

Objectif	La prestation de services municipaux de gestion des déchets solides qui n'ont aucune incidence néfaste sur l'environnement.
Remarques	Cette mesure ne s'applique qu'aux installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et pour lesquels un certificat d'approbation et une ordonnance exécutoire ont été émis par le ministère de l'Environnement (MEO) à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines.

Réacheminement des déchets solides : Éricacité

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés

$$\frac{\text{Nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés}}{\text{Nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels éliminés et réacheminés}} \times 100$$

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés

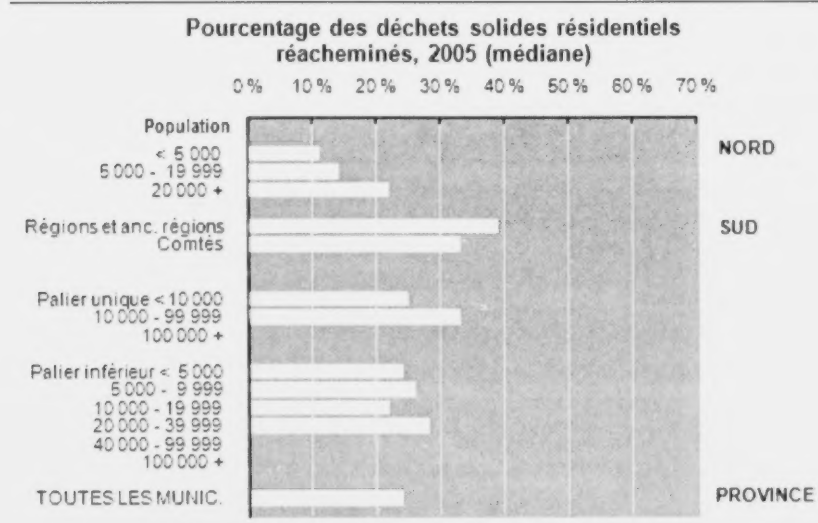
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005 Médiane %	2004 Médiane %	2003 Médiane %	2002 Médiane %	2001 Médiane %
NORD							
< 5 000	23	0 % à 43 %	11 %	10 %	7 %	5 %	4 %
5 000 – 19 999	5	3 % à 31 %	14 %	16 %	11 %	6 %	5 %
20 000 +	1	22 %	22 %	19 %	22 %	29 %	29 %
SUD							
Régions et anciennes régions	4	28 % à 46 %	39 %	32 %	36 %	29 %	28 %
Comtés	4	30 % à 50 %	33 %	32 %	34 %	31 %	18 %
Palier unique							
< 10 000	2	25 % à 64 %	25 %	66 %			
10 000 – 99 999	6	15 % à 53 %	33 %	34 %	35 %	45 %	34 %
100 000 +				28 %	43 %	35 %	35 %
Palier inférieur							
< 5 000	18	0 % à 64 %	24 %	23 %	26 %	29 %	17 %
5 000 – 9 999	17	12 % à 58 %	26 %	22 %	26 %	22 %	28 %
10 000 – 19 999	13	10 % à 56 %	22 %	19 %	21 %	20 %	18 %
20 000 – 39 999	2	28 % à 37 %	28 %	27 %		25 %	
40 000 – 99 999					36 %	7 %	7 %
100 000 +				27 %			35 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	95	0 % à 64 %	24 %	23 %	21 %	22 %	27 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			95	111	106	99	99

Référence – RIF : TLC 92 3655 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous. Les conditions comparent les tonnes déclarées au numérateur et au dénominateur avec les tonnes déclarées au dénominateur des mesures d'efficacité.

Conditions :

- Le pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés est inférieur à 100 %.
- Le nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés au dénominateur de la mesure doit être inférieur au nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure de l'efficacité portant sur le réacheminement (si cette mesure est utilisée). (TLC 92 3655 05 < TLC 91 3605 11 lorsque les unités sont des tonnes.)
- Le nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels éliminés et le nombre total de déchets solides réacheminés indiqué au dénominateur de cette mesure doivent être inférieurs au nombre total de tonnes de déchets éliminés et au nombre total de tonnes de déchets réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure de l'efficacité portant sur la gestion intégrée des déchets solides (si cette mesure est utilisée). (TLC 92 3655 06 < TLC 91 3605 11 lorsque les unités sont des tonnes.)

Réacheminement des déchets solides : Efficacité Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés



Réacheminement des déchets solides :

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)

$$\frac{\text{Nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés pour toutes les catégories de propriétés}}{\text{Nombre total de tonnes de déchets solides éliminés et réacheminés pour toutes les catégories de propriétés}} \times 100$$

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)

			2005	2004	2003	2002	2001
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %
NORD							
< 5 000	5	0 % à 48 %	24 %	6 %	0 %		11 %
5 000 – 19 999	1	11 %	11 %		7 %	8 %	7 %
20 000 +				13 %	5 %	11 %	29 %
SUD							
Régions et anciennes régions	1	31 %	31 %	26 %	22 %	14 %	13 %
Comtés							
Palier unique							
< 10 000							
10 000 – 99 999	4	18 % à 54 %	44 %	51 %	36 %	50 %	49 %
100 000 +							
Palier inférieur							
< 5 000	4	9 % à 25 %	15 %	15 %	9 %	9 %	26 %
5 000 – 9 999	4	11 % à 27 %	20 %	17 %	20 %	19 %	11 %
10 000 – 19 999	1	29 %	29 %	26 %	29 %	27 %	28 %
20 000 – 39 999				30 %			28 %
40 000 – 99 999	1	32 %	32 %	38 %		40 %	33 %
100 000 +							
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	21	0 % à 54 %	24 %	26 %	20 %	19 %	24 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			21	15	11	14	22

Référence – RIF : TLC 92 3656 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous. Les conditions comparent les tonnes déclarées au numérateur et au dénominateur avec les tonnes déclarées au dénominateur des mesures d'efficacité. Le numérateur et le dénominateur sont également comparés aux valeurs entrées à la mesure d'efficacité du réacheminement des déchets solides résidentiels, lorsque la mesure est utilisée.

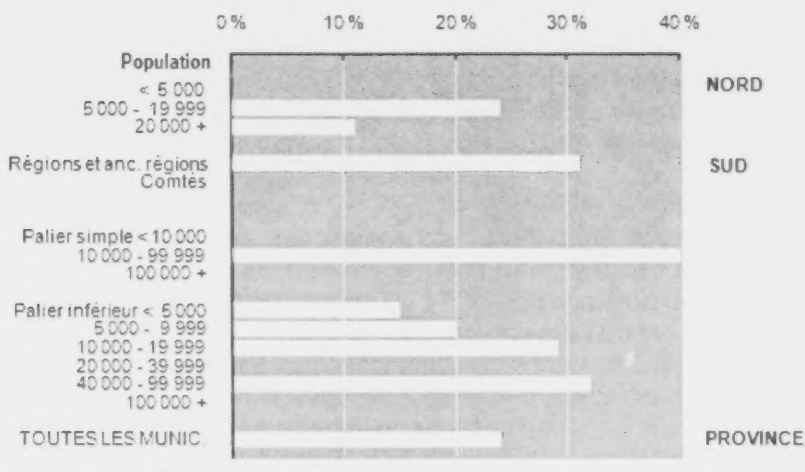
Conditions :

- Le pourcentage de déchets solides réacheminés est inférieur à 100 %.
- Lorsqu'une municipalité déclare les deux mesures d'efficacité relatives au réacheminement, le nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au numérateur dans 92 3656 05 doit être supérieur au nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés au numérateur de la mesure par rapport au nombre de tonnes de déchets résidentiels et industriels, commerciaux et institutionnels. (TLC 92 3656 05 > TLC 92 3655 05)
- Lorsqu'une municipalité déclare les deux mesures d'efficacité relatives au réacheminement, le nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés et éliminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur dans 92 3656 06 doit être supérieur au nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels réacheminés et éliminés au dénominateur de la mesure par rapport au nombre de tonnes de déchets résidentiels et industriels, commerciaux et institutionnels. (TLC 92 3656 06 > TLC 92 3655 06)
- Lorsqu'une municipalité déclare la mesure d'efficacité pour le réacheminement des déchets solides et sélectionne les tonnes comme unité, le nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure d'efficacité dans TLC 91 3604 11 doit correspondre aux tonnes de déchets réacheminés pour toutes les catégories de propriétés au numérateur de la mesure dans TLC 92 3656 05. (TLC 92 3656 06 = TLC 91 3605 11 lorsque les unités sont des tonnes.)
- Lorsqu'une municipalité déclare la mesure d'efficacité pour la gestion des déchets solides et sélectionne les tonnes comme unité de mesure, le nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés et éliminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure d'efficacité dans TLC 91 3605 11 doit correspondre au nombre de tonnes de déchets solides réacheminés et éliminés pour toutes les catégories de propriétés au dénominateur de la mesure dans TLC 92 3656 06. (TLC 92 3656 06 = TLC 91 3605 11 lorsque les unités sont des tonnes.)

Réacheminement des déchets solides :

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle), 2005 (médiane)

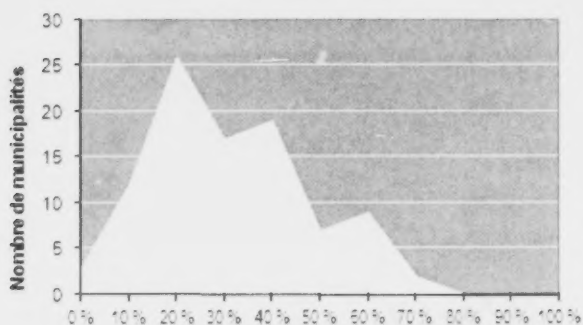


Réacheminement des déchets solides :

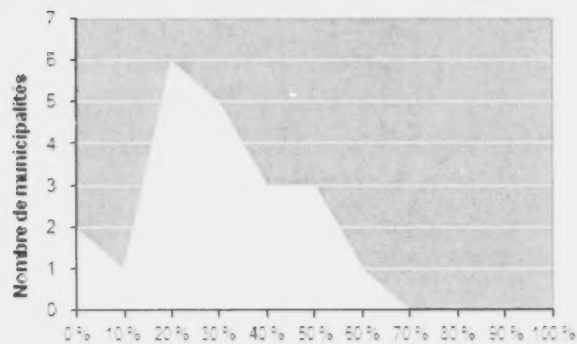
Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)

Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés, 2005 (toutes les municipalités)



Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle), 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Réacheminement des déchets solides des sites d'enfouissement et/ou des incinérateurs dans le cadre des programmes municipaux de réduction des déchets.

Remarques

Les municipalités ne doivent remplir qu'une mesure d'efficacité quant au réacheminement des déchets solides. Si la municipalité déclare le nombre de tonnes de déchets résidentiels de façon distincte, elle doit déclarer la mesure « Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés ». Si la municipalité ne déclare pas le nombre de tonnes de déchets solides résidentiels distinctement du nombre de tonnes de déchets solides d'origine industrielle, commerciale et institutionnelle, elle doit consigner la mesure « Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets

d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle) ».

De nombreuses municipalités ont déclaré ces deux mesures et ont fourni les mêmes résultats à cet égard. Comme ces municipalités ne semblaient pas faire une distinction entre le nombre de tonnes de déchets résidentiels et le nombre de tonnes de déchets pour toutes les catégories de propriétés, une condition a été établie pour comparer le nombre total de tonnes de déchets solides résidentiels au nombre total de tonnes de déchets solides pour toutes les catégories de propriétés. Les municipalités dont les nombres totaux de tonnes étaient identiques n'ont pas été incluses.

Dans le cadre de l'analyse des résultats, le nombre de tonnes de déchets solides éliminés et réacheminés inscrit au dénominateur de chacune de ces mesures a été comparé au dénominateur de la mesure de l'efficacité, au nombre total de tonnes de déchets solides éliminés ainsi qu'au nombre total de tonnes de déchets solides réacheminés pour toutes les catégories de propriétés.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- L'utilisation des principes généralement reconnus par l'organisme *Corporations Supporting Recycling* pour calculer le taux de réacheminement des déchets solides.
- L'utilisation d'un suivi par catégorie des déchets réacheminés.
- La présence de balances sur les sites d'enfouissement et dans les postes de transfert des déchets.
- La disponibilité des données sur la quantité de déchets solides reçus par les installations privées de transfert des déchets.
- Le fait que le nombre de tonnes de déchets résidentiels éliminés et réacheminés soit estimatif ou pondéré. (Certaines municipalités pèsent les déchets réacheminés, mais estiment la quantité de déchets éliminés).
- La méthode de collecte (dépôts, collecte des produits recyclables, etc.)
- Le pourcentage de la population bénéficiant d'un service de collecte.
- La fréquence de la collecte des déchets.
- L'ampleur des activités de promotion.
- Les types de matériaux recyclés dans le cadre des programmes de réacheminement (p. ex. papier, contenants, déchets biologiques, déchets de jardin, ferraille, pneus, déchets électroniques, produits blancs, etc.)

- L'augmentation des matières plastiques a une grande incidence sur le volume, mais une faible incidence sur le poids.
- La combinaison de logements résidentiels unifamiliaux et multifamiliaux. En général, les appartements ont un taux de réacheminement inférieur à celui des maisons.

Parcs : efficacité**Coûts de fonctionnement des parcs par habitant**Coûts de fonctionnement des parcsPopulation totale**Coûts de fonctionnement des parcs par habitant**

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	71	0,33 à 140	12
5 000 – 19 999	11	0,94 à 94	40
20 000 +	4	27 à 55	41
SUD			
Régions et anciennes régions	5	1 à 47	28
Comtés	4	0,19 à 2	0.23
Palier unique			
<10 000	4	28 à 55	31
10 000 – 99 999	16	9 à 57	29
100 000 +	4	19 à 47	21
Palier inférieur			
< 5 000	37	0,66 à 67	8
5 000 – 9 999	53	1 à 60	12
10 000 – 19 999	56	0,28 à 84	20
20 000 – 39 999	13	4 à 42	20
40 000 – 99 999	11	16 à 55	31
100 000 +	11	24 à 49	39
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	300	0,19 à 140	20

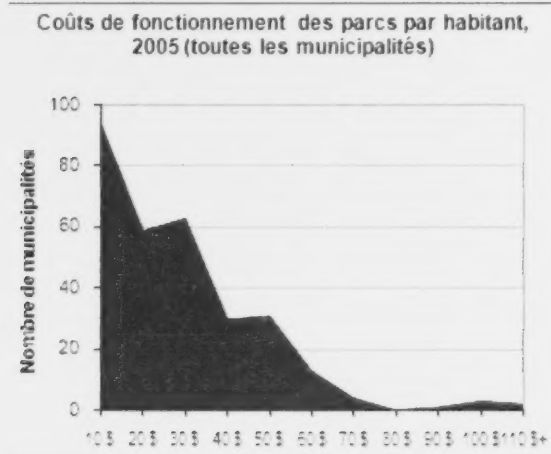
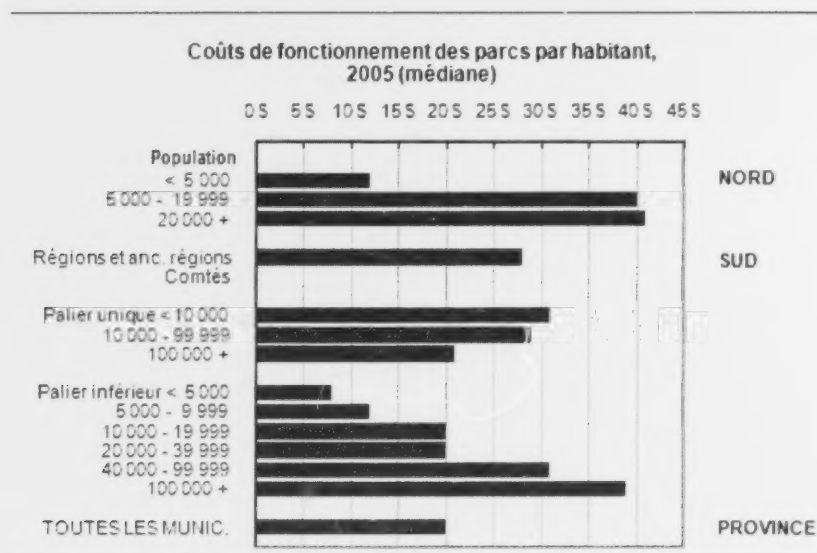
Référence – RIF : TLC 91 7102 13. Selon la condition suivante, 300 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Condition :

- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Parcs : Efficience**Coûts de fonctionnement des parcs par habitant****Objectif**

Exploitation efficiente des parcs.

Remarques

Cette mesure est calculée automatiquement à partir des dépenses déclarées au tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration).

Les parcs sont définis comme des espaces ouverts généralement accessibles au public en tout temps. Les parcs comprennent : les lotissements, les jardins floraux, les aménagements et les zones horticoles, les aires naturelles, les parcs et les mini-parcs, les terrains de jeux, les places publiques,

les planchodromes, les patinoires extérieures et les terrains de sport.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le nombre et le type d'espaces ouverts.

Programmes de loisir :**Coûts de fonctionnement des programmes de loisir par habitant**

Coûts de fonctionnement des programmes de loisir

Population totale

Coûts de fonctionnement des programmes de loisir par habitant

Population	N ^o de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	87	0,62 à 279	15
5 000 – 19 999	12	2 à 100	26
20 000 +	4	4 à 33	9
SUD			
Régions et anciennes régions	4	18 à 58	25
Comtés	1	0,22	0,22
Palier unique			
<10 000	4	0,81 à 55	3
10 000 – 99 999	16	1 à 54	13
100 000 +	4	12 à 26	16
Palier inférieur			
< 5 000	35	0,01 à 121	6
5 000 – 9 999	47	1 à 103	11
10 000 – 19 999	54	0,03 à 104	10
20 000 – 39 999	12	0,82 à 44	6
40 000 – 99 999	11	6 à 42	23
100 000 +	11	8 à 49	35
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	302	0,01 à 279	13

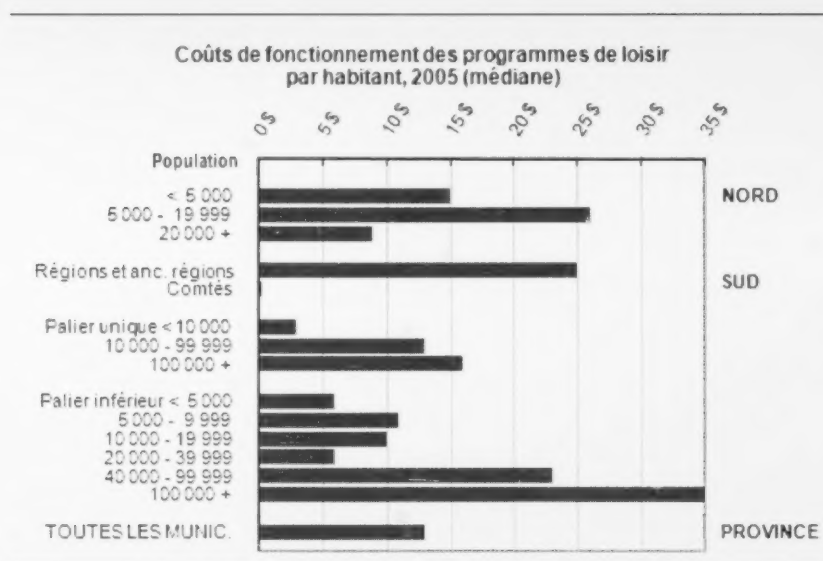
Référence – RIF : TLC 91 7202 13. Sous certaines conditions, 302 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

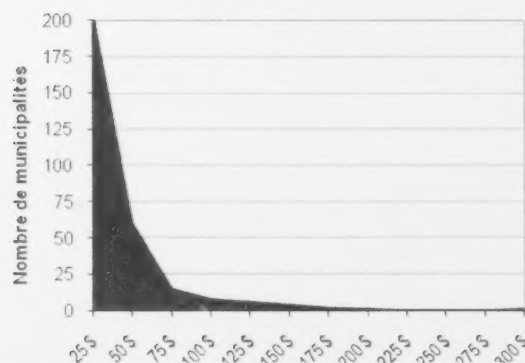
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités sont exclues si les recettes provenant d'autres municipalités dans TLC 91 7202 09 dépassent la somme des salaires, des traitements et des avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes. Il convient de noter que les recettes provenant d'autres municipalités ne comprennent pas les frais d'utilisateur et les subventions.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Programmes de loisir :**Coûts de fonctionnement des programmes de loisir par habitant**

**Coûts de fonctionnement des programmes de
loisir par habitant, 2005 (toutes les municipalités)**

**Objectif**

Prestation efficiente des programmes de loisir.

Remarques

Cette mesure est calculée automatiquement à partir des dépenses déclarées au tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration).

Un programme de loisir s'entend d'une forme d'activité qui se déroule dans une installation ou un espace dont la municipalité est propriétaire ou locataire. Les programmes de loisir comprennent à la fois les programmes avec inscription ou à participation libre.

**Facteurs ayant
une incidence
sur les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le nombre et le type de programmes.
- Participation bénévole aux programmes.

Installations de loisir :**Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant****Coûts de fonctionnement des installations de loisir****Population totale****Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant**

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005 Médiane \$
NORD			
< 5 000	89	2 à 2 833	74
5 000 – 19 999	12	49 à 200	108
20 000 +	4	53 à 83	56
SUD			
Régions et anciennes régions	4	39 à 69	40
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	79 à 174	88
10 000 – 99 999	16	25 à 90	50
100 000 +	4	28 à 87	38
Palier inférieur			
< 5 000	59	2 à 223	53
5 000 – 9 999	58	2 à 191	54
10 000 – 19 999	57	10 à 116	63
20 000 – 39 999	13	25 à 116	62
40 000 – 99 999	11	30 à 86	64
100 000 +	11	31 à 66	45
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	342	2 à 2 833	61

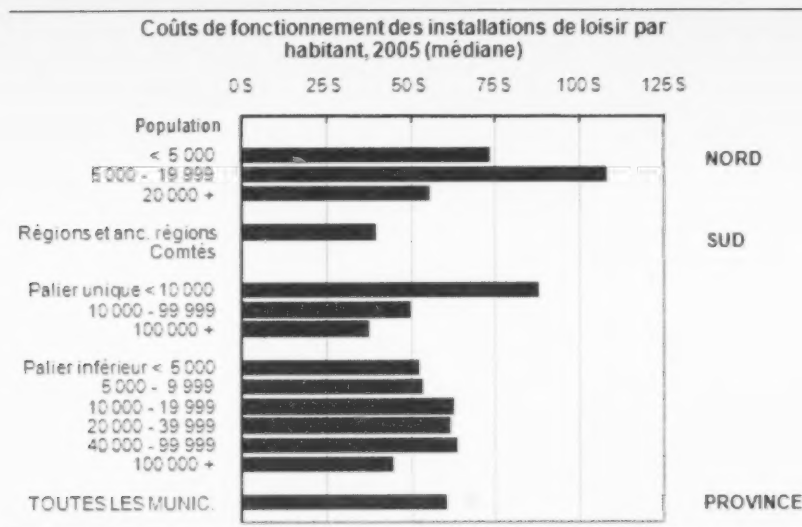
Référence – RIF : TLC 91 7303 13. Sous certaines conditions, 342 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

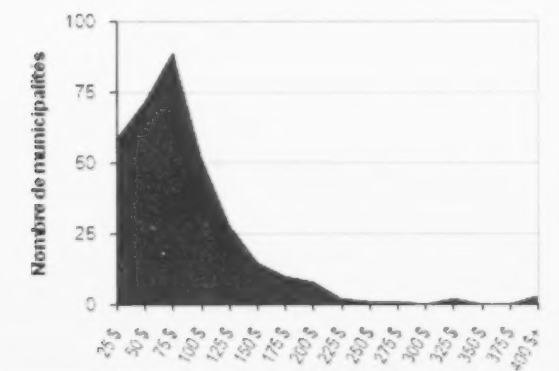
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités sont exclues si les recettes provenant d'autres municipalités dans TLC 91 7303 09 dépassent la somme des salaires, des traitements et des avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes. Il convient de noter que les recettes provenant d'autres municipalités ne comprennent pas les frais d'utilisateur et les subventions.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Installations de loisir :**Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant**

Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Fonctionnement efficient des installations de loisir.

Remarques

Cette mesure est calculée automatiquement à partir des dépenses déclarées au tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration).

Les installations de loisir comprennent les structures construites ou fermées utilisées pour les loisirs communautaires. Les installations de loisir comprennent généralement une forme de fonction opérationnelle (mécanique, électrique) et de contrôle d'accès (p. ex. des entrées).

**Facteurs
ayant
une
incidenc**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le nombre et le type d'installations de loisir.
- La participation bénévole.
- Les installations desservent une population régionale et locale.

Sous-total : Parcs, programmes de loisir et installations de loisir : *États-Unis*
Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total)

Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir

Population totale

Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total)

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette \$	2005
			Médiane \$
NORD			
< 5 000	106	1 à 2 833	85
5 000 – 19 999	12	65 à 331	183
20 000 +	4	106 à 158	112
SUD			
Régions et anciennes régions	5	1 à 140	121
Comtés	5	0,19 à 2	0.23
Palier unique			
< 10 000	4	112 à 234	117
10 000 – 99 999	16	35 à 157	104
100 000 +	4	74 à 147	87
Palier inférieur			
< 5 000	63	3 à 289	58
5 000 – 9 999	65	5 à 230	67
10 000 – 19 999	60	17 à 246	90
20 000 – 39 999	13	39 à 147	92
40 000 – 99 999	11	81 à 151	124
100 000 +	11	83 à 139	118
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	379	0,19 à 2 833	90

Référence – RIF : TLC 91 7304 13. Sous certaines conditions, 379 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

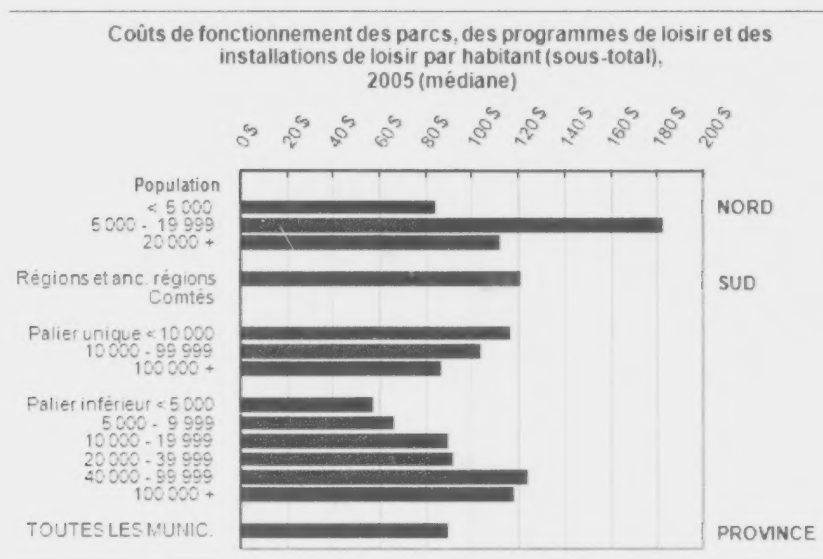
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités sont exclues si les recettes provenant d'autres municipalités dans TLC 91 7303 09 dépassent la somme des salaires, des traitements et des avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes. Il convient de noter que les recettes provenant d'autres municipalités ne comprennent pas les frais d'utilisateur et les subventions.

REMARQUES :

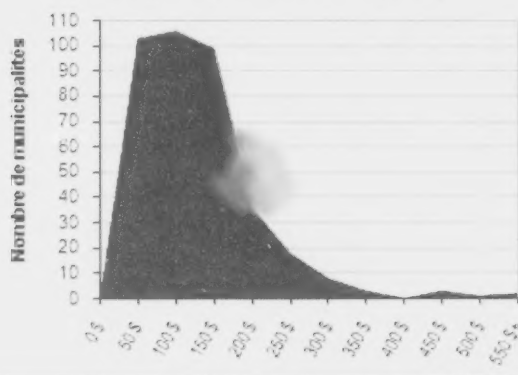
- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Sous-total : Parcs, programmes de loisir et installations de loisir :

Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total)



Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total), 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Exploitation efficace des parcs, des programmes de loisir et des installations.

Remarques

Cette mesure est calculée automatiquement à partir de la somme des dépenses pour les parcs, les programmes de loisir et les installations déclarées au tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration). La mesure du sous-total a été conçue parce qu'il est possible que certaines municipalités ne consignent pas les dépenses uniformément dans les secteurs individuels.

**Facteurs ayant
une incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le nombre et le type de parcs et d'installations de loisir.
- L'ampleur des programmes de loisir.
- La participation bénévole.

Espaces ouverts :**Nombre d'hectares d'espaces ouverts****Nombre d'hectares d'espaces ouverts**

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005	2004
			Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	65	1 à 9 216	10	11
5 000 – 19 999	10	5 à 606	61	40
20 000 +	3	315 à 1 659	900	900
SUD				
Régions et anciennes régions	2	747 à 11 168	747	2 424
Comtés	1	605	605	605
Palier unique				
< 10 000	3	30 à 48	32	30
10 000 – 99 999	15	60 à 4 098	263	228
100 000 +	4	252 à 2 224	405	403
Palier inférieur				
< 5 000	39	1 à 1 500	10	10
5 000 – 9 999	54	1 à 284	28	28
10 000 – 19 999	57	7 à 198	61	61
20 000 – 39 999	13	26 à 302	97	98
40 000 – 99 999	11	25 à 785	422	426
100 000 +	11	393 à 2 268	987	984
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	288	1 à 11 168	45	46
N^{bre} de municipalités déclarantes			288	274

Référence – RIF : TLC 92 7151 05. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

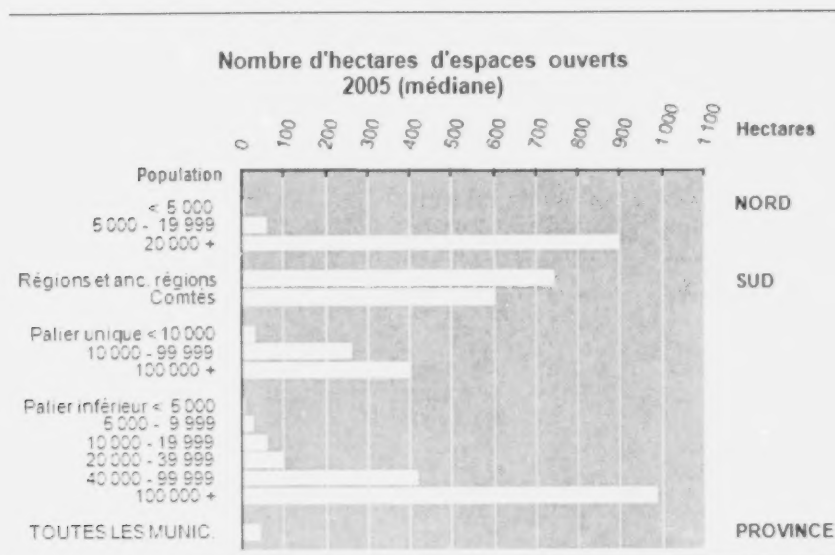
- Le nombre d'hectares d'espace ouvert déclaré est supérieur à 0.
- Le nombre d'hectares est inférieur à 15 000 ou la municipalité a rempli les notes au tableau 93.

REMARQUES :

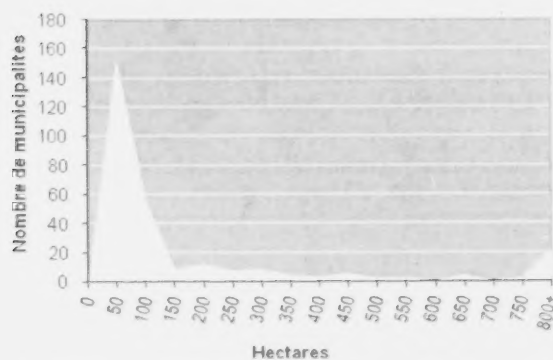
- Le nombre d'hectares d'espaces ouverts est le numérateur de la mesure « Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants ».

Espaces ouverts :

Nombre d'hectares d'espaces ouverts



**Nombre d'hectares d'espaces ouverts
2005 (toutes les municipalités)**



Espaces ouverts :

Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants

$$\frac{\text{Nombre d'hectares d'espaces ouverts}}{\text{Population totale/1 000}}$$

Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette	2005	2004
			Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	65	0,4 à 16 168	13	13
5 000 – 19 999	10	0,9 à 81	6	4
20 000 +	3	4 à 17	16	16
SUD				
Régions et anciennes régions	2	5 à 22	5	5
Comtés	1	11	11	11
Palier unique				
<10 000	3	5 à 8	5	5
10 000 – 99 999	15	3 à 59	6	6
100 000 +	4	2 à 6	3	3
Palier inférieur				
< 5 000	39	0,3 à 554	4	4
5 000 – 9 999	54	0,2 à 48	4	4
10 000 – 19 999	57	0,6 à 11	5	4
20 000 – 39 999	13	,9 à 9	3	4
40 000 – 99 999	11	0,3 à 8	5	5
100 000 +	11	3 à 9	4	4
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	288	0,2 à 16 168	5	5
N^{bre} de municipalités déclarantes			288	274

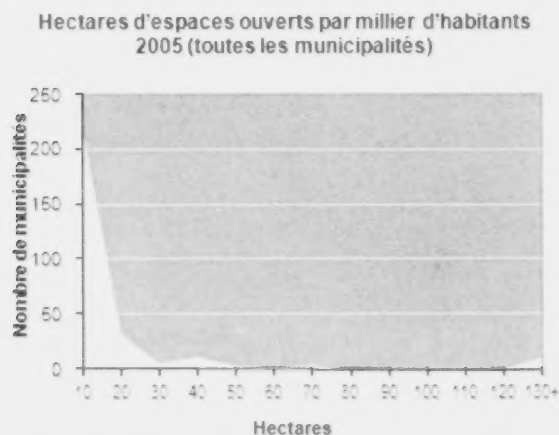
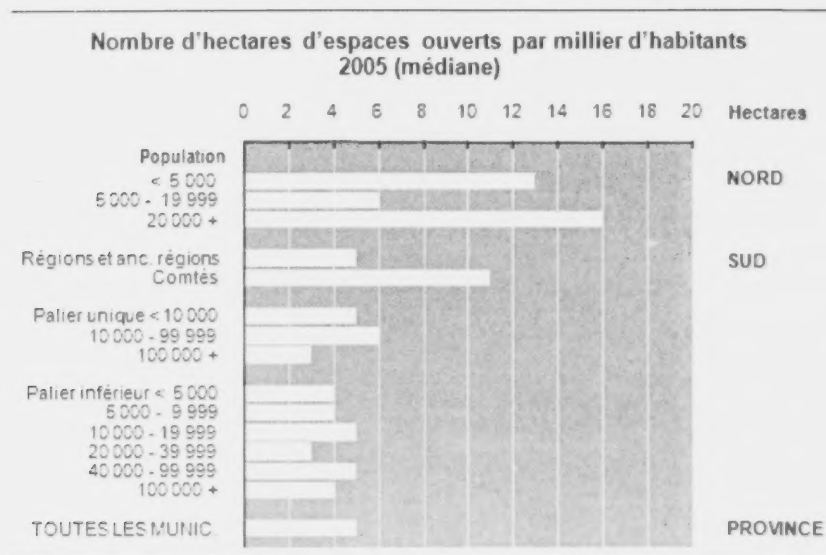
Référence – RIF : TLC 92 7151 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre d'hectares d'espace ouvert déclaré est supérieur à 0.
- Le nombre d'hectares est inférieur à 15 000 ou la municipalité a rempli les notes au tableau 93 dans TLC 93 7151 02.

Espaces ouverts : **EN MILIEU**

Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants

**Objectif**

Espaces ouverts adéquats pour la population.

Remarques

Cette mesure normalise le nombre d'hectares d'espaces ouverts en divisant le nombre d'hectares par la population totale/1 000. Les municipalités n'ayant déclaré aucun hectare ont été exclues.

**Facteurs ayant
une incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le type d'espaces ouverts comme les parcs, les espaces naturels, les forêts jardinées, etc.
- La disponibilité de données exactes.

Sentiers :**Nombre total de kilomètres de sentiers**

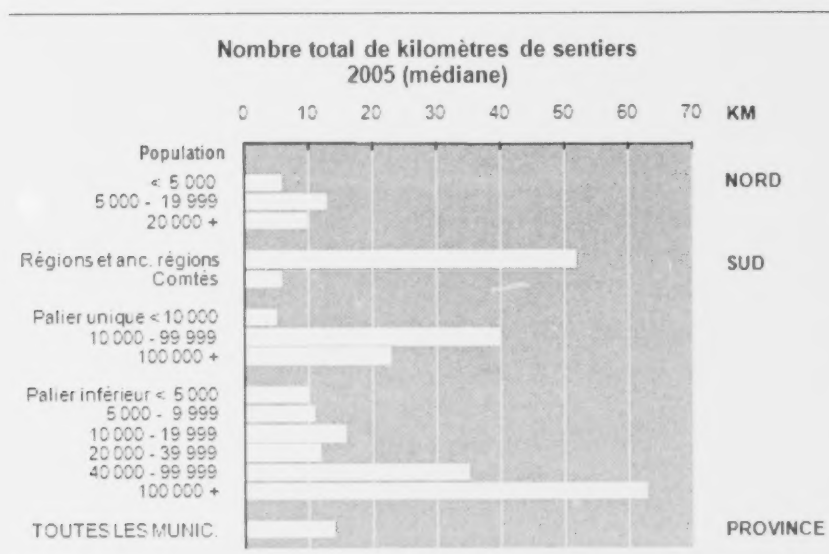
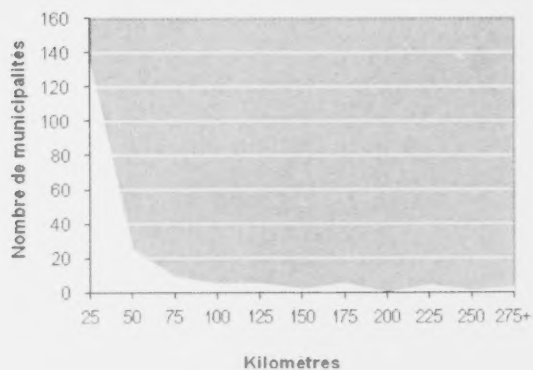
Nombre total de kilomètres de sentiers				
			2005	2004
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	27	1 à 250	6	6
5 000 – 19 999	9	4 à 1 265	13	9
20 000 +	3	2 à 34	10	10
SUD				
Régions et anciennes régions	2	52 à 156	52	156
Comtés	1	6	6	6
Palier unique				
<10 000	4	4 à 12	5	4
10 000 – 99 999	15	2 à 265	40	40
100 000 +	4	21 à 121	23	23
Palier inférieur				
< 5 000	17	1 à 222	10	12
5 000 – 9 999	33	1 à 30	11	8
10 000 – 19 999	44	2 à 1 200	16	16
20 000 – 39 999	12	2 à 31	12	9
40 000 – 99 999	11	6 à 105	35	35
100 000 +	11	22 à 220	63	60
TOUTES LES MUNICIPALITÉS				
	193	1 à 1 265	14	15
N^{bre} de municipalités déclarantes			193	179

Référence – RIF : TLC 92 7152 05. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition :

- Le nombre de kilomètres de sentier déclaré dans TLC 92 7152 05 est supérieur à 0.

REMARQUE : Le nombre total de kilomètres de sentiers est le numérateur de la mesure « Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants ».

Sentiers : BROSSE**Nombre total de kilomètres de sentiers****Nombre total de kilomètres de sentiers
2005 (toutes les municipalités)**

Sentiers :

Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants

$$\frac{\text{Nombre total de kilomètres de sentiers}}{\text{Population totale/1 000}}$$

Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants				
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005	2004
			Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	27	0,37 à 822,37	7,4	6,3
5 000 – 19 999	9	0,31 à 91,62	1,9	1,4
20 000 +	3	0,03 à 0,33	0,2	0,2
SUD				
Régions et anciennes régions	2	0,10 à 1,00	0,1	0,1
Comtés	1	0,11	0,1	0,1
Palier unique				
< 10 000	4	0,55 à 2,50	0,8	0,9
10 000 – 99 999	15	0,15 à 6,06	0,6	0,7
100 000 +	4	0,18 à 0,34	0,2	0,2
Palier inférieur				
< 5 000	17	0,41 à 343,75	2,8	3,6
5 000 – 9 999	33	0,15 à 4,98	1,3	1,0
10 000 – 19 999	44	0,10 à 103,06	1,0	1,1
20 000 – 39 999	12	0,07 à 1,03	0,4	0,3
40 000 – 99 999	11	0,08 à 0,95	0,4	0,4
100 000 +	11	0,08 à 1,00	0,4	0,4
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	193	0,03 à 822,37	1,0	1,0
N^{bre} de municipalités déclarantes			193	179

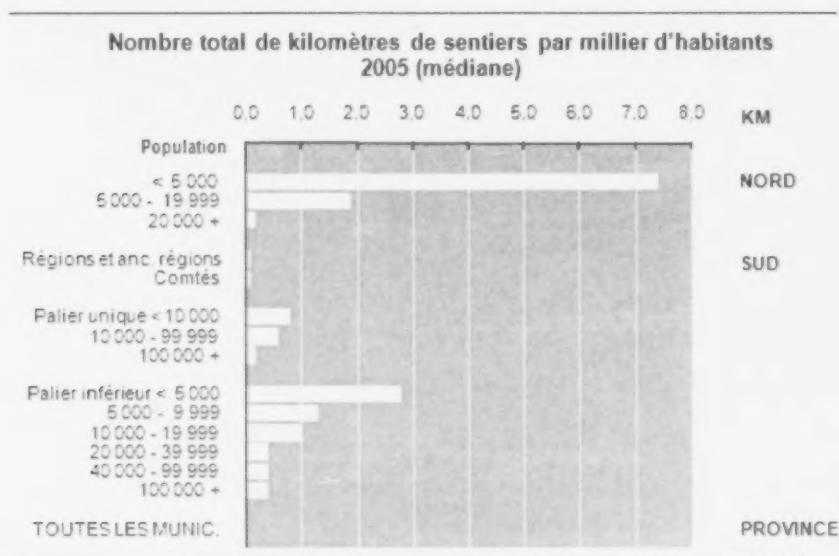
Référence – RIF : TLC 92 7152 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition :

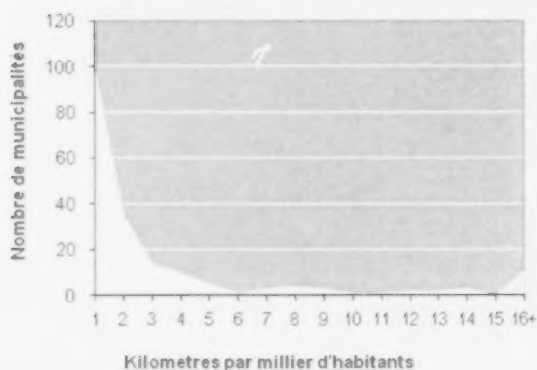
- Le nombre de kilomètres de sentier déclaré dans TLC 92 7152 05 est supérieur à 0.

Sentiers : *Éléments*

Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants



**Total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants
2005 (toutes les municipalités)**

**Objectif**

Sentiers propices à la pratique d'activités de loisir.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- La disponibilité de données exactes.
- Le fait que le réseau municipal de sentiers comprenne des sentiers appartenant à une tierce partie, y compris des aires de conservation, des droits de passage de compagnies d'électricité, etc.
- L'usage des sentiers (pédestres, cyclables, de patin, de motoneige).

Programmes de loisir :

Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants

$$\frac{\text{Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir :
programmes permis, avec inscription ou à participation libre}}{\text{Population totale/1 000}}$$

Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005 Médiane
NORD			
< 5 000	49	11 à 42 647	1 129
5 000 – 19 999	9	148 à 48 613	16 813
20 000 +	4	20 à 22 342	282
SUD			
Régions et anciennes régions	3	5 à 13 551	8 650
Comtés			
Palier unique			
<10 000	4	588 à 6 482	1 074
10 000 – 99 999	14	1 647 à 22 877	16 973
100 000 +	4	2 951 à 14 811	10 725
Palier inférieur			
< 5 000	20	56 à 34 294	884
5 000 – 9 999	42	13 à 49 973	748
10 000 – 19 999	46	14 à 34 742	4 614
20 000 – 39 999	12	394 à 34 124	7 198
40 000 – 99 999	10	563 à 26 877	15 267
100 000 +	10	1 447 à 29 669	10 428
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	227	5 à 49 973	2 951
N^{bre} de municipalités déclarantes			227

Référence – RIF : TLC 92 7255 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète la condition ci-dessous.

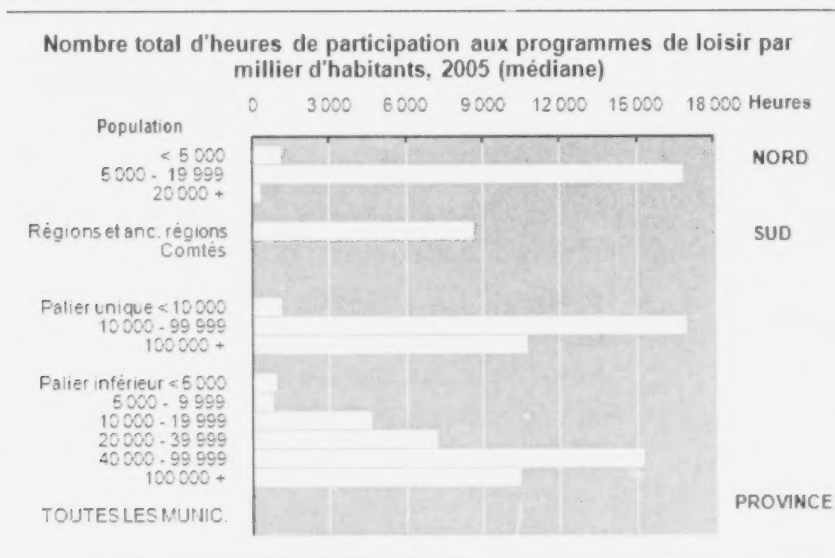
Condition :

- Le nombre total d'heures de participation dans TLC 92 7255 05 est inférieur à la population dans TLC 90 0020 20 multiplié par 50.

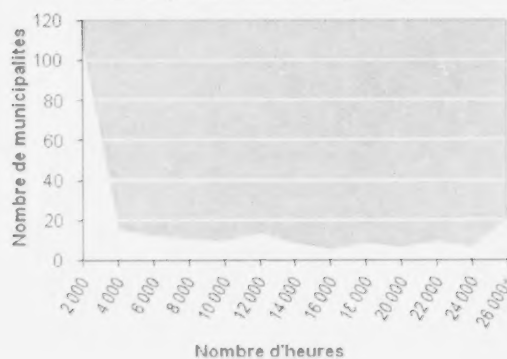
REMARQUES : Les résultats de 2004 ne sont pas inclus puisque le nombre total d'heures de participation à des événements spéciaux était compris dans la mesure.

Programmes de loisir :

Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants



Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants 2005 (toutes les municipalités)



Objectif	Les programmes de loisir répondent aux besoins des résidents.
Remarques	Au cours de l'exercice 2005, les événements spéciaux n'ont pas fait partie de la mesure afin de produire des résultats plus précis. La mesure comprend le nombre d'heures de participation à des programmes permis, nécessitant une inscription ou à participation libre.
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La disponibilité de données exactes.▪ La municipalité a un système en place pour consigner chaque type de programme.▪ Les programmes de loisir sont gérés par des bénévoles.▪ La disponibilité des installations pour les programmes, y compris les ententes réciproques avec les conseils scolaires.

Installations de loisir : Efficacité**Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir**

Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir

			2005	2004
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	70	33 à 585 727	1 785	1 797
5 000 – 19 999	8	3 108 à 705 281	12 227	13 441
20 000 +	3	12 326 à 225 206	59 750	59 750
SUD				
Régions et anciennes régions	2	124 085 à 154 709	124 085	154 709
Comtés				
Palier unique				
<10 000	4	3 057 à 480 000	3 655	3 655
10 000 – 99 999	16	8 320 à 199 716	24 136	32 644
100 000 +	4	47 438 à 122 090	57 488	47 438
Palier inférieur				
< 5 000	36	25 à 115 177	4 016	4 088
5 000 – 9 999	53	101 à 403 532	12 515	8 754
10 000 – 19 999	56	1 030 à 793 534	10 962	10 395
20 000 – 39 999	12	22 à 115 249	16 197	20 664
40 000 – 99 999	11	22 107 à 201 474	41 007	37 067
100 000 +		40 072 à 546 294		107 05
	11		108 767	5
TOUTES LES MUNICIPALITÉS				
	286	22 à 793 534	10 793	10 395
N^{bre} de municipalités déclarantes			286	272

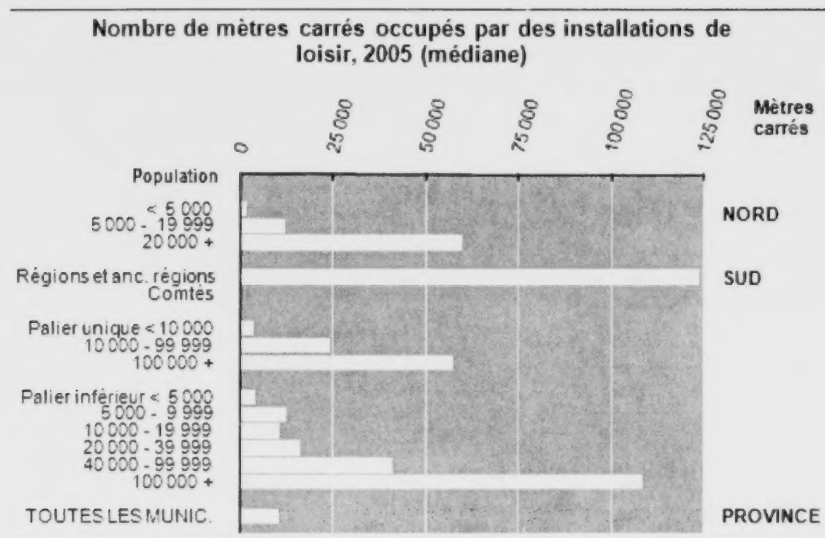
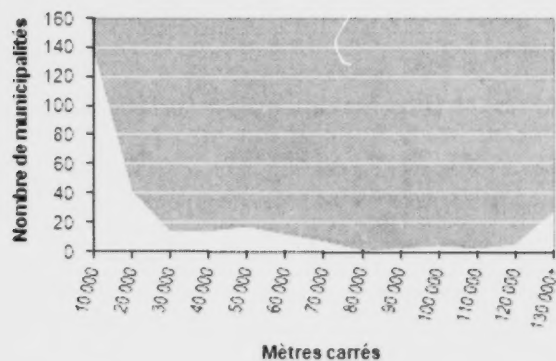
Référence – RIF : TLC 92 7355 05. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir est supérieur à 0.
- Le nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir dans TLC 92 7355 05 est inférieur à 900 000.

REMARQUES :

- Les installations de loisir comprenaient les structures bâties ainsi que les installations et les aires de loisir en plein air disposant d'un accès contrôlé. Le nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir est le numérateur de la mesure « Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants ».

Installations de loisir : ÉTENDUE**Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir****Mètres carrés occupés par des installations de loisir 2005 (toutes les municipalités)**

Installations de loisir :

Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants

Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir
Population totale/1 000

Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette	2005 Médiane	2004 Médiane
NORD				
< 5 000	70	27 à 474 314	1 983	1 890
5 000 – 19 999	8	580 à 61 021	1 702	1 404
20 000 +	3	238 à 3 128	582	576
SUD				
Régions et anciennes régions Comtés	2	239 à 996	239	266
Palier unique				
<10 000	4	638 à 52 516	864	864
10 000 – 99 999	16	288 à 5 610	525	523
100 000 +	4	347 à 536	403	351
Palier inférieur				
< 5 000	36	36 à 28 881	1 157	1 387
5 000 – 9 999	53	11 à 42 486	1 735	1 088
10 000 – 19 999	56	82 à 68 150	760	630
20 000 – 39 999	12	1 à 3 733	619	683
40 000 – 99 999	11	312 à 2 663	533	569
100 000 +	11	231 à 4 083	405	334
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	286	1 à 474 314	951	864
Nbre de municipalités déclarantes			286	272

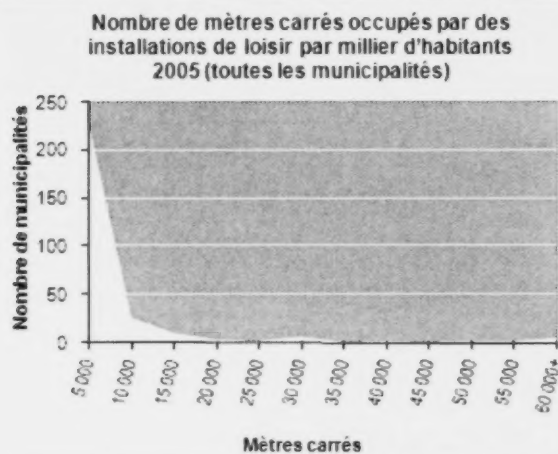
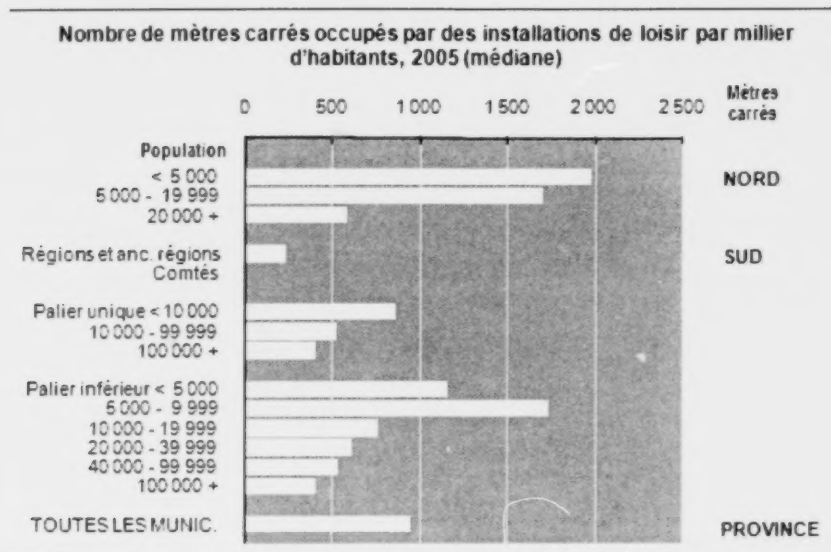
Référence – RIF : TLC 92 7355 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir est supérieur à 0.
- Le nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir au numérateur dans TLC 92 7355 05 est inférieur à 900 000.

REMARQUE :

Dans le RIF pour 2004 et 2005, les installations de loisir comprennent les structures bâties ainsi que les installations et les aires de loisir en plein air disposant d'un accès contrôlé.

Installations de loisir : Efficacité**Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants**

Objectif	installations de loisir adéquates pour la population.
Remarques	Cette mesure comprend le nombre de mètres carrés occupés par les structures bâties ainsi que par les installations et les aires de loisir en plein air disposant d'un accès contrôlé.
Facteurs ayant une incidence sur les résultats	<p>Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La disponibilité de données exactes.▪ Le nombre et la taille des installations de loisir en plein air.▪ Le nombre et la taille des installations de loisir intérieures (structures bâties).▪ L'âge de l'infrastructure a une incidence sur les coûts de maintenance.

Services de bibliothèque : Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant

Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque

Population totale

Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant

Population	Nbre de municipalités déclarantes	Fourchette	2005
			Médiane
NORD			
< 5 000	80	2 à 122	27
5 000 – 19 999	11	9 à 76	36
20 000 +	4	28 à 43	32
SUD			
Régions et anciennes régions	4	41 à 51	43
Comtés	10	2 à 43	34
Palier unique			
<10 000	4	28 à 70	33
10 000 – 99 999	16	20 à 57	32
100 000 +	4	34 à 47	38
Palier inférieur			
< 5 000	45	-2,9 à 79	18
5 000 – 9 999	41	-0,3 à 120	16
10 000 – 19 999	36	-1,0 à 62	29
20 000 – 39 999	9	28 à 48	38
40 000 – 99 999	10	26 à 50	34
100 000 +	10	23 à 49	38
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	284	-2,9 à 122	28

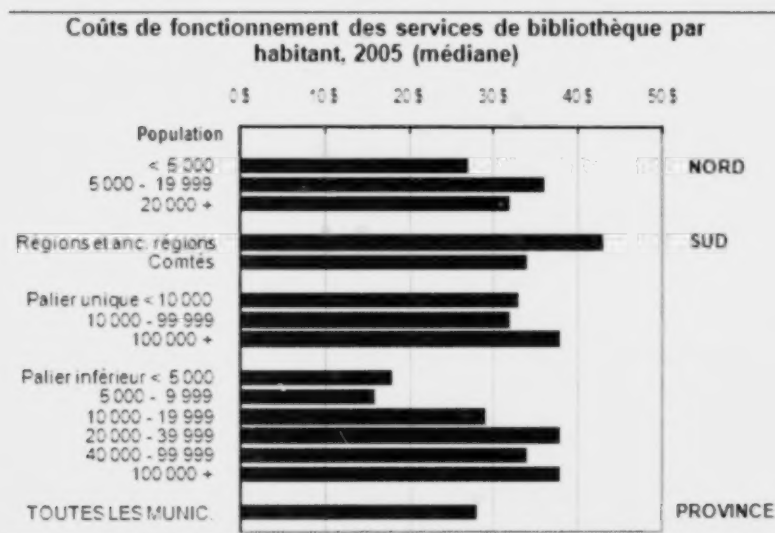
Référence – RIF : TLC 91 7403 13. Sous certaines conditions, 284 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

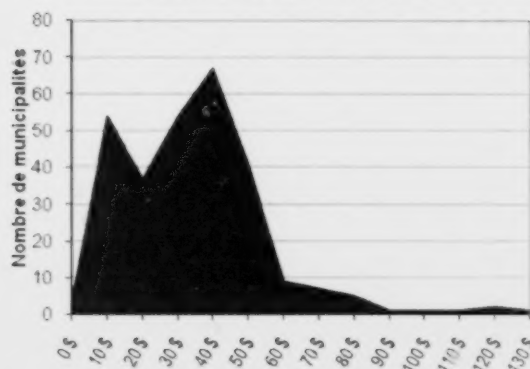
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- Les municipalités dont les transferts externes ont une valeur négative sont exclues.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.
- Un résultat est négatif si les revenus provenant des autres municipalités dépassent les dépenses.

Services de bibliothèque : Efficacité**Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant**

**Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant
2005 (toutes les municipalités)**

**Objectif**

Services de bibliothèque efficaces.

Remarques

Cette mesure est calculée automatiquement à partir des coûts de fonctionnement déclarés au tableau 40 du RIF et de la population.

Les résultats ne sont pas inclus dans le rapport si l'allocation de soutien aux programmes est la seule dépense déclarée ou si les

transferts externes constatés au tableau 40 représentent des valeurs négatives.

Les services de bibliothèque sont dispensés selon une variété de modèles dont :

- La municipalité dispose d'une bibliothèque. Il n'existe aucune entente contractuelle.
- La municipalité dispose d'une bibliothèque et elle a conclu un contrat « interconseils » avec une bibliothèque située dans une autre municipalité.
- La municipalité dispose d'une bibliothèque et dispense des services contractuels dans des territoires non érigés en municipalité ou aux Premières nations.
- La municipalité dispose d'une bibliothèque et elle a conclu des ententes avec une ou plusieurs municipalités qui ne disposent d'aucune bibliothèque.
- La municipalité ne possède aucune bibliothèque et achète des services de bibliothèque d'une ou de plusieurs municipalités.
- La municipalité est membre d'une bibliothèque publique unie. Aucune entente n'a été conclue entre la bibliothèque unie et les municipalités.
- La municipalité est membre d'une bibliothèque publique unie. La bibliothèque unie a conclu une entente avec les municipalités qui ne disposent d'aucune bibliothèque.
- Une municipalité de palier supérieur dispense des services de bibliothèque à certaines ou à toutes les municipalités de palier inférieur. Il n'existe aucun contrat.
- Une municipalité de palier supérieur dont une des bibliothèques dispense des services à certaines ou à toutes les municipalités de palier inférieur. La bibliothèque du palier supérieur dispense également des services contractuels aux municipalités situées à l'extérieur du comté ou de la région. Une seule région dispose d'une bibliothèque de palier supérieur.
- Coopérative des bibliothèques du comté de Simcoe.

Les municipalités de palier supérieur qui disposent d'une bibliothèque sont confrontées à des circonstances particulières. Dans tous les cas, les municipalités de palier inférieur ont également déclaré les dépenses. Toutefois, puisque seules les dépenses des municipalités déclarantes peuvent être enregistrées au RIF, les municipalités du palier supérieur doivent pondérer la population par le pourcentage des coûts de

fonctionnement totaux des municipalités du palier supérieur. Les coûts de fonctionnement totaux représentent la somme des dépenses déclarées par l'ensemble des municipalités des paliers supérieur et inférieur.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le modèle de prestation de services utilisé.
- Les services offerts, y compris les services numériques.

Services de bibliothèque :**Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation**

Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque

Nombre total d'utilisations de la bibliothèque dans la municipalité

Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation

Population	N° de municipalités déclarantes	Fourchette	2005
			Médiane
NORD			
< 5 000	61	0,53 à 100,35	4,13
5 000 – 19 999	11	1,05 à 469,12	2,52
20 000 +	4	1,22 à 5,62	2,04
SUD			
Régions et anciennes régions	4	1,55 à 1,97	1,83
Comtés	9	1,69 à 5,85	2,33
Palier unique			
<10 000	2	2,25 à 3,70	2,25
10 000 – 99 999	14	1,09 à 2,46	1,79
100 000 +	3	1,73 à 2,12	1,99
Palier inférieur			
< 5 000	31	0,54 à 235,44	3,30
5 000 – 9 999	30	0,49 à 61,33	2,57
10 000 – 19 999	29	0,43 à 33,97	2,15
20 000 – 39 999	8	0,41 à 2,91	1,75
40 000 – 99 999	9	0,84 à 2,75	1,90
100 000 +	9	0,97 à 3,95	1,74
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	224	0,41 à 469,12	2,43

Référence – RIF : TLC 91 7404 13. Sous certaines conditions, 224 municipalités ont déclaré la mesure en 2005.

Conditions :

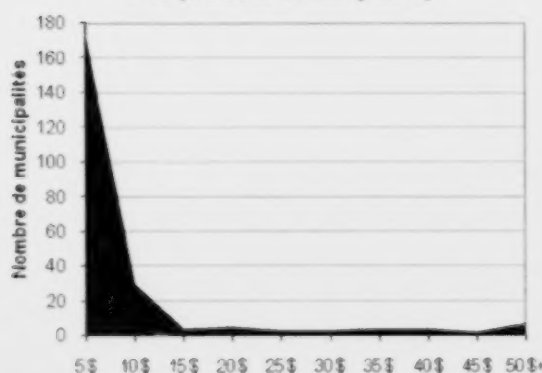
- Les municipalités sont exclues si la somme des salaires, traitements et avantages sociaux, du matériel, des services contractuels, des loyers et frais d'administration financiers, de même que des transferts externes est inférieure ou égale à 0. Cette exclusion ne comprend pas les municipalités dont l'unique dépense déclarée est l'allocation de soutien aux programmes.
- La valeur des transferts externes n'est pas négative.
- La mesure est inférieure à 3 000 \$.
- Dans le cas des municipalités à palier unique ou de palier inférieur dont la prestation de services de bibliothèque à d'autres municipalités a généré des revenus, l'utilisation des bibliothèques doit être inférieure à l'utilisation des conseils de bibliothèques déclarée dans TLC 94 7403 02. En effet, le nombre de bibliothèques doit être réparti entre les bibliothèques qui dispensent des services et les bibliothèques qui achètent des services, en fonction des dépenses.

REMARQUES :

- Puisque la formule permettant de déterminer le numérateur (coûts de fonctionnement) a été modifiée en 2005 de façon à inclure les transferts externes, il est impossible d'établir une comparaison avec les exercices précédents.

Services de bibliothèque : Bibliothèque**Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation**

**Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation
2005 (toutes les municipalités)**

**Objectif**

Services de bibliothèque efficaces.

Remarques

Le nombre d'utilisations des bibliothèques au dénominateur a été déterminé d'après l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques menée par le ministère de la Culture. Les utilisations comprennent la diffusion annuelle, la participation aux programmes, l'utilisation des documents de la bibliothèque, le nombre de personnes qui utilisent les postes de travail, le nombre de fois que les utilisateurs accèdent aux bases de données électroniques de la bibliothèque, le nombre de

transactions de références standard, le nombre de transactions de références électroniques, le nombre de visites en personne de la bibliothèque, le nombre de visites électroniques de la bibliothèque.

Calcul

Le numérateur est calculé automatiquement en fonction de la population et des coûts de fonctionnement déclarés au tableau 40 du RIF (Dépenses du fonds d'administration).

Les résultats ne sont pas inclus dans le rapport si l'allocation de soutien aux programmes est la seule dépense déclarée ou si les transferts externes constatés au tableau 40 représentent des valeurs négatives.

Dans le cas où des bibliothèques auraient conclu des ententes contractuelles, le nombre d'utilisations des bibliothèques doit être réparti entre la municipalité qui dispense les services de bibliothèque et la ou les municipalité(s) qui achètent les services en fonction des dépenses totales encourues par les municipalités impliquées. Il s'agit d'une méthode plus équitable de répartition des utilisations que la répartition en fonction de la population. Des classeurs Excel sont fournis afin d'aider les municipalités à répartir le nombre d'utilisations des bibliothèques.

Les membres d'une bibliothèque publique unie doivent également répartir les utilisations en fonction des dépenses. Les résultats doivent toutefois être identiques pour chaque membre de la bibliothèque unie étant donné que les utilisations sont réparties de façon proportionnelle.

Les municipalités de palier supérieur qui disposent d'une bibliothèque sont confrontées à des circonstances particulières. Dans tous les cas, les municipalités de palier inférieur ont également déclaré les dépenses. Toutefois, puisque seules les dépenses des municipalités déclarantes peuvent être enregistrées au RIF, les municipalités du palier supérieur doivent pondérer la population par le pourcentage des coûts de fonctionnement totaux des municipalités du palier supérieur. Les coûts de fonctionnement totaux représentent la somme des dépenses déclarées par l'ensemble des municipalités des paliers supérieur et inférieur.

Les résultats seront sous-évalués si les utilisations ne sont pas réparties en fonction des dépenses pour :

- les municipalités ayant conclu une entente contractuelle;
- les membres d'une bibliothèque publique unie.

Les résultats d'une municipalité de palier supérieur disposant d'une bibliothèque seront sous-évalués si le nombre d'utilisations

des bibliothèques n'est pas pondéré par la part des dépenses totales des municipalités des paliers supérieur et inférieur ayant bénéficié des services de bibliothèque d'une municipalité de palier supérieur encourues par les municipalités de palier supérieur.

Afin d'améliorer la qualité des résultats présentés dans ce rapport, les municipalités ont été exclues si elles ont reçu des revenus des autres municipalités (preuve d'un lien contractuel), mais elles ont déclaré les utilisations totales pour le conseil de bibliothèques. Cette condition ne fait pas état des problèmes de déclaration auxquels sont confrontés les comtés, les municipalités qui achètent des services et les membres d'une bibliothèque publique unie.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le modèle de prestation de services utilisé.
- Les services offerts, y compris les services numériques.
- La répartition du nombre d'utilisations des bibliothèques en fonction des dépenses dans les cas suivants : la municipalité dispense des services de bibliothèque contractuels, la municipalité achète des services, la municipalité est membre d'une bibliothèque publique unie.
- La pondération des utilisations des bibliothèques en fonction de la part des dépenses totales (municipalités des paliers supérieur et inférieur) encourues par une municipalité possédant une bibliothèque.

Services de bibliothèque :**Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant**

Nombre total d'utilisations des bibliothèques

Population totale

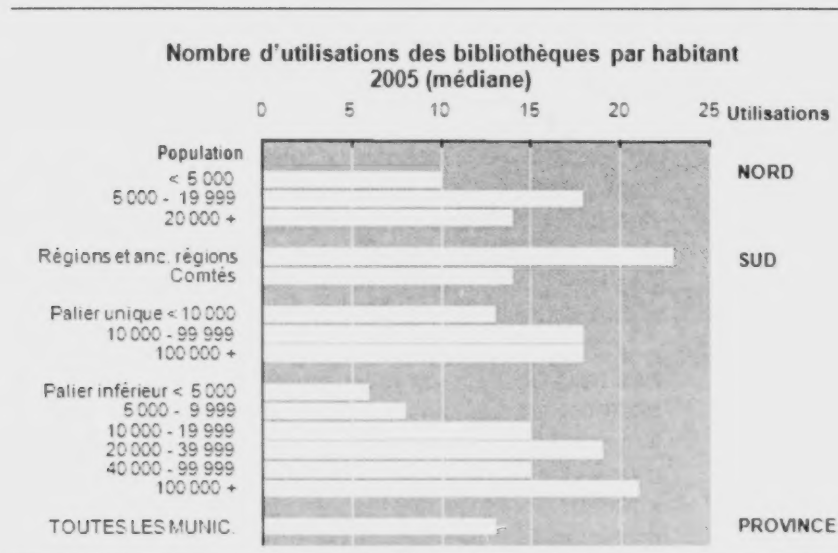
Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005	2004
			Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	58	0,02 à 102	10	9
5 000 – 19 999	12	0,16 à 53	18	10
20 000 +	4	5 à 26	14	17
SUD				
Régions et anciennes régions	6	12 à 33	23	20
Comtés	10	6 à 22	14	16
Palier unique				
<10 000	2	13 à 19	13	13
10 000 – 99 999	14	13 à 36	18	14
100 000 +	3	17 à 27	18	20
Palier inférieur				
< 5 000	28	0,10 à 23	6	5
5 000 – 9 999	27	0,17 à 40	8	8
10 000 – 19 999	29	4 à 91	15	17
20 000 – 39 999	8	12 à 89	19	21
40 000 – 99 999	9	11 à 60	15	13
100 000 +	10	11 à 39	21	21
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	220	0,02 à 102	13	13
N^{bre} de municipalités déclarantes			220	212

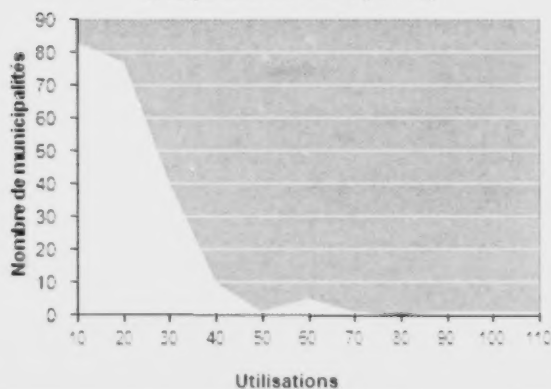
Référence – RIF : TLC 92 7460 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre total d'utilisations des bibliothèques est supérieur à 0.
- Dans le cas des municipalités à palier unique ou de palier inférieur dont la prestation de services de bibliothèque à d'autres municipalités a généré des revenus, l'utilisation des bibliothèques doit être inférieure à l'utilisation des conseils de bibliothèques déclarée dans TLC 94 7403 02. En effet, le nombre de bibliothèques doit être réparti entre les bibliothèques qui dispensent des services et les bibliothèques qui achètent des services, en fonction des dépenses.

Services de bibliothèque : Éricson**Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant**

**Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant
2005 (toutes les municipalités)**

**Objectif**

Utilisation accrue des services de bibliothèque.

Remarques

Le nombre d'utilisations des bibliothèques inscrit au dénominateur a été déterminé d'après l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques menée par le ministère de la Culture. Les utilisations des bibliothèques comprennent la diffusion annuelle, la participation à des programmes, les documents utilisés dans les bibliothèques, le nombre de personnes qui utilisent les postes de travail, le nombre de fois que les utilisateurs accèdent aux bases de données électroniques de la bibliothèque, le nombre de transactions de références

électroniques, le nombre de visites en personne de la bibliothèque et le nombre de visites électroniques de la bibliothèque.

Calcul

Dans le cas où des bibliothèques auraient conclu des ententes contractuelles, le nombre d'utilisations des bibliothèques doit être réparti entre la municipalité qui dispense les services de bibliothèque et la ou les municipalité(s) qui achètent les services en fonction des dépenses totales encourues par les municipalités impliquées. Il s'agit d'une méthode plus équitable de répartition des utilisations que la répartition en fonction de la population.

Les membres d'une bibliothèque publique unie doivent également répartir les utilisations en fonction des dépenses.

Les municipalités de palier supérieur qui disposent d'une bibliothèque doivent pondérer le nombre d'utilisations totales par le pourcentage des coûts de fonctionnement totaux des municipalités du palier supérieur et des municipalités du palier inférieur qui reçoivent les services de la bibliothèque de la ou des municipalités du palier supérieur.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le modèle de prestation de services utilisé.
- Les services offerts, y compris les services numériques.

Services de bibliothèque :

Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques

Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005	2004
			Médiane	Médiane
NORD				
< 5 000	51	0 % à 67 %	13 %	11 %
5 000 – 19 999	10	0 % à 70 %	4 %	2 %
20 000 +	4	4 % à 61 %	20 %	15 %
SUD				
Régions et anciennes régions	5	12 % à 33 %	21 %	10 %
Comtés	10	1 % à 28 %	7 %	5 %
Palier unique				
<10 000	4	3 % à 14 %	6 %	7 %
10 000 – 99 999	15	4 % à 24 %	16 %	11 %
100 000 +	4	12 % à 22 %	20 %	17 %
Palier inférieur				
< 5 000	31	0 % à 80 %	7 %	5 %
5 000 – 9 999	28	0 % à 35 %	7 %	7 %
10 000 – 19 999	30	0 % à 63 %	7 %	5 %
20 000 – 39 999	9	4 % à 63 %	17 %	11 %
40 000 – 99 999	10	9 % à 66 %	22 %	17 %
100 000 +	11	5 % à 23 %	15 %	14 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	222	0 % à 80 %	10 %	10 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			222	151

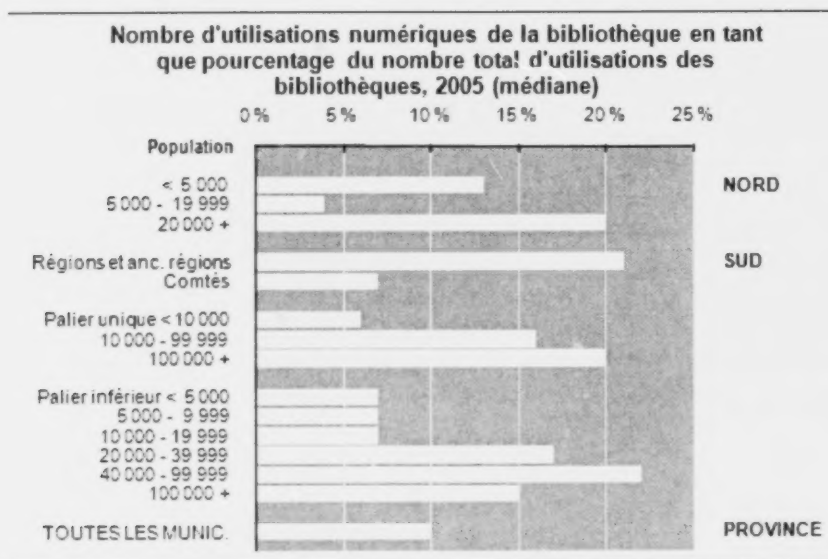
Référence – RIF : TLC 92 7461 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Condition :

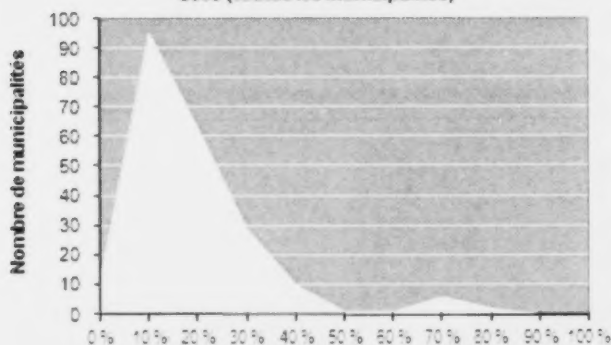
- La somme des utilisations numériques et non numériques des bibliothèques n'excède pas 100 %.

Services de bibliothèque : Efficacité

Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques



Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Utilisation accrue des services de bibliothèque.

Remarques

Le nombre d'utilisations numériques des bibliothèques a été déterminé d'après l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques menée par le ministère de la Culture. Les utilisations numériques des bibliothèques comprennent le nombre de personnes qui utilisent les postes de travail, le nombre de fois que les utilisateurs accèdent aux bases de données électroniques de la

bibliothèque, le nombre de transactions de références électroniques, ainsi que le nombre de visites électroniques de la bibliothèque.

Calcul

Comme la mesure est exprimée en pourcentage, la somme des utilisations numériques et non numériques des bibliothèques ne peut excéder 100 %.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le modèle de prestation de services utilisé.
- Les services offerts, y compris les services numériques.

Services de bibliothèque :

Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques

Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques

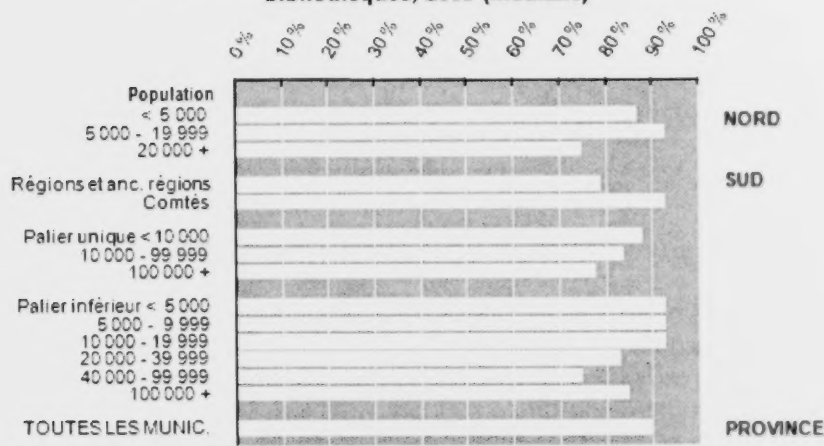
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette	2005 Médiane	2004 Médiane
NORD				
< 5 000	51	33 % à 100 %	87	89
5 000 – 19 999	10	30 % à 100 %	93	97
20 000 +	4	39 % à 96 %	75	85
SUD				
Régions et anciennes régions	5	67 % à 88 %	79	84
Comtés	10	72 % à 99 %	93	91
Palier unique				
<10 000	4	86 % à 97 %	88	93
10 000 – 99 999	15	76 % à 96 %	84	89
100 000 +	4	78 % à 88 %	78	78
Palier inférieur				
< 5 000	31	20 % à 100 %	93	94
5 000 – 9 999	28	66 % à 100 %	93	93
10 000 – 19 999	30	37 % à 100 %	93	93
20 000 – 39 999	9	37 % à 96 %	83	87
40 000 – 99 999	10	34 % à 92 %	75	83
100 000 +	11	77 % à 96 %	85	85
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	222	20 % à 100 %	90	90
N^{bre} de municipalités déclarantes			222	151

Référence – RIF : TLC 92 7462 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète la condition ci-dessous.

Condition :

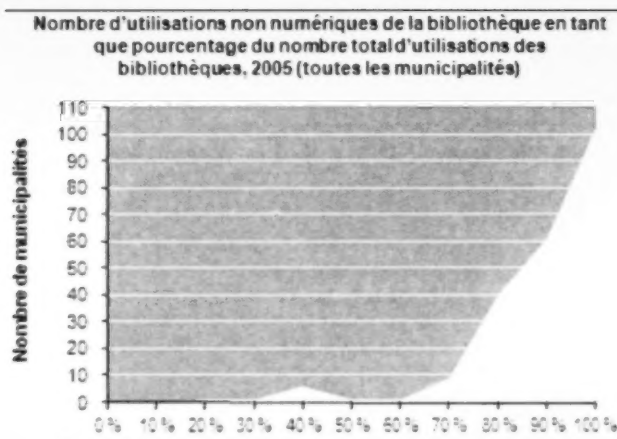
- La somme des utilisations numériques et non numériques des bibliothèques n'excède pas 100 %.

Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques, 2005 (médiane)



Services de bibliothèque : Efficacité

Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques

**Objectif**

Utilisation accrue des services de bibliothèque.

Notes

Le nombre d'utilisations non numériques des bibliothèques inscrit au dénominateur a été déterminé d'après l'Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques menée par le ministère de la Culture. Les utilisations non numériques des bibliothèques comprennent la diffusion annuelle, la participation aux programmes, l'utilisation des documents de la bibliothèque, le nombre de transactions de références standard ainsi que le nombre de visites en personne de la bibliothèque.

Calcul

Comme la mesure est exprimée en pourcentage, la somme des utilisations numériques et non numériques des bibliothèques ne peut excéder 100 %.

Facteurs ayant une incidence sur les résultats

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- Le modèle de prestation de services utilisé.
- Les services offerts, y compris les services numériques.

Emplacement des nouveaux développements : Efficacité

Pourcentage de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées

$$\frac{\text{Nombre de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées}}{\text{Nombre total de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans toute la municipalité}} \times 100$$

Pourcentage de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005 Médiane %	2004 Médiane %	2003 Médiane %	2002 Médiane %	2001 Médiane %
NORD							
< 5 000	42	0 à 100	0	0	7	0	9
5 000 – 19 999	9	0 à 100	100	94	100	100	100
20 000 +	3	28 à 100	66	83	96	100	94
SUD							
Régions et anciennes régions	10	0 à 100	99	98	99	99	99
Comtés	14	0 à 100	54	70	32	63	36
Palier unique							
<10 000	2	0 à 100	0		100		0
10 000 – 99 999	14	59 à 100	100	100	97	100	100
100 000 +	4	80 à 100	98	96	96	91	90
Palier inférieur							
< 5 000	34	0 à 100	7	7	0	3	17
5 000 – 9 999	51	0 à 100	58	50	38	43	17
10 000 – 19 999	49	5 à 100	90	80	83	86	90
20 000 – 39 999	9	30 à 100	92	94	95	97	98
40 000 – 99 999	11	86 à 100	100	99	100	100	100
100 000 +	10	100	100	100	100	100	100
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	262	0 à 100	80	71	80	78	80
N^{bre} de municipalités déclarantes			262	268	251	260	255

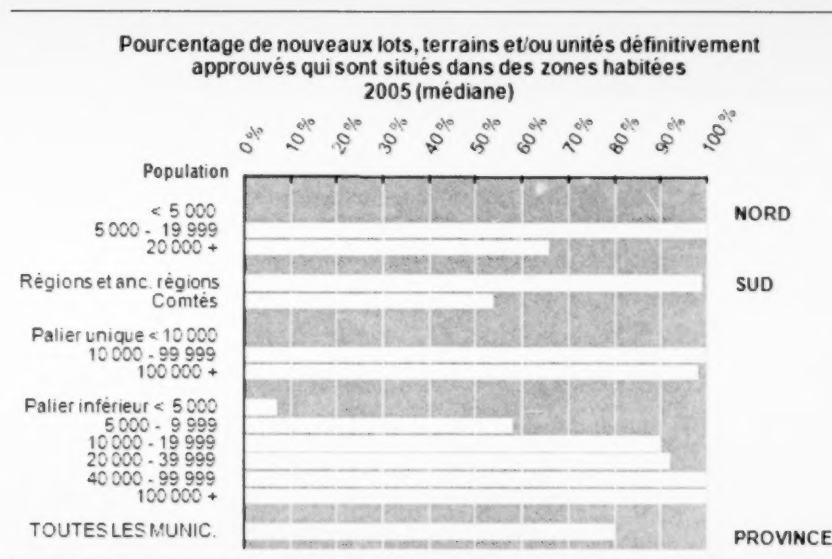
Référence – RIF : TLC 92 8154 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans toute la municipalité inscrit au dénominateur est supérieur à 0 (TLC 92 8154 06 > 0).
- La mesure est inférieure à 101 % (TLC 92 8154 07 < 101).

Emplacement des nouveaux développements : Efficacité

Pourcentage de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées

**Objectif**

Création de nouveaux lots dans les zones habitées.

Remarques

Cette mesure est déclarée par les municipalités dotées d'un pouvoir d'approbation en matière de planification. À l'intérieur des systèmes à deux paliers, l'ordre de gouvernement responsable des approbations varie. Le pouvoir d'approbation peut revenir à un palier ou être partagé.

Une municipalité ne doit pas déclarer la présente mesure si aucun lot, terrain ou unité n'a été approuvé au cours de l'exercice.

**Facteurs
ayant une
incidence
sur les
résultats**

Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- L'élaboration d'un plan officiel par la municipalité.
- La délimitation de zones habitées par la municipalité.
- La disponibilité des terrains propices aux nouveaux développements.
- Les terres de la Couronne. Les terres de la Couronne peuvent représenter, pour certaines municipalités, une grande proportion des terres dont elles disposent.
- Les aménagements à l'extérieur des zones habitées peuvent être conformes aux politiques de planification officielle et aux énoncés de politiques provinciales.

Préservation des terres agricoles : Efficacité

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration

$$\frac{\text{Nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles dans le plan officiel au 31 décembre de l'année de déclaration}}{\text{Nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles dans le plan officiel au 1^{er} janvier de l'année de déclaration}} \times 100$$

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %
NORD							
< 5 000	20	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 19 999	5	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
20 000 +	1	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
SUD							
Régions et anciennes régions	10	88 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Comtés	8	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Palier unique							
<10 000	1	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	96 %
10 000 – 99 999	9	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
100 000 +	3	99 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Palier inférieur							
< 5 000	22	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 9 999	41	99 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
10 000 – 19 999	46	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
20 000 – 39 999	9	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
40 000 – 99 999	10	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
100 000 +	7	0 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	192	0 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			192	194	197	200	185

Référence – RIF : TLC 92 8163 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

- Le nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles au 1^{er} janvier de l'année de déclaration est supérieur à zéro. (TLC 92 8163 06 > 0)
- La mesure est inférieure à 101 %. (TLC 92 8164 07 < 101 %)

Aucun diagramme à barres n'est présenté parce que le résultat de la médiane pour tous les groupes était de 100 % en 2005.

Préservation des terres agricoles :

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)

$$\frac{\text{Nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles dans le plan officiel au 31 décembre de l'année de déclaration}}{\text{Nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles dans le plan officiel au 1^{er} janvier 2000}} \times 100$$

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)

			2005	2004	2003	2002	2001
Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %	Médiane %
NORD							
< 5 000	20	0 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 19 999	5	96 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
40 000 +	1	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
SUD							
Régions et anciennes régions	9	88 % à 100 %	99 %	99 %	99 %	99 %	100 %
Comtés	9	80 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Palier unique							
<10 000	1	85 %	85 %	96 %	96 %	96 %	96 %
10 000 – 99 999	7	49 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
100 000 +	3	99 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Palier inférieur							
< 5 000	22	0 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
5 000 – 9 999	36	63 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
10 000 – 19 999	45	85 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
20 000 – 39 999	9	98 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
40 000 – 99 999	10	99 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
100 000 +	7	0 % à 100 %	88 %	100 %	100 %	100 %	100 %
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	184	0 % à 100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N^{bre} de municipalités déclarantes			184	186	190	194	180

Référence – RIF : TLC 92 8164 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

Le nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles au 1^{er} janvier est supérieur à zéro (TLC 92 8164 06 > 0).

■ La mesure est inférieure à 101 % (TLC 92 8164 07 < 101 %).

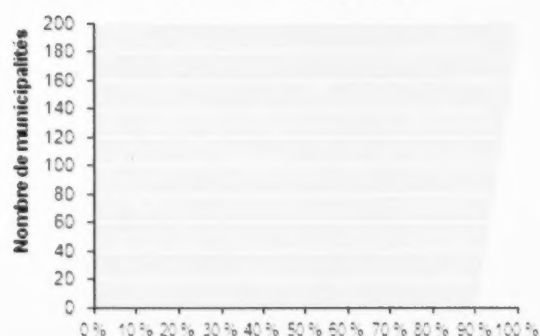
Aucun diagramme à barres n'est présenté parce que le résultat de la médiane pour tous les groupes, sauf trois, était de 100 % en 2005.

Préservation des terres agricoles : Efficacité

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)

Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles
qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de
l'année de déclaration
2005 (toutes les municipalités)



Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles
qui n'ont pas été désignées à
d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)
2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Préservation des terres agricoles.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs ayant eu une incidence sur les résultats sont les mêmes pour toutes les mesures concernant la préservation des terres agricoles. Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- L'existence d'un plan officiel.
- La modification du plan officiel ou l'adoption d'un nouveau plan officiel.
- L'inclusion des terres agricoles dans une catégorie distincte dans le cadre du plan officiel.
- Le fait qu'une terre agricole soit considérée comme une terre de toute désignation destinée à préserver les terres agricoles.
- La municipalité dispose d'un inventaire des terres agricoles.
- Une annexion ou une fusion.
- La demande de nouveaux développements.
- La construction de nouvelles routes et l'élargissement de routes existantes.
- Une variation dans le nombre d'hectares attribuable aux données du Système d'information géographique.

Préservation des terres agricoles :

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} d'hectares	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares
NORD							
< 5 000	20	0 à 10	0	0	0	0	0
5 000 – 19 999	5	0	0	0	0	0	0
40 000 +	1	0	0	0	0	0	0
SUD							
Régions et anciennes régions	10	0 à 3,017	56	0	20	0	6
Comtés	8	0 à 71	13	36	0	3	0
Palier unique							
<10 000	1	0	0	0	0	0	8
10 000 – 99 999	9	0 à 85	0	0	0	0	4
100 000 +	3	0 à 91	0	4	77	0	15
Palier inférieur							
< 5 000	22	0 à 11	0	0	0	0	0
5 000 – 9 999	40	0 à 100	0	0	0	0	0
10 000 – 19 999	44	0 à 67	0	0	0	0	0
20 000 – 39 999	9	0 à 32	0	0	0	0	0
40 000 – 99 999	10	0	0	0	0	0	0
100 000 +	7	0 à 2 428	0	0	0	0	0
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	189	0 à 3 017	0	0	0	0	0
N^{bre} de municipalités déclarantes			189	191	195	193	184

Référence – RIF : TLC 92 8165 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

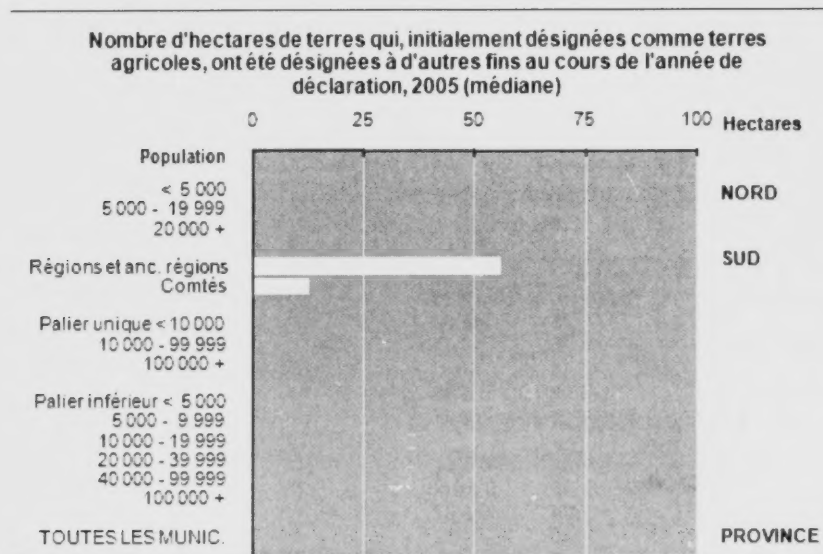
- Dans la mesure connexe pour la préservation des terres agricoles au cours de l'année de déclaration, les municipalités doivent désigner certaines terres du plan officiel à des fins agricoles (TLC 92 8163 06 > 0).
- Les municipalités qui déclarent des valeurs négatives pour le nombre d'hectares ne sont pas incluses dans les statistiques sommaires. (À inclure : TLC 92 8165 07 > 0)

REMARQUES :

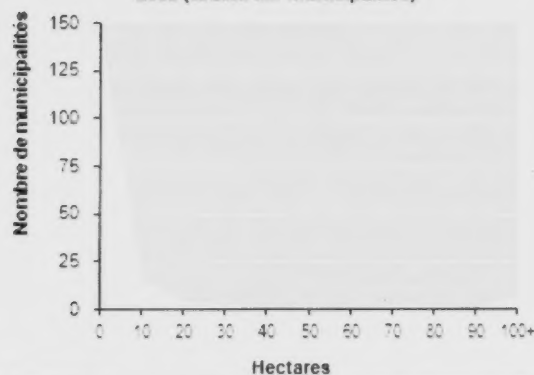
Cette mesure sera négative si le résultat pour la mesure connexe (Pourcentage des terres désignées à des fins agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration) est supérieur à 100 % (TLC 92 8163 07 > 100 %). Le nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles au 31 décembre 2005 pourrait être supérieur au nombre d'hectares au 1^{er} janvier 2000 par suite d'une fusion, d'une annexion, d'une modification apportée au plan officiel, d'un changement à la méthode de calcul des hectares ou d'erreurs dans la saisie des données.

Préservation des terres agricoles : efficacité

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration



Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration, 2005 (toutes les municipalités)

**Objectif**

Préservation des terres agricoles.

Remarques

Cette mesure fournit le nombre d'hectares désignés à d'autres fins au cours de l'année considérée et complète la mesure : « Pourcentage de terres désignées à des fins agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration ». La médiane de tous les groupes municipaux, sauf deux, étant égale à zéro, la fourchette au sein de chaque groupe est fournie à titre informatif.

Les municipalités qui ont déclaré une valeur négative pour le nombre d'hectares désignés à d'autres fins n'ont pas été incluses dans les statistiques sommaires. Une valeur négative signifie que le résultat au TLC 92 8163 07 est supérieur à 100 % pour la mesure « Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration ». Le nombre d'hectares désignés à des fins agricoles à la fin de l'année peut être supérieur au nombre d'hectares au 1^{er} janvier par suite d'une fusion, d'une annexion, d'une modification apportée au plan officiel, d'un changement à la méthode de calcul des hectares ou d'erreurs dans la saisie des données.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs ayant eu une incidence sur les résultats sont les mêmes pour toutes les mesures concernant la préservation des terres agricoles. Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- L'existence d'un plan officiel.
- La modification du plan officiel ou l'adoption d'un nouveau plan officiel.
- L'inclusion des terres agricoles dans une catégorie distincte dans le cadre du plan officiel.
- Le fait qu'une terre agricole soit considérée comme une terre de toute désignation destinée à préserver les terres agricoles.
- La municipalité dispose d'un inventaire des terres agricoles.
- Une annexion ou une fusion.
- La demande de nouveaux développements.
- La construction de nouvelles routes et l'élargissement de routes existantes.
- Une variation dans le nombre d'hectares attribuable aux données du Système d'information géographique.

Préservation des terres agricoles : ÉTENDUE

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1^{er} janvier 2000

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1^{er} janvier 2000

Population	N ^{bre} de municipalités déclarantes	Fourchette N ^{bre} d'hectares	2005	2004	2003	2002	2001
			Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares	Médiane N ^{bre} d'hectares
NORD							
< 5 000	20	0 à 5 000	0	0	0	0	0
5 000 – 19 999	5	0 à 92	0	0	0	0	0
20 000 +	1	30	30	30	0	0	0
SUD							
Régions et anciennes régions	9	20 à 3 048	1 064	186	183	139	88
Comtés	9	14 à 60 368	71	61	32	38	0
Palier unique							
< 10 000	1	43	43	9	9	9	8
10 000 – 99 999	7	0 à 2 533	71	19	13	13	1
100 000 +	3	0 à 122	110	99	95	18	15
Palier inférieur							
< 5 000	21	0 à 473	0	0	0	0	0
5 000 – 9 999	35	0 à 3 466	0	0	0	0	0
10 000 – 19 999	42	0 à 2 025	5	2	0	0	0
20 000 – 39 999	9	0 à 293	0	0	0	0	0
40 000 – 99 999	10	0 à 62	0	4	0	1	0
100 000 +	7	0 à 2 428	842	0	0	0	0
TOUTES LES MUNICIPALITÉS	179	0 à 60 368	1	0	0	0	0
N^{bre} de municipalités déclarantes			179	183	188	186	181

Référence – RIF : TLC 92 8166 07. Le nombre de municipalités déclarantes reflète les conditions ci-dessous.

Conditions :

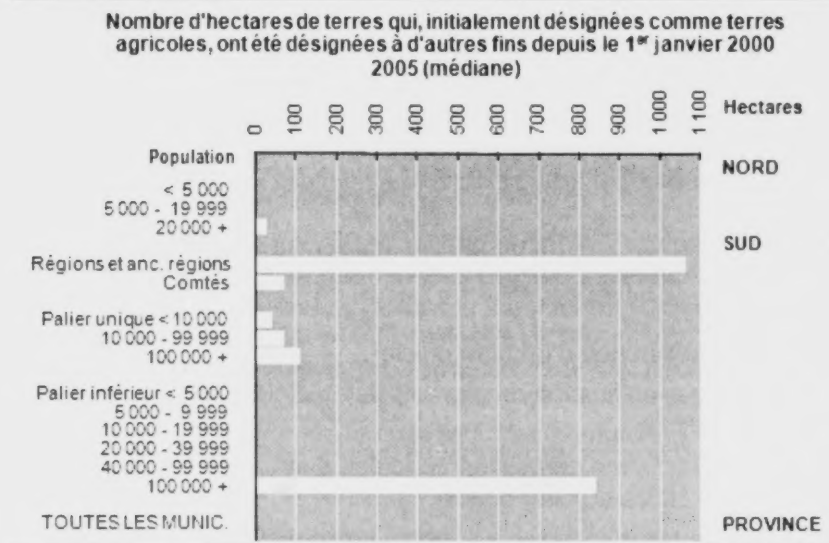
- Dans la mesure connexe pour la préservation des terres agricoles par rapport à l'année de base (2000), les municipalités doivent désigner certaines terres du plan officiel à des fins agricoles. (TLC 92 8164 06 > 0)
- Les municipalités qui déclarent des valeurs négatives pour le nombre d'hectares ne sont pas incluses dans les statistiques sommaires. (TLC 92 8166 07 ≥ 0)

REMARQUES :

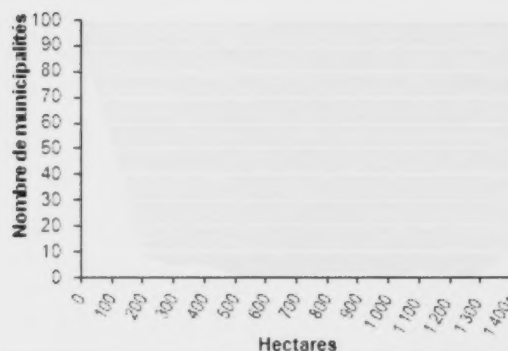
Une valeur négative signifie que le résultat au TLC 92 8164 07 est supérieur à 100 % pour la mesure « Pourcentage de terres désignées à des fins agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base de 2000 ». Le nombre d'hectares de terres désignées à des fins agricoles au 31 décembre 2005 pourrait être supérieur au nombre d'hectares au 1^{er} janvier 2000 par suite d'une fusion, d'une annexion, d'une modification apportée au plan officiel, d'un changement à la méthode de calcul des hectares ou d'erreurs d'entrée des données.

Préservation des terres agricoles : Efficacité

Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1^{er} janvier 2000



Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1^{er} janvier 2000
2005 (toutes les municipalités)



Objectif

Préservation des terres agricoles.

Remarques

Cette mesure fournit le nombre d'hectares cumulés qui ont été désignés à d'autres fins depuis le 1^{er} janvier 2000 et complète la mesure « Pourcentage de terres désignées à des fins agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins par rapport à l'année de base (2000) ».

Les municipalités qui ont déclaré une valeur négative pour le nombre d'hectares désignés à d'autres fins n'ont pas été incluses dans les statistiques sommaires. Une valeur négative signifie que le résultat au TLC 92 8164 07 est supérieur à 100 % pour la mesure « Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000) ». Le nombre d'hectares désignés à des fins agricoles à la fin de l'année peut être supérieur au nombre d'hectares au 1^{er} janvier par suite d'une fusion, d'une annexion, d'une modification apportée au plan officiel, d'un changement à la méthode de calcul des hectares ou d'erreurs dans la saisie des données.

**Facteurs
ayant une
incidence sur
les résultats**

Les facteurs ayant eu une incidence sur les résultats sont les mêmes pour toutes les mesures concernant la préservation des terres agricoles. Les facteurs suivants ont une incidence sur les résultats :

- L'existence d'un plan officiel.
- La modification du plan officiel ou l'adoption d'un nouveau plan officiel.
- L'inclusion des terres agricoles dans une catégorie distincte dans le cadre du plan officiel.
- Le fait qu'une terre agricole soit considérée comme une terre de toute désignation destinée à préserver les terres agricoles.
- La municipalité dispose d'un inventaire des terres agricoles.
- Une annexion ou une fusion.
- La demande de nouveaux développements.
- La construction de nouvelles routes et l'élargissement de routes existantes.
- Une variation dans le nombre d'hectares attribuable aux données du Système d'information géographique.

Mesures de la performance des services municipaux de l'Ontario pour 2005

Service	Type de mesure	Description de la mesure	Tableau, ligne, colonne dans le Rapport d'information financière de 2005
Administration générale			
	Efficiency	Coûts de fonctionnement liés à la gouvernance et à la gestion en pourcentage des coûts de fonctionnement totaux de la municipalité	91 0204 13
Protection			
Services d'incendie	Efficiency	Coûts de fonctionnement des services d'incendie par tranche de 1 000 \$ de l'évaluation foncière totale	91 1102 13
Services policiers	Efficiency	Coûts de fonctionnement des services policiers par habitant	91 1203 13
	Efficacité	Taux de criminalité violente par millier d'habitants	92 1258 07
	Efficacité	Taux de criminalité contre les biens par millier d'habitants	92 1259 07
	Efficacité	Taux de criminalité global par millier d'habitants (infractions relevant du <i>Code criminel</i> , à l'exclusion des délits de la route)	92 1263 07
	Efficacité	Nombre de jeunes inculpés par millier de jeunes	92 1265 07
Routes			
Routes	Efficiency	Coûts de fonctionnement des routes revêtues par kilomètres de voies de circulation	91 2107 13
	Efficiency	Coûts de fonctionnement des routes non revêtues par kilomètre de voie de circulation	91 2108 13
	Efficacité	Pourcentage de kilomètres de voies revêtues dont l'état est considéré satisfaisant ou très satisfaisant	92 2152 07
Opérations hivernales	Efficiency	Coûts de fonctionnement des opérations hivernales par kilomètre de voie de circulation	91 2204 13
	Efficacité	Pourcentage d'opérations hivernales qui répondent aux niveaux de services municipaux en la matière ou qui les dépassent	92 2251 07
Transport en commun conventionnel			
	Efficiency	Coûts de fonctionnement des services de transport en commun traditionnels par déplacement régulier	91 2302 13
	Efficacité	Nombre de déplacements en transport en commun traditionnel par personne, par an, dans la zone desservie	92 2351 07
Environnement			
Eaux usées	Efficiency	Coûts de fonctionnement de la collecte des eaux usées par kilomètre de canalisation principale d'égout	91 3107 13
	Efficiency	Coûts de fonctionnement de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée	91 3108 13
	Efficiency	Coûts de fonctionnement de la collecte, de l'épuration et de l'évacuation des eaux usées par mégalitre d'eau traitée	91 3109 13
	Efficacité	Nombre de reflux de la canalisation principale d'égout par centaine de kilomètres de canalisation principale, par an	92 3154 07
	Efficacité	Estimation du pourcentage d'eaux usées qui n'ont pas été traitées	92 3155 07

Mesures de la performance des services municipaux de l'Ontario pour 2005

Service	Type de mesure	Description de la mesure	Tableau, ligne, colonne dans le Rapport d'information financière de 2005
Environnement			
Eaux pluviales	Efficienc	Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu urbain (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation	91 3205 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement de la gestion des eaux pluviales en milieu rural (collecte, épuration et évacuation) par kilomètre de canalisation d'évacuation	91 3206 13
Eau potable	Efficienc	Coûts de fonctionnement du traitement de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée	91 3307 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement de la distribution de l'eau potable par kilomètre de canalisation	91 3308 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement du traitement et de la distribution de l'eau potable par mégalitre d'eau traitée	91 3309 13
	Efficacit	Nombre pondéré de jours pendant lesquels le médecin hygiéniste a émis un avis de faire bouillir l'eau applicable à l'approvisionnement en eau de la municipalité	92 3355 07
	Efficacit	Nombre de bris dans les conduites principales par centaine de kilomètres de conduites de distribution d'eau, par an	92 3356 07
Déchets solides	Efficienc	Coûts de fonctionnement de la collecte des déchets par tonne ou par ménage	91 3403 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement de l'élimination des déchets par tonne ou par ménage	91 3503 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement du réacheminement (recyclage) des déchets solides par tonne ou par ménage	91 3604 13
	Efficienc	Coûts de fonctionnement moyens de la gestion des déchets solides (collecte, élimination et réacheminement) par tonne ou par ménage	91 3605 13
	Efficacit	Nombre de plaintes reçues concernant la collecte des déchets et des matières recyclables par millier de ménages, par an	92 3452 07
	Efficacit	Nombre total d'installations de gestion des déchets solides appartenant à la municipalité et ayant reçu un certificat d'approbation du ministère de l'Environnement	92 3552 07
	Efficacit	Nombre de jours par an pendant lesquels une ordonnance de se conformer et de prendre des mesures correctives rendue par le ministère de l'Environnement à l'égard d'une norme relative à l'air ou aux eaux souterraines était en vigueur dans une installation de gestion des déchets appartenant à la municipalité, par installation	92 3553 03 à 92 3560 03 92 3553 07 à 92 3560 07
	Efficacit	Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés à des fins de recyclage	92 3655 07
	Efficacit	Pourcentage des déchets solides résidentiels réacheminés (par rapport au nombre total de tonnes de déchets d'origine résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle)	92 3656 07

Mesures de la performance des services municipaux de l'Ontario pour 2005

Service	Type de mesure	Description de la mesure	Tableau, ligne, colonne dans le Rapport d'information financière de 2005
Parcs et loisirs			
	Efficience	Coûts de fonctionnement des parcs par habitant	91 7102 13
	Efficience	Coûts de fonctionnement des programmes de loisir par habitant	91 7202 13
	Efficience	Coûts de fonctionnement des installations de loisir par habitant	91 7303 13
	Efficience	Coûts de fonctionnement des parcs, des programmes de loisir et des installations de loisir par habitant (sous-total)	91 7304 13
	Efficacité	Nombre d'hectares d'espaces ouverts	92 7151 05
	Efficacité	Nombre d'hectares d'espaces ouverts par millier d'habitants	92 7151 07
	Efficacité	Nombre total de kilomètres de sentiers	92 7152 05
	Efficacité	Nombre total de kilomètres de sentiers par millier d'habitants	92 7152 07
	Efficacité	Nombre total d'heures de participation aux programmes de loisir par millier d'habitants	92 7255 07
	Efficacité	Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir	92 7355 05
	Efficacité	Nombre de mètres carrés occupés par des installations de loisir par millier d'habitants	92 7355 07
Services de bibliothèque			
	Efficience	Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par habitant	91 7403 13
	Efficience	Coûts de fonctionnement des services de bibliothèque par utilisation	91 7404 13
	Efficacité	Nombre d'utilisations des bibliothèques par habitant	92 7460 13
	Efficacité	Nombre d'utilisations numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques	92 7461 07
	Efficacité	Nombre d'utilisations non numériques de la bibliothèque en tant que pourcentage du nombre total d'utilisations des bibliothèques	92 7462 07
Aménagement du territoire			
	Efficacité	Pourcentage de nouveaux lots, terrains et/ou unités définitivement approuvés qui sont situés dans des zones habitées	92 8154 07
	Efficacité	Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration	92 8163 07
	Efficacité	Pourcentage de terres désignées comme terres agricoles qui n'ont pas été désignées à d'autres fins, par rapport à l'année de base (2000)	92 8164 07
	Efficacité	Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins au cours de l'année de déclaration	92 8165 07
	Efficacité	Nombre d'hectares de terres qui, initialement désignées comme terres agricoles, ont été désignées à d'autres fins depuis le 1 ^{er} janvier 2000	92 8166 07

MUNICIPALITÉS PAR GROUPE

Dans les tableaux sommaires et les diagrammes à barres, les municipalités sont groupées par géographie, type de municipalité et population présente en 2005. La population présente pour 2004, 2005 et 2006 est identique et fondée sur les données des élections municipales de 2003. Il est à noter que les municipalités ont entré leur propre population en 2005, lorsqu'elle est utilisée au dénominateur de la mesure de performance.

NORD

Population	Municipalité	Population en 2005
< 5 000	Alberton (C)	980
	Armour (C)	1 241
	Armstrong (C)	1 265
	Assiginack (C)	765
	Atikokan (C)	3 172
	Baldwin (C)	570
	Barrie Island (C)	47
	Billings (C)	478
	Black River - Matheson (C)	2 796
	Blind River (V)	3 651
	Bonfield (C)	2 096
	Brethour (C)	153
	Bruce Mines (V)	588
	Burk's Falls (village)	848
	Burpee and Mills (C)	330
	Callander (M)	3 157
	Calvin (C)	596
	Carling (C)	1 055
	Casey (C)	374
	Central Manitoulin (C)	1 742
	Chamberlain (C)	346
	Chapleau (C)	2 600
	Chapple (C)	806
	Charlton/Dack (M)	670
	Chisholm (C)	1 236
	Cobalt (V)	1 103
	Cockburn Island (C)	3
	Coleman (C)	531
	Conmee (C)	689
	Dawson (C)	572
	Dorion (C)	383
	Dubreuilville (C)	846
	Ear Falls (C)	943
	East Ferris (C)	4 249
	Emo (C)	1 186
	Englehart (V)	1 546
	Evanturel (C)	464
	Fauquier-Strickland (C)	666
	French River (M)	2 788
	Gauthier (C)	131

NORD

Population	Municipalité	Population en 2005
< 5 000	Gillies (C)	505
	Gordon (C)	423
	Gore Bay (V)	799
	Harley (C)	526
	Harris (C)	491
	Hilliard (C)	227
	Hilton Beach (village)	173
	Hilton (C)	234
	Hornepayne (C)	1 273
	Hudson (C)	457
	Huron Shores (M)	1 632
	Ignace (C)	1 447
	James (C)	474
	Jocelyn (C)	246
	Johnson (C)	583
	Joly (C)	259
	Kearney (V)	731
	Kerns (C)	349
	Killarney (M)	433
	La Vallee (C)	1 002
	Laird (C)	997
	Lake of The Woods (C)	362
	Larder Lake (C)	753
	Latchford (V)	293
	Macdonald Meredith et al (C)	1 413
	Machar (C)	782
	Machin (C)	1 002
	Magnetawan (M)	1 197
	Manitouwadge (C)	2 687
	Marathon (V)	4 095
	Markstay-Warren (M)	2 666
	Matachewan (C)	366
	Mattawa (V)	2 114
	Mattawan (C)	97
	Mattice - Val Cote (C)	836
	McDougall (C)	2 510
	McGarry (C)	828
	McKellar (C)	885
	McMurrich-Monteith (C)	655
	Michipicoten (C)	3 211
	Moonbeam (C)	1 150
	Moosonee (V)	1 430
	Morley (C)	542
	Nairn and Hyman (C)	408
	Neebing (M)	1 969

NORD

Population	Municipalité	Population en 2005
< 5 000	Nipigon (C)	1 815
	Nipissing (C)	1 557
	Northeastern Manitoulin & The Isl. (V)	2 315
	O'Connor (C)	726
	Opasatika (C)	310
	Papineau-Cameron (C)	904
	Perry (C)	1 929
	Pickle Lake (C)	362
	Plummer Additional (C)	625
	Powassan (M)	3 278
	Prince (C)	985
	Rainy River (V)	866
	Red Lake (M)	3 757
	Red Rock (C)	1 117
	Ryerson (C)	591
	Sables-Spanish Rivers (C)	2 943
	Schreiber (C)	1 313
	Seguin (C)	3 340
	Shuniah (C)	2 348
	Sioux Lookout (M)	4 464
	Sioux Narrows-Nestor Falls (C)	681
	Smooth Rock Falls (V)	1 672
	South Algonquin (C)	1 194
	South River (village)	955
	Spanish (V)	740
	St. Joseph (C)	1 122
	St.-Charles (M)	1 280
	Strong (C)	1 289
	Sundridge (village)	875
	Tarbutt and Tarbutt Additional (C)	407
	Tehkummah (C)	350
	Temagami (M)	799
	Terrace Bay (C)	1 889
	The Archipelago (C)	548
	The North Shore (C)	554
	Thessalon (V)	1 293
	Thornloe (village)	110
	Val Rita-Harty (C)	1 000
	White River (C)	889
	Whitestone (M)	728

NORD

Population	Municipalité	Population en 2005
5 000 à 19 999	Cochrane (V)	5 457
	Dryden (cité)	7 143
	Elliot Lake (cité)	11 558
	Espanola (V)	5 079
	Fort Frances (V)	7 565
	Greenstone (M)	5 091
	Hearst (V)	5 174
	Iroquois Falls (V)	5 175
	Kapuskasing (V)	8 699
	Kenora (Cité)	13 807
	Kirkland Lake (V)	9 278
	Oliver Paipoonge (M)	5 749
	Parry Sound (V)	5 357
	Temiskaming Shores (cité)	10 125
	West Nipissing (M)	12 874
20 000+	North Bay (cité)	51 850
	Sault Ste. Marie (cité)	72 779
	Thunder Bay (cité)	102 617
	Timmins (cité)	43 024

SUD

	Municipalité	2005 Population
Régions et anciennes régions	Durham (R)	504 395
	Greater Sudbury (cité)	155 339
	Halton (R)	377 814
	Hamilton (cité)	469 987
	Muskoka (D)	46 382
	Niagara (R)	397 191
	Ottawa (cité)	745 367
	Oxford (Cté)	95 103
	Peel (R)	933 447
	Toronto (cité)	2 125 394
	Waterloo (R)	427 239
	York (R)	707 790
Comtés	Bruce (Cté)	60 310
	Dufferin (Cté)	47 331
	Elgin (Cté)	45 065
	Essex (Cté)	163 413
	Frontenac (Cté)	21 824
	Grey (Cté)	83 878
	Haliburton (Cté)	14 175
	Hastings (Cté)	34 540
	Huron (Cté)	57 131
	Lambton (Cté)	122 352
	Lanark (Cté)	49 991
	Leeds et Grenville (comtés unis)	62 245
	Lennox and Addington (Cté)	34 890
	Middlesex (Cté)	63 935
	Northumberland (Cté)	71 212
	Perth (Cté)	36 110
	Peterborough (Cté)	50 498
	Prescott et Russell (comtés unis)	72 930
	Renfrew (Cté)	79 368
	Simcoe (Cté)	234 131
	Stormont Dundas et Glengarry (comtés unis)	61 265
	Wellington (Cté)	75 272

SUD

Palier unique	Municipalité	Population en 2005
< 10 000	Gananoque (VS)	4 760
	Pelee (C)	278
	Prescott (VS)	3 634
	Smiths Falls (VS)	8 407
	St. Marys (VS)	6 169
10 000 – 99 999	Belleville (cité)	42 300
	Brant County	30 318
	Brantford (cité)	79 991
	Brockville (cité)	19 378
	Cornwall (cité)	42 623
	Guelph (cité)	99 697
	Haldimand County	41 072
	Kawartha Lakes (cité)	66 268
	Norfolk County	55 426
	Orillia (cité)	28 096
	Pembroke (cité)	13 179
	Peterborough (cité)	67 828
	Prince Edward County (cité)	22 795
	Quinte West (cité)	39 724
	St. Thomas (cité)	31 546
	Stratford (cité)	28 617
100 000+	Barrie (cité)	100 825
	Chatham-Kent (M)	102 910
	Kingston (cité)	107 594
	London (cité)	323 615
	Windsor (cité)	207 959

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
<5 000	Addington Highlands (C)	2 099
	Adelaide-Metcalf (C)	2 969
	Admaston/Bromley (C)	2 785
	Algonquin Highlands (C)	1 820
	Amaranth (C)	3 570
	Asphodel-Norwood (C)	3 623
	Athens (C)	2 809
	Bancroft (V)	3 511
	Bonnechere Valley (C)	3 278
	Brooke-Alvinston (M)	2 709
	Brudenell Lyndoch and Raglan (C)	1 533
	Carlow/Mayo (C)	783
	Casselman (village)	2 971
	Central Frontenac (C)	3 903
	Centre Hastings (M)	3 663
	Dawn-Euphemia (C)	2 312
	Deep River (V)	4 072
	Deseronto (V)	1 604
	Dutton-Dunwich (M)	3 545
	Dysart et al (C)	4 731
	East Garafraxa (C)	2 059
	East Hawkesbury (C)	3 342
	East Luther Grand Valley (C)	2 529
	Enniskillen (C)	3 178
	Faraday (C)	1 397
	Front of Yonge (C)	2 444
	Frontenac Islands (C)	1 542
	Galway-Cavendish and Harvey (C)	4 266
	Georgian Bay (C)	1 988
	Greater Madawaska (C)	2 140
	Hastings Highlands (M)	3 519
	Havelock-Belmont-Methuen (C)	4 103
	Head Clara and Maria (C)	232
	Highlands East (M)	2 681
	Horton (C)	2 470
	Howick (C)	3 554
	Killaloe Hagarty and Richards (C)	2 300
	Lake of Bays (C)	2 515
	Lanark Highlands (C)	4 564
	Laurentian Hills (V)	2 693
	Limerick (C)	316
	Lucan Biddulph (C)	4 010
	Madawaska Valley (C)	4 186
	Madoc (C)	1 905
	Marmora and Lake (M)	3 511
	Melancthon (C)	2 470

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
<5 000	Merrickville-Wolford (village)	2 627
	Minden Hills (C)	4 943
	Montague (C)	3 069
	Morris-Turnberry (M)	3 353
	Mulmur (C)	2 943
	Newbury (village)	382
	North Algona-Wilberforce (C)	2 611
	North Frontenac (C)	1 572
	North Huron (C)	4 860
	North Kawartha (C)	2 062
	Northern Bruce Peninsula (M)	3 522
	Oil Springs (village)	724
	Perth South (C)	4 175
	Petrolia (V)	4 870
	Point Edward (village)	2 091
	Shelburne (V)	3 886
	Southwold (C)	4 464
	Stirling-Rawdon (C)	4 448
	Tudor and Cashel (C)	572
	Tyendinaga (C)	3 524
	Warwick (C)	3 935
	Westport (village)	594
	Wollaston (C)	634

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
5 000 - 9 999	Adjala-Tosorontio (C)	9 963
	Alfred and Plantagenet (C)	8 002
	Alnwick-Haldimand (C)	5 527
	Arnprior (V)	6 460
	Arran-Elderslie (M)	6 230
	Ashfield-Colborne-Wawanosh (C)	5 258
	Augusta (C)	7 265
	Aylmer (V)	6 288
	Bayham (M)	5 726
	Beckwith (C)	5 696
	Blandford - Blenheim (C)	7 127
	Bluewater (M)	6 506
	Brighton (M)	8 355
	Brockton (M)	9 351
	Carleton Place (V)	8 089
	Cavan-Millbrook-North Monaghan (C)	7 888
	Central Huron (M)	7 320
	Champlain (C)	8 336
	Chatsworth (C)	5 983
	Cramahe (C)	5 175
	Douro-Dummer (C)	6 449
	Drummond-North Elmsley (C)	6 288
	East Zorra - Tavistock (C)	6 947
	Edwardsburgh/Cardinal (C)	6 194
	Elizabethtown-Kitley (C)	9 631
	Georgian Bluffs (C)	9 854
	Goderich (V)	7 411
	Gravenhurst (V)	9 122
	Grey Highlands (M)	8 383
	Hanover (V)	6 664
	Hawkesbury (V)	9 447
	Huron East (M)	9 233
	Huron-Kinloss (C)	5 932
	Laurentian Valley (C)	8 801
	Leeds and the Thousand Islands (C)	8 743
	Malahide (C)	7 865
	Mapleton (C)	8 280
	McNab-Braeside (C)	6 520
	Meaford (M)	9 941
	Minto (V)	7 484
	Mono (V)	6 393
	Muskoka Lakes (C)	5 338
	North Dumfries (C)	8 604
	North Middlesex (M)	6 533
	North Stormont (C)	6 538
	Norwich (C)	9 954

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
	Otonabee-South Monaghan (C)	6 274
	Penetanguishene (V)	7 961
	Perth (V)	5 739
	Plympton-Wyoming (V)	7 218
	Puslinch (C)	5 579
	Ramara (C)	8 631
	Renfrew (V)	7 603
	Rideau Lakes (C)	9 206
	South Bruce (M)	5 974
	South Huron (M)	9 636
	South-West Oxford (C)	7 417
	Southgate (C)	6 253
	Southwest Middlesex (M)	5 729
	Stone Mills (C)	6 724
	Tay (C)	9 232
	Tay Valley (C)	5 267
	The Blue Mountains (V)	5 747
	The South Bruce Peninsula (V)	7 331
	Tiny (C)	9 498
	Tweed (M)	5 153
	Wainfleet (C)	6 214
	Wellesley (C)	8 775
	West Elgin (M)	5 223
	West Perth (M)	8 722
	Whitewater Region (C)	6 192
	Zorra (C)	7 858
10 000 - 19 999	Bracebridge (V)	12 277
	Brock (C)	11 793
	Central Elgin (M)	11 954
	Clarence-Rockland (cité)	18 603
	Clearview (C)	13 197
	Cobourg (V)	15 704
	Collingwood (V)	15 287
	East Gwillimbury (V)	19 243
	Erin (V)	10 340
	Essa (C)	16 103
	Essex (V)	19 078
	Greater Napanee (V)	13 373
	Guelph/Eramosa (C)	10 636
	Hamilton (C)	10 170
	Huntsville (V)	15 142
	Ingersoll (V)	10 512
	Kincardine (M)	10 763
	King (C)	18 354
	Kingsville (V)	19 276
	Lambton Shores (M)	10 612
	Lincoln (V)	19 555

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
10 000 - 19 999	Loyalist (C)	12 694
	Middlesex Centre (C)	14 183
	Midland (V)	15 993
	Mississippi Mills (V)	11 279
	Niagara-on-the-Lake (V)	13 661
	North Dundas (C)	10 212
	North Glengarry (C)	10 288
	North Grenville (M)	12 732
	North Perth (V)	11 577
	Oro-Medonte (C)	17 983
	Owen Sound (cité)	19 811
	Pelham (V)	15 262
	Perth East (C)	11 636
	Petawawa (V)	15 492
	Port Colborne (cité)	18 003
	Port Hope (M)	14 542
	Russell (C)	12 042
	Saugeen Shores (V)	11 207
	Scugog (C)	19 428
	Severn (C)	11 200
	Smith-Ennismore-Lakefield (C)	15 833
	South Dundas (C)	10 000
	South Frontenac (C)	14 807
	South Glengarry (C)	12 307
	South Stormont (C)	11 920
	Springwater (C)	15 466
	St. Clair (C)	14 582
	Strathroy-Caradoc (C)	18 056
	Thames Centre (M)	12 073
	The Nation (M)	10 187
	Thorold (cité)	17 646
	Tillsonburg (V)	13 522
	Trent Hills (M)	11 739
	Uxbridge (C)	17 603
	Wasaga Beach (V)	11 766
	Wellington North (C)	10 469
	West Grey (M)	11 242
	West Lincoln (C)	11 746
	Wilmot (C)	15 019
	Woolwich (C)	17 833

SUD

Palier inférieur	Municipalité	Population en 2005
20 000 - 39 999	Amherstburg (V)	20 604
	Aurora (V)	37 495
	Bradford-West Gwillimbury (V)	20 501
	Centre Wellington (C)	22 484
	Fort Erie (V)	27 698
	Georgina (V)	36 597
	Grimsby (V)	20 484
	Innisfil (V)	26 979
	LaSalle (V)	25 483
	Lakeshore (V)	29 347
	Leamington (M)	25 210
	Milton (V)	36 267
	New Tecumseth (V)	24 371
	Orangeville (V)	23 481
	Tecumseh (V)	24 415
	Whitchurch - Stouffville (V)	20 417
	Woodstock (cité)	31 766
40 000 - 99 999	Ajax (V)	74 907
	Caledon (V)	49 740
	Clarington (M)	65 902
	Halton Hills (V)	48 948
	Newmarket (V)	62 148
	Niagara Falls (cité)	75 670
	Pickering (cité)	83 381
	Sarnia (cité)	70 121
	Waterloo (cité)	91 412
	Welland (cité)	47 161
	Whitby (V)	93 756
100 000+	Brampton (cité)	312 719
	Burlington (cité)	148 471
	Cambridge (cité)	107 418
	Kitchener (cité)	178 178
	Markham (V)	202 781
	Mississauga (cité)	570 988
	Oakville (V)	144 128
	Oshawa (cité)	136 686
	Richmond Hill (V)	124 740
	St. Catharines (cité)	124 091
	Vaughan (cité)	186 015

Liste des sites Web

Les sites Web suivants présentent des renseignements supplémentaires utiles.

Ministère des Affaires municipales

Consultez le site Web du ministère des Affaires municipales et cliquez sur « Programme de mesure de la performance des services municipaux » pour obtenir de l'information sur le Programme. Le site comprend également des documents d'archives.

www.mah.gov.on.ca

Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario

L'Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario (AMCTO) dessert ceux et celles dont la profession est directement liée à l'administration municipale. L'AMCTO contribue à l'expertise de ceux et celles qui veulent acquérir les compétences, les connaissances et les capacités au travail d'équipe requises pour promouvoir l'excellence au sein de l'administration municipale.

www.amcto.com

Association des municipalités de l'Ontario (AMO)

L'AMO travaille de concert avec les administrations municipales et pour le compte de celles-ci. Parmi les activités de l'AMO, mentionnons les relations intergouvernementales, l'élaboration de politiques ainsi que la collecte et la diffusion d'information sur toutes les questions ayant une incidence sur les municipalités.

www.amo.on.ca

En cliquant sur « More on AMO », puis sur « Ontario Municipalities », vous trouverez une liste des municipalités par région, comté et district.

Corporations Supporting Recycling (CSR)

Corporations Supporting Recycling (CSR) est un organisme canadien sans but lucratif du secteur privé qui travaille avec tous les paliers de gouvernement, plus particulièrement avec les municipalités, ainsi que les organismes non gouvernementaux et les groupes de l'industrie, pour faciliter la création de systèmes municipaux durables de recyclage et de réacheminement des déchets solides.

Cliquez sur « GAP » pour obtenir des renseignements sur les principes généralement reconnus de l'organisme utilisés pour mesurer le débit des déchets municipaux afin d'évaluer la performance des services de gestion des déchets solides municipaux.

www.csr.org

Municipal Finance Officers Association of Ontario (MFOA)

La Municipal Finance Officers Association of Ontario (MFOA) est l'association professionnelle des agents financiers municipaux de la province de l'Ontario. La MFOA aide ses membres à assumer leurs responsabilités obligatoires et autres responsabilités financières en effectuant des études et en organisant des séminaires afin d'examiner les grandes politiques et les enjeux en matière de gestion financière, d'en discuter et de prendre position à cet égard.

www.mfoa.on.ca

Ontario Centre for Municipal Best Practices (OCMBP)

Le Centre des meilleures pratiques municipales de l'Ontario est issu d'un partenariat conclu en 2002 entre l'Association des municipalités de l'Ontario et le ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario. Le Centre mène des recherches sur les pratiques exemplaires; il les identifie et les affiche sur son site Web.

<http://www.municipalbestpractices.ca>

On peut également accéder à ce site en se rendant sur la page d'accueil de l'AMO à l'adresse <http://www.amo.on.ca>, puis en déroulant jusqu'au bas et en cliquant sur « OCMBP ».

Ontario Good Roads Association (OGRA)

L'Ontario Good Roads Association soulève les préoccupations de toutes les municipalités et d'un grand nombre de Premières Nations de l'Ontario en matière de transports et de travaux publics. Depuis plus de 100 ans, cette association aide les municipalités à offrir des réseaux de transport efficaces et efficaces.

<http://www.ogra.org/home.asp>

Ontario Municipal Administrators' Association (OMAA)

Les membres sont des personnes ayant de vastes responsabilités de gestion pour leur corporation municipale. Les membres de l'OMAA ont pour objectif une administration locale efficace et démocratique, dont les représentants sont élus. Ils cherchent à améliorer la valeur de l'ordre de gouvernement municipal au moyen de la promotion d'une amélioration continue de l'administration municipale et de l'excellence du leadership dans les services publics locaux dans l'ensemble de l'Ontario.

On peut accéder à ce site en se rendant sur la page d'accueil de l'AMO à l'adresse <http://www.amo.on.ca>, puis en déroulant jusqu'au bas et en cliquant sur « OMAA ».

Ontario Municipal CAO's Benchmarking Initiative (OMBI)

L'Ontario Municipal CAO's Benchmarking Initiative est un projet de partenariat dont l'objectif est de promouvoir l'excellence des services municipaux. Les

municipalités participantes examinent les statistiques en matière de performance, cernent les meilleures pratiques opérationnelles et travaillent ensemble dans un esprit d'innovation et d'entrepreneuriat à l'obtention de succès encore plus retentissants.

<http://www.ombi.ca/index.asp>

Ministère des Affaires municipales et du Logement

ISSN 1715-376X (en ligne)

ISBN 978-1-4249-6168-9 (2005 édition en ligne)

ISSN 1715-3751 (imprimé)

ISBN 978-1-4249-6167-2 (2005 édition imprimée)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008
03/08

This publication is also available in English under the title Municipal
Performance Measurement Program: Summary of 2005 Results

Programme
de la **performance**
des services municipaux

Sommaire des résultats pour 2005